

2m11.3029.7

Université de Montréal

*John Peurifoy et la CIA au Guatemala, 1953-1954. Entre diplomatie
officielle et ingérence clandestine*

par

Christian Lefebvre

Département d'histoire
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de
maîtrise ès art (M.A.) en histoire

Août 2002

© Christian Lefebvre, 2002



D
7

W54

2002

N. 020

Université de Montréal

Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

John Peurifoy et la CIA au Guatemala, 1953-1954. Entre diplomatie officielle et ingérence clandestine

Présenté par :

Christian Lefebvre

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Michael Huberman

président-rapporteur

Claude Morin

directeur de recherche

Bruno Ramirez

membre du jury

mémoire accepté le 24 septembre 2002

Sommaire

L'ambassadeur américain John Peurifoy fut envoyé au Guatemala en 1953-1954 pour coordonner les efforts du département d'État et de la CIA dans le renversement du président Jacobo Arbenz. L'étude de ce personnage qui n'avait rien d'un diplomate nous permet d'analyser une facette peu connue de la politique étrangère américaine, à savoir le rôle des ambassadeurs dans les opérations clandestines de la CIA. En comparant son rôle avec ceux joués par d'autres ambassadeurs et en revoyant son cheminement professionnel, nous constatons comment l'ambassadeur américain exerça souvent une influence décisive, quoique plus tactique que stratégique, sur les décisions de son gouvernement. Cette étude de cas nous aide à comprendre la dynamique qui existe entre les politiques étrangères officielles et clandestines du gouvernement américain. Par ses actions, l'ambassadeur Peurifoy représenta possiblement le point de convergence le plus flagrant de cette relation complexe entre diplomatie officielle et ingérence clandestine.

Mots clés :

Ambassadeurs américains – Jacobo Arbenz – opération clandestine

Summary

American Ambassador John Peurifoy was sent to Guatemala in 1953-1954 to coordinate the State Department's and the CIA's efforts to overthrow the democratically elected president, Jacobo Arbenz. Through the influence exercised by this unique individual, we can glean into an obscure aspect of United States foreign policy history: the role of ambassadors in CIA covert operations. By comparing his role with that played by other ambassadors and by retracing his career in government service, we find that American ambassadors, and John Peurifoy in particular, often exerted a decisive influence on their government's decision-making process, albeit more on the tactical than strategic level. The case of John Peurifoy also helps explain the intricate complexities between official and clandestine American foreign policy. Through his assignment in Guatemala, Ambassador Peurifoy embodied this convergence between official American diplomacy and covert intervention.

Key words:

American ambassadors – covert operations – Jacobo Arbenz

Table des matières

Sommaire français	p. iii
Sommaire anglais	p. iv
Table des matières	p. v
Liste des sigles	p. vii
Remerciements	p. ix
Introduction	p. 1
Chapitre I : Entre autoritarisme et révolution : le contexte politique du Guatemala entre 1944 et 1954	p. 11
A) Jorge Ubico et la révolution de 1944	p. 11
B) Juan José Arévalo et le début des réformes	p. 15
C) Jacobo Arbenz et la radicalisation de la révolution	p. 27
Chapitre II : L'ambassadeur et la CIA dans la politique étrangère américaine	p. 34
A) L'opération clandestine comme outil de la politique étrangère américaine : la CIA sous Eisenhower	p. 34
B) L'ambassadeur et la CIA comme acteurs de la diplomatie américaine : une relation parfois difficile	p. 43
C) Quand les voies de communications se rompent : la CIA contre les ambassadeurs	p. 48
D) Les ambassadeurs américains et la révolution guatémaltèque : arrogance ou incompréhension ?	p. 55

Chapitre III : John E. Peurifoy : un homme de son temps	p. 64
A) L'ascension d'un garçon d'ascenseur	p. 64
B) John Peurifoy en Grèce : la face publique d'une ingérence officielle	p. 71
C) John Peurifoy au Guatemala : un choix judicieux pour PBSUCCESS ?	p. 84
Chapitre IV : L'ambassadeur Peurifoy et la CIA au Guatemala	p. 92
A) L'arrivée de John Peurifoy au Guatemala et la marginalisation du département d'État	p. 92
B) John Peurifoy et son ambassade dans l'opération PBSUCCESS	p. 103
C) Tractations politiques et projets d'assassinats : John Peurifoy se compromet	p. 115
Conclusion : L'héritage de PBSUCCESS	p. 132
Bibliographie	p. 142

Liste de sigles utilisés

AIOC – *Anglo-Iranian Oil Company*

CIA – *Central Intelligence Agency*

COS – *Chief of Station* (responsable de la CIA dans un pays donné)

EDA – Parti de la gauche démocratique unie (parti communiste grec)

EPEK – Union nationale progressiste du centre (parti libéral grec)

FBI – *Federal Bureau of Investigation*

IRCA – *International Railways of Central America*

JUSMAG – *Joint United States Military Aid Group* (en Grèce)

NBC – *National Broadcasting Company*

NSC – *National Security Council*

OÉA – Organisation des États américains

ONU – Organisation des Nations unies

OSS – *Office of Strategic Services*

OTAN – Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

PBSUCCESS – Opération de la CIA visant le renversement de Jacobo Arbenz au Guatemala

PEMESTA – l'acronyme indonésien pour la Charte du combat commun, groupe d'officiers dissidents de l'armée indonésienne

PGT – *Partido Guatemalteco del Trabajo* (parti communiste guatémaltèque)

SIS – *Special Intelligence Service* (britannique)

SOE – *Special Operations Executive* (britannique)

TPAJAX – Opération de la CIA visant le renversement du Dr Mohammed Mossadegh en Iran

UFCO – *United Fruit Company*

USIA – *United States Information Agency*

VALUABLE – Opération conjointe de la CIA et du SIS britannique visant le renversement du leader communiste Enver Hoxha

À mes parents, Nicole et Gilles, pour leur amour profond,
leur confiance sans borne et leur soutien indéfectible durant toutes ses années

Remerciements

Un tel projet n'aurait pu être réalisé sans le soutien de plusieurs personnes dont j'aimerais prendre l'occasion de remercier. Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à mon directeur de recherche, le professeur Claude Morin, pour le soutien qu'il m'a apporté et le temps qu'il m'a dévoué tout au long de mes années à la maîtrise. La rédaction de ce mémoire n'aurait pu être possible sans ses judicieux conseils et ses précieuses suggestions. J'aimerais aussi profiter de l'occasion pour souligner mon appréciation à mes professeurs en général et en particulier au professeur Thomas Ingersoll. L'intérêt qu'il a toujours porté à mon cheminement académique et professionnel m'a grandement inspiré.

Sur une note plus personnelle, je désire remercier mes amis et ma famille. Mon collègue à la maîtrise, Alexandre Bujold, qui a toujours cru en moi et qui fut une partie importante de mon séjour universitaire pendant plus de six ans. Je désire également remercier « les boys », Benoît Forté, Mario Ouellette, Guy « Tiger » Berthiaume, Maxime Bacon et les autres, les meilleurs amis qu'un gars pourrait avoir et sans qui je ne serais que la moitié de moi-même. J'aimerais remercier mes grands-parents, mes oncles et tantes, mes cousins et cousines qui, par leurs questions ou leurs commentaires, ont toujours porté un intérêt particulier à ce que je faisais et qui ont toujours cru en moi. De même, je remercie mon frère Martin et ma belle-soeur Joyce qui m'ont offert leur soutien et un rayon de soleil indispensable dans ma vie, ma très chère nièce, Vanessa. Et finalement, les plus importants, mes parents, Nicole et Gilles, sans qui rien de tout cela n'aurait été possible. Leur soutien indéfectible dans toutes les facettes de ma vie m'a été essentiel. Ils ont toujours cru en moi dans les moments les plus difficiles et je leur en serai éternellement redevable. En signe de cette appréciation et de cette admiration que je leur voue, je leur dédie le fruit de ces années de travail qui, je l'espère bien, saura intéresser le lecteur.

Introduction

«[L'ambassadeur des États-Unis au Guatemala, John] Peurifoy n'était pas un diplomate, c'était un gangster. Au fond c'était un bandit, il portait toujours une arme, là sous son veston¹». Ces propos de José Manuel Fortuny, alors secrétaire du *Partido Guatemalteco del Trabajo* (PGT, communiste), sont très peu nuancés, mais ils montrent à quel point John Peurifoy fut une personnalité controversée lors de son court séjour au Guatemala en 1953-1954. C'est durant cette période que le président du Guatemala, Jacobo Arbenz Guzmán, fut renversé par un coup d'État organisé par la CIA. Si les études publiées sur le coup d'État depuis les années 60 sont assez nombreuses, plusieurs questions restent sans réponse. La plupart des historiens qui se sont intéressés à la question se sont penchés sur les raisons qui ont poussé le gouvernement américain à renverser Jacobo Arbenz. Les études sur le rôle des individus dans l'opération se limitent à quelques mentions dans les ouvrages biographiques sur le président, le secrétaire d'État ou le directeur de la CIA. Or, quel rôle l'ambassadeur John Peurifoy a-t-il joué dans les événements qui menèrent au renversement du président Arbenz? Les propos de Fortuny laissent présager que Peurifoy tint un rôle plus important que celui réservé habituellement à l'ambassadeur dans une opération clandestine de la CIA, et qu'il fit montre d'un manque flagrant de réserve.

Un champ plutôt inexploré

Si la plupart des latino-américanistes s'accordent pour dire que l'ambassade des États-Unis est un acteur de premier plan dans la politique latino-américaine, peu d'études s'attardent sur le rôle que jouent les ambassadeurs dans la formulation et l'application de la politique étrangère américaine. En fait, l'étude du rôle des individus est un champ peu exploré de l'histoire des relations internationales en général. Ceux qui attirent le plus l'attention des historiens sont presque toujours les présidents et les secrétaires d'État ou de la Défense. Albert Vannucci et C. Neale Ronning, dans une des rares études sur

¹ Propos de José Manuel Fortuny dans « Coup d'État au Guatemala », série « Tournants de l'histoire II », vidéocassette produite par Connections Productions pour TVO, 1999

l'influence des ambassadeurs américains en Amérique latine affirment : « *[W]hile the field is rich in studies of institutions such as the State Department, it is practically devoid of any assessment of individuals qua individuals at any level below that of secretary* ² ».

Comme les auteurs le mentionnent, les différents acteurs de la diplomatie américaine font parfois face à des objectifs contradictoires. D'une part, on retrouve la politique officielle du gouvernement américain à l'égard d'un certain pays, à un certain moment donné, laquelle prend en considération le niveau d'importance qu'on accorde à ce pays dans les enjeux diplomatiques de l'époque. On retrouve ensuite la politique du département d'État à Washington avec tous les tiraillements bureaucratiques qu'elle peut engendrer. Les objectifs poursuivis par le personnel de l'ambassade peuvent aussi différer dans la mesure où l'information amassée et l'analyse qui en est faite divergent. D'autre part, l'analyse peut aussi différer selon la personnalité de l'ambassadeur et la façon dont le personnel perçoit les compétences de ce dernier. Finalement, l'ambassadeur ne se préoccupe pas seulement d'adopter la politique la plus efficace, mais aussi, selon les auteurs, d'assurer sa carrière future et sa « place dans l'histoire »³.

Les deux premiers objectifs mentionnés sont assez bien traités dans l'historiographie de la politique étrangère américaine. Comme le précisent Ronning et Vannucci, l'ambassadeur peut pourtant avoir une incidence majeure sur le déroulement des événements dans un pays en question et ceci peut affecter à plus ou moins long terme la politique américaine envers ce pays, ainsi que l'histoire politique de ce pays⁴. Or, peu d'études analysent les objectifs poursuivis et les actions accomplies par les ambassadeurs et leurs personnels. C'est principalement à ce dernier objectif que notre mémoire se consacrera. Nous analyserons l'implication de l'ambassadeur John Peurifoy au Guatemala en 1953-1954. Quel rôle précis l'ambassadeur a-t-il joué dans l'opération PBSUCCESS qui renversa le président Arbenz, considérant qu'un ambassadeur est rarement impliqué *activement* dans une opération clandestine de la CIA? Quelle fut son influence sur les événements qui précipitèrent la chute du gouvernement guatémaltèque considérant qu'en vertu de la Convention de Vienne et en tant que représentant officiel du président

² C. Neale Ronning et Albert Vannucci (éds), *Ambassadors in Foreign Policy : The Influence of Individuals on U.S.-Latin American Policy*, Praeger, New York, 1987, p. ix

³ *Ibid.*, p. x

⁴ *Ibid.*, p. 137

des États-Unis, l'ambassadeur ne devrait pas s'immiscer dans les affaires internes de son pays d'accueil? C'est à ces questions que nous tenterons de répondre.

L'intérêt de ce personnage hors du commun qu'est John Peurifoy fut soulevé récemment par l'ambassadeur Ronald D. Palmer. Dans une allocution pour « *The Secretary's Open Forum* », un forum de discussion sur la diplomatie américaine organisée par le département d'État, l'ambassadeur Palmer souligna la nécessité d'étudier davantage le rôle de personnalité importante du service extérieur américain, comme John Peurifoy :

One of the things that Michael Krenn caused me to do was to look at the biographies and at the involvement of people like James Byrnes, George Marshall, Walter Beddle Smith, Dean Acheson, Carlyle Humelstein, and John Peurifoy. These are names that now have very little resonance, but these were people who made major contributions to the post-war Foreign Service. There needs to be study of these people. They were, in fact, representative of their time. They were also representative of a different order of individuals, larger in mind and spirit, than the run-of-the-mill, "Pretty Good Club" Foreign Service⁵.

Palmer met ainsi Peurifoy sur un pied d'égalité avec les plus grands noms de la diplomatie américaine de ce siècle, les gens qui ont eu le plus d'impact sur la politique étrangère américaine au cours de leur époque respective. Il résume ainsi en quelques lignes l'intérêt qu'il faut porter à ce personnage complexe.

S'inscrire dans le débat : quelles contributions?

Il ne s'agira pas ici de revoir les détails de la Révolution guatémaltèque ou de l'opération qui y a mis fin. Le sujet a déjà été abordé à plusieurs reprises depuis les années soixante. Toutefois, il est important de faire mention du débat qui a surgi autour des motifs poursuivis par le gouvernement américain dans sa décision de renverser le gouvernement de Jacobo Arbenz. Depuis la fin des années 70 et le début des années 80, un nombre important d'études s'est développé autour du rôle joué par le gouvernement américain dans le renversement. Si la plupart des auteurs s'accordent pour conférer une grande part de responsabilité au gouvernement américain en général et à la CIA en

⁵ Ronald D. Palmer, « Black Diplomacy », *The Secretary's Open Forum*, 1 mars 2000, disponible sur le site du département d'État au www.state.gov/www/dept/openforum/proceedings/2000/000301_palmer.html

particulier, ils ne s'entendent pas sur les raisons qui ont poussé les dirigeants américains à comploter contre Jacobo Arbenz. Suzanne Jonas et, plus tard, Stephen Kinzer et Stephen Schlesinger, ont attribué le renversement à l'impérialisme économique en arguant que la nationalisation des terres de l'*United Fruit Company* fut probablement le facteur décisif dans le processus de prise de décision des dirigeants américains. Richard Immerman, pour sa part, a minimisé les raisons économiques et fait appel à des motifs idéologiques. L'auteur met l'emphase sur la mentalité de la guerre froide présente chez les dirigeants américains et l'impact que ce facteur peut avoir eu sur le processus de prise de décision. David Wise et Thomas Ross⁶, puis Blanche Weisen Cook⁷ ont eux aussi minimisé les raisons économiques pour démontrer l'influence exercée par les services clandestins de la CIA sur les dirigeants américains. Enfin, d'autres auteurs ont étudié le renversement en l'inscrivant dans une constante, la réponse du gouvernement américain face au mouvement révolutionnaire d'Amérique latine (Cole Blasier⁸) ou dans un virage, la fin de la politique du bon voisinage (Bryce Wood⁹).

Comme le remarque Richard Immerman, on ne peut nier l'impact qu'a pu avoir la guerre froide sur les mentalités des personnes impliquées dans l'opération. Nous allons ainsi évaluer l'impact que cette paranoïa peut avoir eu sur le raisonnement et les actions de l'ambassadeur. De plus, comme d'autres auteurs laissent entendre, l'influence de la CIA et les liens existant alors entre son directeur, Allen Dulles et le secrétaire d'État, John Foster Dulles sont plus qu'importants. On comprendra ainsi l'influence qu'a exercée la CIA sur la définition des objectifs de la politique américaine envers le Guatemala. Les raisons économiques peuvent avoir influencé la prise de décision de l'administration Eisenhower, surtout lorsque l'on considère la force du lobby créé par l'*United Fruit* pour défendre ses intérêts et les liens qui existaient entre la compagnie et certaines personnalités clés de l'exécutif. Peut-on croire par ailleurs que les centaines de personnes impliquées dans le renversement auraient accompli leurs tâches et risqué leurs vies dans le seul but de protéger des intérêts privés américains? Un des agents de la CIA impliqué

⁶ David Wise et Thomas B. Ross, *The Invisible Government*, Random House, New York, 1964

⁷ Blanche Wiesen Cook, *The Declassified Eisenhower : A Divided Legacy*, Doubleday & Cie, Garden City, N-Y, 1981

⁸ Cole Blasier, *The Hovering Giant : U.S. Responses to Revolutionary Change in Latin America*, University of Pittsburgh Press, Pittsburgh, 1976

⁹ Bryce Wood, *The Dismantling of the Good Neighbor Policy*. University of Texas Press, Austin, 1985

dans l'opération, le légendaire E. Howard Hunt dira plus tard : « *I wasn't a mercenary worker for United Fruit. [...] we had a foreign policy objective which was to assure the observance of the Monroe Doctrine in the hemisphere [...]* »¹⁰. En fait, comme nous le verrons, la défense des intérêts économiques américains faisait partie intégrante de la politique américaine de la guerre froide. Voilà pourquoi nous n'adopterons pas le modèle d'analyse qui voit la politique étrangère comme un outil au service du *big business* américain.

Si les travaux sur l'opération en général sont nombreux, les ouvrages qui traitent du rôle de l'ambassadeur dans la poursuite de la diplomatie américaine ou dans les opérations clandestines de la CIA sont rares. D'abord, la plupart des ouvrages traitant du rôle des ambassadeurs sont des mémoires de personnalités importantes qui ont agi comme ambassadeurs ou l'œuvre de politologues réfléchissant sur les devoirs de l'ambassadeur dans la diplomatie américaine. Bien que ces ouvrages demeurent d'un certain intérêt, on manque d'études de cas où l'on peut clairement situer le rôle concret joué par un ambassadeur dans une situation particulière. Il serait intéressant de voir l'impact que ces ambassadeurs peuvent avoir eu sur les événements. Sans tomber dans le contre-factuel, il est intéressant de spéculer sur la façon dont aurait pu se dérouler chacune des situations si l'ambassadeur en place avait agi différemment ou si sa personnalité avait été tout autre.

Les différents ouvrages qui traitent des opérations clandestines de la CIA font rarement mention du rôle joué par l'ambassadeur. D'une part, ce rôle est généralement effacé et ne suscite que très peu l'intérêt des auteurs. D'autre part, on cherche souvent à masquer ce rôle potentiel joué par l'ambassadeur pour éviter d'impliquer une plus large portion de l'exécutif dont dépend la CIA. Les enquêtes du sénateur Church dans les années 70 ont cherché à montrer que la CIA était un « *rogue elephant* » qui se soustrayait au contrôle du gouvernement. Prouver l'implication de l'ambassadeur dans une opération de la CIA conduirait à impliquer plusieurs personnalités clés du département d'État et de l'exécutif en général et remettrait en cause ce verdict.

¹⁰ Stephen Ambrose et Richard Immerman, *Ike's Spies : Eisenhower and the Espionage Establishment*, Doubleday & Co, Garden City, New York, 1981, p. 218

Le problème des sources

Le traitement historique d'une opération clandestine présente certains problèmes méthodologiques. L'opération PBSUCCESS fut le résultat d'une collaboration entre plusieurs agences du gouvernement américain. Il en résulte qu'une quantité impressionnante d'archives sur tous les aspects de l'opération ainsi que sur les relations entre les États-Unis et le Guatemala fut produite. Quantité beaucoup plus importante que si la CIA avait agi seule, comme ce fut le cas dans plusieurs autres opérations. Toutefois, une plus grande quantité de sources ne signifie pas une plus grande qualité ou un libre accès à celle-ci. Ainsi, deux difficultés importantes se présentent. D'une part, les actions marquantes de l'opération devant être tenues secrètes pour plusieurs raisons, l'accès aux sources compromettantes est beaucoup plus difficile. D'autre part, certaines sources sont masquées par la propagande et la désinformation qui ont servi l'opération ainsi que par une claire volonté du gouvernement de cacher les faits au public américain¹¹.

Ce qui démontre, plus que tout autre élément, une volonté délibérée des dirigeants américains de cacher l'information au public sur le renversement de Jacobo Arbenz, c'est qu'il continue de rendre difficile l'accès à des documents de plus de 30, voire 45 ans. Bien sûr, ce sont les documents les plus compromettants, détenus par la CIA, qui sont plus difficiles d'accès. Le gouvernement brandit la menace à la sécurité nationale pour refuser l'accès à ces documents. Or, les informations contenues dans ces documents n'ont plus aucune chance d'être utiles à quelque puissance étrangère que ce soit. Un exemple frappant de cette culture du secret toujours visible au sein de l'agence est la récente expérience d'un jeune historien, Nick Cullather¹², dont nous citons l'ouvrage plus loin. En 1992, il fut engagé par la CIA pour rédiger, avec l'aide des archives de l'agence, une histoire de l'opération PBSUCCESS. Destiné aux besoins de l'agence, le court récit fut classé « secret » au moment de son achèvement en 1994, puis rendu public en 1997, après avoir été « aseptisé ». La documentation sur l'opération PBSUCCESS au Guatemala fut sauvée par une requête au moyen du *Freedom of Information Act* faite par Stephen Schlesinger en 1980. Bien que la requête n'ait pas permis que les documents soient

¹¹ John F. McCamant, « Intervention in Guatemala : Implications for the Study of Third World Politics », *Comparative Political Studies*, vol. 17, no. 3 (1984), p. 374

¹² Nick Cullather, *Secret History : The CIA's Classified Account of its Operations in Guatemala, 1952-1954*, Stanford University Press, Stanford, 1999; voir le récit de son expérience en introduction, p. vii-xv.

rendus publics, elle évita qu'ils ne soient détruits comme ce fut le cas pour l'opération TPAJAX en Iran¹³. Cullather dut affronter des contraintes de temps et d'espace, un système de classement des plus médiocres, et des tracasseries en matière d'accès à certains documents secrets. D'anciens officiers chargés de consulter les documents réclamés et complètement imprégnés de cette culture du secret, censuraient tous les noms et la plupart des informations compromettantes, alors même que plusieurs de ces informations étaient dans le domaine public depuis près de 20 ans. Preuve d'une incompréhension totale de la part de l'agence, des parties de la bibliographie furent censurées – dans la section des monographies, donc du domaine public – alors que l'index analytique ne le fut pas. Ainsi, les noms qui furent censurés y apparaissent.

Les documents rendus disponibles par le département d'État dans sa série *Foreign Relations of the United States (FRUS)* furent aussi largement censurés, si « aseptisés » qu'ils devenaient presque inutiles. Cette série publiée par le département d'État fut largement critiquée dans les années 80 et 90 pour son manque de franchise et son incapacité à présenter les faits d'une façon juste et fiable. Dans une lettre au directeur exécutif de la CIA, Nora Slatkin, le président du *Historical Advisory Committee* du département d'État, Warren Kimball, en charge de la publication de la série *FRUS*, critiquait le manque de coopération de l'agence dans le dépôt de documents importants¹⁴. Kimball rappelait que le Comité avait pour mandat de présenter un portrait juste et complet de l'histoire de la diplomatie et de la politique étrangère américaine. Il ne manqua pas de souligner que la loi qui régit maintenant la série *FRUS*¹⁵ avait été adoptée dans le but exprès d'éviter les protestations – ou plutôt les railleries – soulevées par la publication des volumes couvrant la période 1952-1954. En effet, il n'est jamais fait mention, dans ces volumes, des opérations clandestines qui se déroulèrent en Iran et au Guatemala, alors que d'anciens agents qui y avaient pris part, avaient tout raconté dans leurs mémoires parues à la fin des années 1970¹⁶.

¹³ Theodore Draper, « Is the CIA Necessary? », *The New York Review of Books*, 14 août 1997 (www.mtholyoke.edu/acad/intrel/draper.htm)

¹⁴ Pour le texte de la lettre (datée du 1^{er} avril 1997), voir www.fas.org/sgp/advisory/state/kimball.html

¹⁵ (*Public Law 102-138* votée en 1991), voir www.fas.org/sgp/advisory/state/pl102138.html

¹⁶ Pour le rôle de la radio clandestine de la CIA dans l'opération PBSUCCESS, voir David Atlee Phillips, *The Night Watch : Twenty-Five Years of Peculiar Service*, Atheneum, New York, 1977. Pour un récit de l'agent responsable de l'opération TPAJAX qui renversa Mohammed Mossadegh en Iran en 1953, voir Kermit Roosevelt, *Countercoup : The Struggle for the Control of Iran*, McGraw-Hill, New York, 1979

Dans un article publié à l'hiver 1992, Wilbur Edel critiqua sans ambages les volumes de *FRUS*, publiés entre les années 1984 et 1989¹⁷. Il critiqua les délais de plus en plus longs avant que les informations ne soient rendues publiques et remarqua que les premiers volumes de *FRUS* furent publiés un peu moins de quinze ans après que les événements relatés eurent lieu alors que le délai s'allonge maintenant à 30 ou 35 ans. Or, Edel avoue qu'un délai plus long n'est pas aussi dommageable à la compréhension des actions du gouvernement que l'omission d'informations et une interprétation volontairement fausse des événements¹⁸.

Il relate, lui aussi, les exemples des volumes traitant des relations avec le Guatemala et l'Iran dans la période 1952-1954. Dans près de 1000 pages des deux volumes, aucune mention n'est faite du rôle joué par la CIA dans le renversement des gouvernements iranien et guatémaltèque. Il s'agit là d'une transgression beaucoup plus importante que le fait que la CIA était, et est toujours, fort réticente à rendre publics des documents pouvant contenir des informations importantes. C'est une tentative claire du département d'État de rendre compte des événements d'une façon sérieusement biaisée afin de tromper le public et de l'empêcher d'avoir une compréhension objective et juste des événements.

Or, l'accès aux sources n'est qu'une des difficultés reliées au traitement historique de ces opérations, puisque l'accès aux sources ne signifie pas qu'elles sont de bonne qualité. Dans le cas de l'opération PBSUCCESS, la situation est aggravée par le fait que la propagande et la désinformation répandues par les diverses agences du gouvernement américain s'avèrent le facteur décisif dans le succès de l'opération. Or, l'inévitable s'ensuivit, c'est-à-dire que les communautés journalistiques et universitaires prirent ces informations comme sources et favorisèrent la dissémination de la version officielle du gouvernement. Immédiatement après le coup d'État, plusieurs études et reportages furent publiés, or comme le remarque Richard Immerman, aucun ne peut être considéré comme objectif et définitif¹⁹. Il semble évident dans le cas des opérations clandestines que le gouvernement américain cherche à cacher l'information à son public et aux chercheurs.

¹⁷ Wilbur Edel, « Diplomatic History – State Department Style », *Political Science Quarterly*, vol. 106, no. 4 (hiver 1991-1992), p. 695-701

¹⁸ *Ibid.*, p. 697

¹⁹ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 6 et p. 203-204, note 12

Si cette volonté de garder des informations compromettantes secrètes semble tout à fait compréhensible au moment de l'opération, cette position est moins défendable 30 ou 40 ans après les faits.

L'essentiel de la documentation contenue dans les archives nationales américaines sur les relations entre les États-Unis et le Guatemala entre 1952 et 1954 est disponible grâce aux efforts de nombreux auteurs aux cours des années 1980 et 1990. Or, lors de nos recherches dans les archives du département d'État conservées à College Park au Maryland, nous avons rencontré certains documents toujours classés secrets pour des raisons de sécurité nationale. Nous avons fait la demande pour que soit rendu publique une cinquantaine de ces documents, mais notre demande n'avait toujours pas été honorée au moment de soumettre notre mémoire. Nous sommes aussi conscient qu'il existe des documents qui permettraient de faire la lumière sur le rôle de l'ambassadeur Peurifoy dans les archives de la CIA. La majorité des communications compromettantes concernant PBSUCCESS n'était pas envoyée selon la filière habituelle, mais passait par la *CIA station* au Guatemala et par la base de l'agence à Opa-Locka en banlieue de Miami²⁰. Cette situation rend donc notre problème d'accès aux sources encore plus difficile et nous force parfois à recourir à une analyse plus conjecturale pour expliquer certaines facettes de notre récit. S'il nous fut difficile d'obtenir de la documentation du département d'État dans les délais prescrits par notre mémoire, il aurait été complètement futile pour nous d'espérer obtenir quoi que ce soit de la CIA.

Hypothèses et raisonnement

Malgré ces difficultés méthodologiques, notre mémoire vise à contribuer à un champ plutôt inexploré de l'histoire des relations internationales en cherchant à mieux comprendre l'impact qu'a pu avoir l'ambassadeur Peurifoy sur les événements de 1954 au Guatemala. Pour ce faire, nous posons certaines hypothèses. D'abord, nous tenterons de montrer que l'ambassadeur Peurifoy, comme plusieurs de ces contemporains, était imprégné de cette mentalité de la guerre froide, cette paranoïa qui caractérisait plusieurs dirigeants américains de l'époque. Une fois ceci établi, il nous faudra montrer dans quelle

²⁰ Voir chapitre 4.

mesure le rôle de John Peurifoy est essentiel au succès de l'opération. Ceci devra nous permettre de voir que son rôle, comme la plupart des actions des ambassadeurs, était plus tactique que stratégique. En comparant les actions de l'ambassadeur Peurifoy avec celles d'autres ambassadeurs postés au Guatemala ou impliqués, de quelque façon que ce soit, dans une opération clandestine de la CIA, nous montrerons que ses actions sortent quelque peu de la mission « normale » d'un ambassadeur.

Dans un premier temps, nous ferons une courte présentation de la situation au Guatemala depuis la Révolution de 1944 qui amena Juan José Arévalo au pouvoir jusqu'à la chute du président Arbenz en 1954. Ce rappel nous permettra de comprendre les fondements et les réalisations de la Révolution pour mieux cerner les différends qui opposaient les administrations Truman et Eisenhower aux présidents Arévalo et Arbenz. On ne pourrait bien comprendre les événements de l'été 1954 et le rôle qu'y a joué John Peurifoy sans comprendre les faits saillants des dix années de la Révolution et l'évolution des relations entre le Guatemala et les États-Unis. Nous exposerons ensuite quelques éléments importants concernant l'emploi de l'opération clandestine comme outil de la politique étrangère américaine, afin de situer le rôle normalement consenti à l'ambassadeur dans ces opérations et dans l'application de la politique étrangère en général. Nous présenterons l'expérience de certains ambassadeurs impliqués dans des opérations clandestines, puis celle des ambassadeurs qui précédèrent Peurifoy au Guatemala. Nous pourrons de la sorte comparer les actions de Peurifoy à celles d'autres ambassadeurs impliqués dans des situations analogues. Nous poursuivrons avec un court récit de la vie de John Peurifoy centré sur les diverses fonctions qu'il a occupées avant sa mission au Guatemala. Nous en tirerons un portrait de son caractère et de sa personnalité, des caractéristiques essentielles pour comprendre son implication dans l'opération. Nous analyserons systématiquement les actions de l'ambassadeur depuis sa nomination en septembre 1953 jusqu'à son transfert en Thaïlande en août 1954. Nous reconstituerons son rôle ainsi que celui de son personnel dans la préparation et l'exécution de l'opération PBSUCCESS, puis son rôle dans les négociations qui amenèrent Carlos Castillo Armas au pouvoir. Nous discuterons finalement de l'implication possible de l'ambassadeur dans les projets d'assassinats de hauts dirigeants guatémaltèques inclus dans les plans de l'opération PBSUCCESS.

Chapitre 1

Entre autoritarisme et révolution : le contexte politique du Guatemala entre 1944 et 1954

A) Jorge Ubico et la révolution de 1944

Durant le printemps et l'été de 1944, Jorge Ubico, président du Guatemala depuis 1931, fit face à ses premiers mouvements d'opposition. Des étudiants, des professeurs, de jeunes professionnels, des commerçants descendirent dans les rues et demandèrent un retour des garanties constitutionnelles et un minimum de libéralisation politique.

Sans or, sans sucre et sans épices, le Guatemala demeura une colonie pauvre et négligée de l'empire espagnol pendant plus de trois siècles. L'indépendance déclarée en 1821 ne changea pas les choses. C'est le développement de la culture du café comme principal produit d'exportation qui propulsa le Guatemala au sein de l'économie mondiale vers la fin du XIX^e siècle. Les Indiens, dépossédés de leurs terres et forcés au travail par les lois du pays, assurèrent une main-d'œuvre abondante et peu coûteuse. Les investisseurs étrangers, principalement américains, bâtirent des chemins de fer et s'approprièrent de grandes étendues de terres à des prix dérisoires.

Le Guatemala connut un minimum de libéralisation politique au cours des années 1920. La presse et le Congrès furent relativement libres, on accepta la formation de syndicats et la répression diminua, surtout dans les villes. Or, à l'époque, seulement 10 % de la population vivait dans des villes de plus de 10 000 habitants. Le tout changea à la suite du krach de 1929 qui vit les prix du café dégringoler. L'économie guatémaltèque se trouva en banqueroute et le nombre de sans-emploi ne cessa d'augmenter. De peur de voir cette masse se révolter sous la bannière du communisme, l'oligarchie guatémaltèque comprit que les problèmes de l'époque requéraient un chef d'État fort. Jorge Ubico, alors

gouverneur en province et réputé pour son efficacité et sa cruauté, triompha à l'élection de février 1931, pour laquelle il était le seul candidat¹.

Au cours de ses treize années de règne, Jorge Ubico détruisit les fondements du mouvement ouvrier urbain et prit l'offensive contre les communistes. Il « déjoua » un complot communiste qui n'en était pas un en jouant sur les peurs de l'oligarchie par une impressionnante campagne de propagande. Une vague de répression s'ensuivit, où tout ce qui pouvait être interprété comme une volonté d'organisation syndicale fut sévèrement punie. Dès 1934, Ubico avait éliminé les déficits de l'État en coupant massivement dans les dépenses du gouvernement. Il fit bâtir plusieurs routes et infrastructures diverses grâce aux corvées qu'il imposa aux communautés indigènes. Jusqu'en 1934, l'Indien était attaché à son maître par une forme de servage lié à l'endettement. Après 1934, il l'était par les « lois contre le vagabondage² ». L'Indien qui ne possédait pas une terre d'une superficie minimale devait travailler jusqu'à 150 jours par année sur les plantations de café, à environ 5 centavos par jour³, et jusqu'à trois semaines sur les chantiers publics sans rémunération⁴.

La société guatémaltèque sous Ubico était militarisée et l'armée y jouait un rôle important de stabilisation et de maintien de l'ordre. Les gouverneurs des provinces étaient tous des généraux alors que le système d'éducation et plusieurs départements administratifs étaient peuplés d'officiers. La présence des militaires dans le gouvernement était si étendue que l'attaché militaire américain se demanda : « *Are generals in Guatemala politicians, or are politicians generals?* »⁵. L'armée guatémaltèque n'en était pas meilleure pour autant. Si les officiers étaient tous des Métis ou des Blancs, les soldats étaient, pour la plupart, des Indiens enrôlés de force. Les conditions de vie des soldats étaient misérables, mais l'armée, secondée par la police, était suffisante pour contrôler la population sans armes. De plus, la taille de l'armée

¹ Piero Gleijeses, *Shattered Hope: The Guatemalan Revolution and the United States, 1944-1954*, Princeton University Press, Princeton, 1991, p. 10-11

² *Vagrancy laws*

³ Un centavo équivaut à 1 cent américain.

⁴ Max Gordon, « A Case History of U.S. Subversion: Guatemala, 1954 », *Science & Society*, vol. 35 (été 1971), p.132. Pour en connaître davantage sur les conditions économiques pendant le règne d'Ubico, voir Walter A. Payne, « The Guatemalan Revolution, 1944-1954: An Interpretation », *The Pacific Historian*, vol. 17 (Printemps 1973), p. 1-32

⁵ Major A.R. Harris cité dans Paul J. Dosal, *Doing Business with the Dictators: A Political History of United Fruit in Guatemala, 1899-1944*, Scholarly Resources, Wilmington, Delaware, 1993, p. 189

guatémaltèque, quoique pitoyable pour une armée professionnelle, était impressionnante pour une armée centre-américaine⁶.

Bien que plutôt cruel avec la population et méprisant envers l'oligarchie locale, Ubico était fort chaleureux avec les Américains. S'il admirait plus Franco et Mussolini que Roosevelt, il comprit très vite que les Caraïbes et l'Amérique centrale étaient largement contrôlés par les États-Unis⁷. «*He diligently courted American officials, diplomats, and businessmen, exhibited preference for Yankee investors, showed considerable imagination in discovering ways to demonstrate his support*⁸». Durant l'ensemble de son règne, il nomma des militaires américains comme directeurs de l'*Escuela Politécnica*, l'institut militaire du pays. Lors du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et à la demande de l'administration Roosevelt, il expropria les propriétés des Guatémaltèques d'origine allemande, et arrêta quelques Allemands pour les remettre au gouvernement américain. Évidemment, il accorda des traitements de faveur aux compagnies américaines, en tête desquelles se trouvaient l'*United Fruit Company* et l'*International Railways of Central America*⁹.

Si la crise économique des années 30 avait mené plusieurs dictateurs au pouvoir en Amérique latine, la fin de la guerre entraîna de meilleures conditions économiques et sociales. Les combats contre les régimes fascistes amenèrent un sentiment d'opposition profond contre la dictature, même chez les élites. Les principes énoncés dans la Charte de l'Atlantique commencèrent à se répandre parmi la population, au point où le chef de la police secrète y vit la source de troubles politiques prochains. Ailleurs en Amérique latine, Isaias Medina Angarita fut renversé au Venezuela, Fulgencio Batista accepta la défaite aux élections à Cuba, tandis qu'Anastasio Somoza au Nicaragua et Rafaël Trujillo en République Dominicaine connaissaient une certaine agitation. Le fait qu'Ubico entama un troisième mandat consécutif¹⁰ était très impopulaire auprès de la population et créait de l'appréhension au sein de l'élite. La chute du dictateur Maximiliano Hernández Martínez au Salvador le 11 mai 1944, et son refuge à l'ambassade guatémaltèque firent

⁶ Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 15-16

⁷ Ubico sera le premier à reconnaître le gouvernement franquiste en 1936. Il admirait tout autant Mussolini à qui il conféra l'Ordre du Quetzal en 1937. Paul J. Dosal, *Doing Business with the Dictators...*, p. 216

⁸ Cité dans Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 19

⁹ Pour le meilleur récit sur les relations entre l'*United Fruit* et les gouvernements guatémaltèques avant la Révolution, voir Paul J. Dosal, *Doing Business with the Dictators...*

¹⁰ La constitution guatémaltèque ne permettait même pas deux mandats successifs.

réagir certains groupes. Les premiers à réagir furent les étudiants de l'Université de San Carlos dans la ville de Guatemala, la seule institution d'études supérieures du pays. Jusqu'en juin, leurs demandes se limitèrent au cadre universitaire, mais l'absence de réaction du gouvernement ne fit que les encourager. Les professeurs se joignirent aux étudiants et boycottèrent les préparatifs de la Journée des enseignants, prévue pour le 30 juin. Puis vinrent les jeunes professionnels, surtout des avocats et des commerçants. Le 22 juin, Ubico répondit par la suspension des garanties constitutionnelles. Bien que ces « garanties » n'existaient pas avant, leur suspension officielle présagea une confrontation avec les divers groupes de manifestants. Le 24 juin, des foules se rassemblèrent devant le palais présidentiel pour demander le retour des garanties constitutionnelles, mais les demandes se changèrent vite en cris pour la démission du dictateur. Le lendemain, les protestations continuèrent et l'armée intervint faisant plusieurs dizaines de blessés, et un mort, une enseignante de 31 ans, María Chinchilla. Il n'en fallut pas plus pour qu'une grande partie de la population se joigne aux protestations en fermant boutiques, stations-service et autres commerces. Bien que la police et l'armée demeuraient maîtres des rues, Jorge Ubico démissionna le 1^{er} juillet 1944.

Durant tous ces troubles, les États-Unis adoptèrent une politique de neutralité. Ils voyaient Ubico comme un anachronisme et croyaient que son successeur, quel qu'il soit, adopterait une attitude pro-américaine. Ubico quitta le pouvoir en laissant le choix de son successeur à l'un de ses assistants, le général Roderico Anzueto. Ce dernier nomma trois généraux plutôt inconnus – Federico Ponce Vaides, Eduardo Villagran Ariza et Buenaventura Pineda – pour former une junte militaire qui tiendrait les rênes du pouvoir jusqu'aux prochaines élections.

Après certaines manœuvres politiques, le général Federico Ponce fut nommé président provisoire par le Congrès et il permit la formation de partis politiques. Les deux principaux partis d'opposition s'apprêtèrent à l'affronter aux élections, le *Frente Popular Libertador* et le *Renovación Nacional* qui s'étaient entendus sur la candidature du professeur Juan José Arévalo rentré d'exil. Or, il devint de plus en plus évident dans les cercles politiques que le général Ponce ne permettrait pas d'élections libres. La tension monta lorsque le 1^{er} octobre 1944, le rédacteur en chef d'*El Imparcial*, l'un des journaux de l'opposition, fut assassiné. Plusieurs membres de l'opposition s'enfuirent, dont le

candidat Arévalo. Un complot de jeunes officiers de l'armée dirigé par le capitaine Jacobo Arbenz Guzmán et le major Carlos Aldana Sandoval, qui commandait la garde présidentielle, se préparait. Dans la nuit du 19 octobre 1944, les conspirateurs frappèrent sans l'aide de Sandoval qui s'était enfui de peur que le coup n'avorte. Par contre, ils bénéficièrent du soutien de Francisco Javier Arana, le commandant des seuls tanks du pays qui se trouvaient dans la capitale. Dirigée par Arana, la garde présidentielle se révolta et arma plus de 3000 civils en vue d'un affrontement avec les troupes toujours loyales au président. L'affrontement n'eut pas lieu, car Ponce démissionna tôt le 20 octobre et on lui permit de quitter le pays. Le général Ubico s'exila à la Nouvelle-Orléans le 24 octobre pour y mourir moins de deux ans plus tard, le 14 juin 1946¹¹.

B) Juan José Arévalo et le début des réformes

La chute de Federico Ponce marqua le début de la Révolution guatémaltèque. Si la quête de la démocratie avait uni des groupes aux intérêts contradictoires, leur définition de la démocratie allait les diviser. Les rebelles victorieux contre Ponce formèrent une junte composée du capitaine Jacobo Arbenz Guzmán et du major Francisco Javier Arana. Ces derniers provenaient de la classe moyenne et avaient, bien sûr, la loyauté de l'armée, la clé pour un gouvernement guatémaltèque stable. Le troisième membre de la junte était un civil, Jorge Toriello. Comme le remarque Richard Immerman, le fait de mettre un civil dans la junte démontrait à quel point les nouveaux dirigeants guatémaltèques cherchaient à se démarquer des régimes précédents et de celui du général Ponce¹². Des élections eurent lieu avant même la fin de l'année et une nouvelle constitution fut adoptée et ratifiée par le nouveau Congrès tôt après l'inauguration du nouveau président en mars 1945.

La nouvelle constitution contenait soixante articles qui cherchaient à renforcer les processus démocratiques du pays, à démontrer une volonté de réforme sociale et à créer une panoplie d'institutions et d'agences gouvernementales¹³. Les auteurs de la constitution insistèrent sur une décentralisation des pouvoirs en modifiant le système du

¹¹ Piero Gleijeses, *Shattered Hope*,...p. 23-29

¹² Richard Immerman, *The CIA in Guatemala*..., p. 44

¹³ Pour une discussion plus précise sur la nouvelle constitution guatémaltèque, voir Kalman H. Silvert, *Guatemala, A Study in Government*, Tulane University Publications, Nouvelle-Orléans, 1954

caudillo au profit d'une structure où les pouvoirs du gouvernement étaient divisés entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Le document contenait aussi des clauses qui visaient à limiter l'étendue des plantations et qui nationalisaient les terres confisquées aux Allemands durant la guerre pour en faire des *fincas nacionales*. Les dispositions les plus importantes visaient à une libéralisation et à une ouverture du régime politique. La constitution garantissait la liberté de parole, de la presse et d'assemblée. Autrefois réservé aux hommes qui savaient lire, le suffrage fut étendu à tous les citoyens, sauf aux femmes analphabètes. On y retrouva des clauses garantissant l'organisation et le bon fonctionnement des partis politiques. Toutefois, un article de la constitution prohibait l'organisation d'un parti communiste ou de tout autre parti à caractère « étranger ou international »¹⁴.

C'est donc dans un contexte d'ouverture que se déroulèrent les premières élections le 19 décembre 1944. Comme le remarque Richard Immerman : « *The national election conducted before the end of the year was indicative of the revolution's democratic character. That the promised election was held at all was a good portent, for previous administrations had repeatedly reneged on such pledges* »¹⁵. Contrairement aux pratiques antérieures, aucun membre de la junte ne se porta candidat à l'élection, où plusieurs partis s'affrontaient. Le candidat le plus populaire était Juan José Arévalo, d'abord candidat du *Frente Popular Libertador* (FPL, gauche) et du *Renovación Nacional* (RN, centre) contre Federico Ponce. Du haut de ses six pieds, Arévalo parcourut le pays charmant le peuple avec un programme politique plutôt flou qui semblait plaire à tous. À l'approche des élections, quelques candidats se désistèrent en sa faveur. Son plus proche concurrent était Adrian Recinos, ambassadeur aux États-Unis durant près de 14 ans après avoir servi dans le cabinet du dictateur Manuel Estrada Cabrera. Entaché par sa collaboration avec la dictature d'Ubico, Recinos n'avait aucune chance contre Arévalo, qui gagna l'élection avec plus de 85 % des suffrages exprimés.

Né en 1904 d'une famille de la classe moyenne, Arévalo était un intellectuel et un éducateur. Il obtint son doctorat en philosophie et en science de l'éducation de l'Université de La Plata en Argentine après avoir enseigné au niveau primaire pendant

¹⁴ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 48, 49 et 52

¹⁵ *Ibid.*, p. 44

cinq ans. Ayant obtenu un poste de professeur à l'Université de Tucumán en Argentine, Arévalo était absent du pays durant la majorité du règne d'Ubico. Il revint toutefois durant les premiers balbutiements de la révolution, mais Ponce le força de nouveau à l'exil. De retour au pays après les bouleversements d'octobre 1944, les dirigeants de la révolution l'acceptèrent rapidement comme candidat à l'élection présidentielle. Son inauguration à la présidence le 15 mars 1945 marqua une ère de réforme économique et sociale pour le Guatemala¹⁶.

Arévalo n'avait pas de programme politique clair. Il avait plutôt une philosophie politique assez floue qu'il appelait « socialisme spirituel ». Il croyait que le rôle du gouvernement consistait à aider autant la collectivité que chaque individu. Les besoins de certaines personnes ne devaient pas devenir des obstacles aux progrès de la société en général. « *Democracy was a social, not an individual, system* ». Il rejetait le libéralisme économique occidental comme inapplicable au Guatemala, mais il rejetait avec plus de fermeté les principes marxistes. Il rejetait la lutte des classes au profit de l'harmonie et au nom du respect de la propriété privée¹⁷.

Arévalo hérita d'un pays en très mauvaise condition économique et sociale. Les infrastructures du pays étaient dans un état désolant, le taux d'analphabétisme frisait les 70 % pour l'ensemble du pays et jusqu'à 99 % dans certaines communes indiennes. Bien que les capacités de production du pays étaient impressionnantes, l'agriculture était étouffée par le mode de distribution des terres. Moins de 2 % de la population possédait plus de 72 % des terres du pays, alors que 90 % de la population en possédait 15 %. Bien que l'agriculture occupa 75 % de la population active du pays, seulement 1 % des terres était cultivées. Les systèmes de santé et d'éducation ne répondaient pas aux besoins les plus essentiels de la population. Toutefois, Arévalo bénéficia d'un prix élevé du café durant tout son mandat, et la dette extérieure du pays avait été complètement payée par Ubico¹⁸.

Arévalo mit de l'avant plusieurs réformes afin de pallier les graves lacunes des systèmes de santé et d'éducation, ainsi que de lutter contre la pauvreté endémique du pays. En janvier 1948, Arévalo créa un Institut de sécurité sociale dans le but d'offrir un

¹⁶ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala ...*, p. 45-48; Piero Gleijeses, *Shattered Hope ...*, p. 32-36

¹⁷ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala ...*, p. 47

¹⁸ Piero Gleijeses, *Shattered Hope ...*, p. 36-37

minimum de ressources aux citoyens les plus nécessiteux. Il abolit les « lois contre le vagabondage » d'Ubico et toutes autres formes de travail forcé. Son gouvernement adopta la loi des « locations forcées¹⁹ » qui cherchait à contrôler la rente foncière en forçant les propriétaires à louer les terres non cultivées à un taux ne dépassant pas 5% de la valeur de la récolte. D'autres mesures furent adoptées dans le but de subvenir aux soins de santé de la population. De nouveaux hôpitaux furent construits et on rendit ces services accessibles dans les régions les plus éloignées. On chercha à combattre l'analphabétisme par un programme national d'alphabétisation, par la construction d'écoles et par une meilleure formation des enseignants²⁰.

Or, la mesure la plus importante de l'administration Arévalo fut le passage, le 1^{er} mai 1947, d'un nouveau Code du Travail. Le nouveau Code imposait la négociation de conventions collectives, accordait expressément le droit de créer des syndicats, établissait le principe du salaire minimum et des normes de santé et de sécurité pour de meilleures conditions de travail. La nouvelle loi régula l'emploi des femmes et des enfants et imposait la semaine de quarante-huit heures. Dans un pays industrialisé, le Code aurait semblé plutôt modéré ; au Guatemala, il était radical²¹.

« *In a nation with as large an agricultural problem as Guatemala's, these programs, however impressive, hardly scratched the surface* »²². Le plus important manque fut l'absence d'une réforme agraire pour changer le mode de distribution des terres du pays. Bien que le Congrès mît sur pied une commission pour étudier le problème, rien ne fut fait durant le mandat d'Arévalo. Le président aurait rencontré une opposition certaine de la part des grands propriétaires fonciers s'il avait cherché à modifier le *statu quo*. Or, lui-même ne croyait pas qu'il y avait un problème agraire au Guatemala, mais plutôt que les paysans étaient psychologiquement et politiquement forcés à travailler la terre. Il croyait que sa philosophie de socialisme spirituel allait régler ce problème en libérant le paysan sans nuire aux autres classes. Arévalo laissa ainsi les privilèges et les terres des grands propriétaires indemnes. Les mesures prises par

¹⁹ *Law of Forced Rentals*.

²⁰ Piero Gleijeses, *Shattered Hope* ..., p. 42-43; Richard Immerman, *The CIA in Guatemala*..., p. 53-54; et Richard Immerman, « Guatemala as Cold War History », *Political Science Quarterly*, vol. 95, no. 4, (1980-1981), p. 632

²¹ Richard Immerman, « Guatemala as Cold War History »..., p. 632

²² Richard Immerman, *The CIA in Guatemala*..., p. 53

l'administration Arévalo n'avaient donc rien de radical. En fait, ces mesures étaient plus modérées que celles préconisées par le Parti démocrate aux États-Unis ou par le Parti travailliste en Grande-Bretagne²³. Bien que ces mesures étaient largement inadéquates pour pallier l'ensemble des maux qui frappaient le pays, elles étaient révolutionnaires pour les *latifundistas* guatémaltèques. Pour ces derniers, toutes mesures favorisant les travailleurs et les paysans étaient excessives et dangereuses. L'attaché militaire américain écrivait en 1946 : « *The conservative elements attribute labor unrest to communism, look with horror on social reforms and reflect that it was easier to do business, easier to make money, and easier and safer to live during the dictator era* »²⁴. Il serait utile ici de distinguer, au sein de l'élite, la bourgeoisie plus réformiste de l'oligarchie terrienne réactionnaire. Parlant de cette dernière, un auteur remarquait :

*[They] do not believe in the suffrage, do not believe in paying taxes, and do not believe in acting through responsible institutions. Their basic ideological premise is that the government exists to protect them from other social groups in order to continue to accumulate capital without the restraints created by labor unions, competition, and government regulation*²⁵.

Inutile de dire que le président Arévalo ne comptait pas l'oligarchie guatémaltèque comme alliée, mais qu'en était-il de l'acteur le plus important au Guatemala à l'époque : les États-Unis²⁶?

Les nouveaux dirigeants guatémaltèques, bien que majoritairement anticommunistes, ne répondirent pas avec assez d'enthousiasme à la croisade contre le communisme que dirigeaient les États-Unis. Ils voyaient l'Union soviétique comme une puissance impérialiste et proclamaient leur solidarité avec les États-Unis dans le conflit bipolaire, mais ils n'y mettaient pas le zèle d'un Somoza ou d'un Trujillo. Ils comprenaient que les armées soviétiques menaçaient l'Europe, mais l'Europe était loin.

²³ Stephen G. Rabe, *Eisenhower and Latin America : The Foreign Policy of Anticommunism*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1988, p. 45

²⁴ Piero Gleijeses, *Shattered Hope* ..., p. 48

²⁵ Enrique A. Baloyra-Herp, « Reactionary Despotism in Central America », *Journal of Latin American Studies*, vol. 15 (nov. 1983), p. 309-310

²⁶ En effet, plus de vingt-cinq complots furent dirigés contre Arévalo durant son mandat de six ans et tous furent dirigés par l'élite guatémaltèque. Pour un récit plus détaillé de ces complots, voir Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 57-58; mais surtout voir Piero Gleijeses, *Shattered Hope* ...p. 208-222

Ils voyaient les États-Unis comme le chef du monde libre, mais c'étaient les États-Unis et non l'Union soviétique qui intervenaient dans la politique intérieure du Guatemala, et c'étaient les compagnies américaines qui monopolisaient les plus importants secteurs de l'économie guatémaltèque²⁷. Aux yeux des dirigeants américains, l'administration Arévalo commettait deux péchés majeurs. D'une part, elle « persécutait²⁸ » les compagnies américaines. Et d'autre part, elle adoptait une attitude irresponsable envers les communistes et la menace que ces derniers faisaient peser sur le Guatemala et l'Amérique latine.

Les investissements américains au Guatemala en 1944 se chiffraient à environ 93 millions de dollars, répartis essentiellement entre trois compagnies. *Empresa Eléctrica de Guatemala*, une filiale de la compagnie américaine *Electric Bond and Share*, contrôlait 80 % de la production d'électricité du pays. Acquis du gouvernement guatémaltèque pour une somme dérisoire après maintes pressions du gouvernement américain, la compagnie se démarqua pour ses tarifs très élevés et la piètre qualité de ses services. À l'inverse d'*Empresa Eléctrica*, l'*International Railways of Central America* devait son statut de monopole aux avantages consentis par le gouvernement de Manuel Estrada Cabrera entre 1898 et 1920. Mis à part quelques 50 km de chemins de fers qui appartenaient au gouvernement guatémaltèque et quelques 320 km sur les plantations de l'*United Fruit*, l'IRCA contrôlait l'ensemble du réseau de chemins de fer du pays, avec ses 970 km de rail. Plus important encore, la compagnie contrôlait l'accès au port de Puerto Barrios, qui donnait sur la mer des Caraïbes. Si plus de 60 % du commerce extérieur du pays passait par ce port, aucune route majeure ne le liait à la capitale. Or, non seulement la compagnie contrôlait la seule voie d'accès au port, mais elle en contrôlait le seul quai. Si la compagnie contrôlait de fait le commerce extérieur du Guatemala, le pays n'était pas seul. À l'époque, seulement trois ports en Amérique centrale n'appartenaient pas à une compagnie américaine²⁹.

Toutefois, si l'IRCA était officiellement une firme indépendante, elle était en fait une division de l'*United Fruit Company*. Cette dernière possédait, depuis 1936, 42,6 % des parts de l'IRCA, assez pour lui conférer le contrôle administratif de la compagnie.

²⁷ Piero Gleijeses, *Shattered Hope* ... p. 86

²⁸ Le département d'État et l'ambassade utilisent souvent le terme *persecution* et ce dès la mi-1947

²⁹ Piero Gleijeses, *Shattered Hope* ..., p. 86-88

Bien que la compagnie nia toujours contrôler l'IRCA, la Cour Suprême de l'État de New York conclut : « *United's control of IRCA, even prior to 1936, was "completely effectual" »*³⁰. Créé en 1899 dans le but de monopoliser le commerce de la banane, l'UFCO est né de la fusion de la *Boston Fruit Company* et la *Tropical Trading and Transport Company*³¹. En 1944, la compagnie était le plus important producteur et exportateur de bananes au monde, détenant entre 50 et 60 % du marché. En plus de posséder de vastes étendues de terres au Guatemala, au Costa Rica et au Honduras, la compagnie possédait une flotte impressionnante de bateaux – quatre-vingt-cinq – connue sous le nom de la *Great White Fleet*. Ceci lui permettait de contrôler une part importante du commerce extérieur du Guatemala et d'autres pays latino-américains. L'UFCO avait aussi acquis la *Tropical Radio Telegraph Company* et s'assurait ainsi de la maîtrise d'une bonne partie des communications radio et par câble du pays. Le dernier élément de l'empire qu'était l'UFCO était sa propriété de plus de 2300 km de chemins de fer partout en Amérique centrale en plus de ceux de l'IRCA. Ces deux compagnies étaient très influentes auprès du gouvernement guatémaltèque et entretenaient de très bonnes relations avec les dictateurs qui voulaient bien maintenir leurs privilèges. En effet, durant l'intermède démocratique des années 1920, la compagnie dut faire face à une presse nationaliste, à un Congrès indépendant et à des syndicats qui demandaient une révision des contrats qui liaient la compagnie au gouvernement. Durant les dictatures qui précédèrent et suivirent cette période, l'absence de libertés politiques facilita l'acquisition de grandes étendues de terres, d'exemptions fiscales et d'autres privilèges. L'*United Fruit* comprit rapidement qu'une dictature était plus profitable au commerce qu'un président démocratiquement élu³².

L'*United Fruit* avaient aussi beaucoup d'influence auprès du gouvernement américain. Dès ses débuts, la compagnie s'attendit à ce que le département d'État la soutienne dans ses démêlés avec le gouvernement guatémaltèque. L'*United Fruit* était aussi bien défendu par certains membres du Congrès de l'État du Massachusetts où la

³⁰ Paul J. Dosal, *Doing Business with the Dictators...*, p. 3

³¹ La *Tropical Trading and Transport Company* contrôlait près de 40 % du marché par ses plantations en Colombie et au Costa Rica et possédait un imposant réseau de chemin de fer en Amérique centrale. La *Boston Fruit Company* contrôlait près de 35 % du marché avec ses plantations à Cuba, en Jamaïque et en République Dominicaine. Voir Paul J. Dosal, *Doing Business with the Dictators...*, p. 5

³² Paul J. Dosal, *Doing Business with the Dictators...*, p. 2-3

compagnie avait son siège social et par une multitude de groupes de pression et d'avocats qui s'infiltraient dans les plus hautes sphères du pouvoir. Ainsi, lorsque la prestigieuse firme d'avocats *Sullivan & Cromwell* fut mandatée pour négocier un nouveau contrat avec le gouvernement guatémaltèque en 1936, la tâche fut confiée au futur secrétaire d'État John Foster Dulles³³.

Les relations entre les compagnies américaines et l'administration Arévalo ne partirent pas du bon pied. Rapidement, l'UFCO se sentit trahie et persécutée par le nouveau gouvernement. Dans un certain sens, il est vrai que le gouvernement Arévalo montrait plus de vigueur à défendre les ouvriers de l'UFCO que les autres ouvriers agricoles. Or, ceci est compréhensible si nous considérons le nationalisme des nouveaux dirigeants guatémaltèques. S'il semble paradoxal que le gouvernement agit timidement envers l'oligarchie locale alors qu'il s'opposa au géant américain, c'est qu'il était plus dérangé par la présence d'une enclave impérialiste dans son propre pays que par les conditions misérables de ses ouvriers agricoles. Quels étaient les péchés de l'administration Arévalo envers l'*United Fruit* ? Le gouvernement chercha simplement à offrir une forme de protection légale aux ouvriers de l'UFCO. Il n'a jamais touché aux privilèges de la compagnie.

En mai 1947, le nouveau Code du Travail fut adopté et dès ce moment il devint le signe le plus frappant de cette « persécution » de la compagnie par le gouvernement guatémaltèque. La compagnie trouva discriminatoire l'une des clauses du Code qui prévoyait une protection plus étendue aux ouvriers oeuvrant sur des plantations de plus de 500 ouvriers. La mesure touchait aussi plusieurs propriétaires guatémaltèques et les *fincas nacionales*. Outrée par la nouvelle loi, la compagnie se tourna vers le département d'État pour obtenir son aide. Le conseiller juridique du département étudia attentivement la nouvelle loi et conclut en rejetant catégoriquement les plaintes de la compagnie. S'il convenait que deux des clauses pouvaient sembler discriminatoires,

the State Department "could hardly maintain" that the code's distinction between larger and smaller agricultural enterprises was discriminatory, since the same principle was recognized "in labor laws in the United States as well as in foreign countries" ³⁴.

³³ Piero Gleijeses, *Shattered Hope* ..., p. 88-90

³⁴ *Ibid.*, p. 95

Toutefois, la division responsable des affaires latino-américaines, avec à sa tête le secrétaire adjoint Spruille Braden, pensa autrement et dépêcha sur les lieux un envoyé extraordinaire, Robert Newbegin, dans le but de négocier avec le gouvernement guatémaltèque. Après moult débats, le gouvernement refusa de retirer ou de réécrire les sections « offensantes » pour l'*United Fruit*. La compagnie vit dans les agissements du gouvernement Arévalo plus que du chauvinisme et de l'entêtement, mais une influence communiste. L'ambassadeur en poste à l'époque, Edwin Kyle, rejeta cette idée que le gouvernement guatémaltèque était influencé par des idées communistes comme étant sans fondement, du moins en ce qui concernait le président Arévalo³⁵. Par contre, les dirigeants américains et le nouvel ambassadeur au Guatemala, Richard C. Patterson Jr., virent dans les actions du gouvernement guatémaltèque bien plus qu'une « persécution » des compagnies américaines, soit la possibilité d'une menace communiste.

C'est bien l'*United Fruit* qui lança la première ces accusations que le gouvernement guatémaltèque était influencé, sinon dirigé par des communistes. Or, la compagnie reçut un soutien évident de la part de l'élite guatémaltèque à qui le Code du Travail semblait nuire tout autant. C'est aussi durant cette période que la Guerre froide se durcit. Si au cours des années 1946-1947, l'administration Truman montra clairement de l'antipathie envers les régimes dictatoriaux latino-américains, dès 1948 on apprécia ces derniers comme un rempart important dans la lutte contre le communisme. Le gouvernement américain admettait que les compagnies américaines fussent parfois persécutées parce que les gouvernements étrangers faisaient preuve « d'arrogance ou de naïveté », mais ils étaient sur leur garde contre le danger que représentait le communisme. Or, pour se faire une opinion du gouvernement guatémaltèque, les dirigeants américains utilisèrent comme objet de comparaison le régime d'Ubico et les régimes dictatoriaux du Honduras, du Salvador et du Nicaragua. De plus, les fonctionnaires du département d'État et de l'ambassade n'avaient pas de sources d'informations fiables. Ils recueillirent leurs informations sur la situation politique du pays auprès des membres de l'oligarchie guatémaltèque et des employés et dirigeants des compagnies américaines. Ces gens étaient donc des plus désireux de prévenir le gouvernement américain de la menace communiste qui pesait sur le Guatemala. Ce

³⁵ Edwin J. Kyle servit comme ambassadeur au Guatemala de mai 1945 à août 1948.

problème majeur du manque de sources d'informations plus objectives influença le processus de décision des dirigeants américains jusqu'à la chute du gouvernement Arbenz en 1954. Le problème est que les dirigeants américains avaient de la difficulté à faire la différence entre le nationalisme des dirigeants guatémaltèques et les penchants communistes de certains partisans³⁶.

Le gouvernement américain perçut certains éléments comme des preuves que le gouvernement Arévalo était influencé par le communisme. D'une part, il vit d'un très mauvais oeil le traitement « discriminatoire » accordé aux compagnies américaines décrit plus haut. D'autre part, certaines personnalités politiques associées au gouvernement furent accusées de présenter de forts penchants pour les idées communistes. Finalement, la politique étrangère du gouvernement Arévalo sembla démontrer au gouvernement américain que le Guatemala cherchait à briser la cohésion des républiques latino-américaines. En posant comme préceptes fondamentaux de sa politique étrangère un refus de négocier avec des régimes dictatoriaux et en adhérant à la *Caribbean Legion*, le Guatemala adopta une politique étrangère incompatible avec les objectifs américains. La *Caribbean Legion* était une organisation assez lâche qui regroupait des exilés de plusieurs pays latino-américains et qui visait la chute des dictatures, par la force si nécessaire. Le gouvernement Arévalo soutint ouvertement le groupe et favorisa la chute de Teodoro Picado au Costa Rica en 1948³⁷. Une enquête du Comité de la paix de l'Organisation des États américains impliqua aussi le Guatemala dans une tentative de renverser le gouvernement de Trujillo en République Dominicaine avec l'aide, entre autre, du gouvernement cubain de Ramón Grau San Martín³⁸. Inutile de dire que les principales cibles de la *Legion*, Somoza et Trujillo, s'empressèrent de brandir la menace communiste en accusant le gouvernement Arévalo de fomenter des révolutions en Amérique centrale³⁹. Or les dirigeants américains voyaient la politique étrangère soviétique essentiellement sous l'angle de la subversion. Pour eux les conflits entre les républiques centre-américaines s'inséraient dans le conflit planétaire entre les États-Unis et l'Union

³⁶ Piero Gleijeses, *Shattered Hope* ..., p. 99-102

³⁷ Les combats furent menés par le démocrate José Figueres qui assumait la présidence du Costa Rica en 1953.

³⁸ C. Neale Ronning, *Law and Politics in Inter-American Diplomacy*, John Wiley & Sons, New York, 1963, p. 72-73

³⁹ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala*..., p. 49-50. Pour une discussion plus précise sur la *Caribbean Legion*, voir : Piero Gleijeses, *Shattered Hope* ..., p. 107-116

soviétique. Ils perçurent donc ces événements comme une menace à leur propre sécurité et crurent nécessaire de déroger aux principes de non-intervention dans le but d'assurer leur sécurité. De là l'offensive diplomatique dirigée contre le gouvernement guatémaltèque lors de la conférence de Caracas en mars 1954⁴⁰.

Arévalo croyait pourtant sincèrement dans les vertus du capitalisme et s'opposait fermement au communisme. Mais il n'était pas le petit dirigeant malléable que les Américains auraient aimé qu'il soit. Il était un nationaliste convaincu que le sort de son pays ne s'améliorerait que si le Guatemala adoptait des politiques économiques plus nationalistes et traitait les compagnies américaines sur un pied d'égalité avec les compagnies locales. « *But imperial attitudes are long in dying. Perhaps the most striking aspect of U.S. behavior toward the Arévalo regime was its self-righteousness* ⁴¹ ». C'est cet élément clé qui est important pour comprendre la nature des relations entre les deux pays parce qu'il nous éclaire sur les raisons qui poussèrent les États-Unis à croire que le gouvernement guatémaltèque était communiste et qu'il devait être renversé. On rejoint ici les différents modèles d'analyse proposés pour comprendre les motifs qui amenèrent les dirigeants américains à vouloir renverser le gouvernement guatémaltèque. Si nous ne cherchons pas à nier l'influence des compagnies américaines auprès des hautes sphères du gouvernement américain, nous n'en faisons pas le facteur décisif. Les dirigeants américains, autant au département d'État qu'à l'ambassade américaine au Guatemala, croyaient sincèrement qu'ils faisaient face à une menace communiste possible. « *The Dulles brothers and several other State Department officials had been associated in one way or another with the United Fruit Company, but that fact may be less relevant than they were militant anti-communists, concentrating on the Soviet conflict* ⁴² ». Les objets de comparaison ainsi que les sources d'informations utilisées firent conclure aux Américains que le président Arévalo était à tout le moins fort sympathique aux idées des communistes.

L'un des contentieux majeurs venait d'une perception fort différente de la menace communiste de la part des deux gouvernements. Si la paranoïa du mccarthyisme qui sévit aux États-Unis fit comprendre à tout Américain qu'il était impensable d'avoir une

⁴⁰ C. Neale Ronning., *Law and Politics...*, p. 73

⁴¹ Piero Gleijeses, *Shattered Hope ...*, p. 117

⁴² John F. McCamant, « Intervention in Guatemala... », p. 379

relation personnelle ou professionnelle avec un communiste, les dirigeants de la Révolution et le président Arévalo crurent sincèrement qu'un communiste pouvait être un honnête homme et un ami. Le président Arévalo refusa d'être aveuglé par le zèle anticommuniste des Américains. Il crut pouvoir mieux contrôler les communistes s'ils étaient libres. « *Their identities are known. Come a crisis, they would be rounded up in twenty-four hours* ». De plus, l'armée, pilier de la force du gouvernement, n'était ni infiltrée, ni influencée par les communistes. Même les dirigeants américains avouèrent que l'anticommunisme de l'armée et de son chef, le major Francisco Arana, était irréprochable⁴³.

Si les Américains exercèrent toutes les formes de pressions diplomatiques, économiques et psychologiques contre le gouvernement Arévalo, ils ne cherchèrent pas à le renverser. Leur arme préférée – le retrait de l'aide économique – s'avéra inutile vu la quantité ridicule d'aide octroyée aux pays latino-américains à cette époque. D'une part, ils voulurent éviter de causer une rupture dans le système interaméricain. D'autre part, le mandat d'Arévalo allait se terminer en 1950 et les dirigeants américains misaient sur la victoire d'un candidat acquis à leur point de vue. La course à la présidence allait sûrement opposer Jacobo Arbenz, ministre de la défense, à Francisco Arana, chef des forces armées. Ce dernier était vu comme un candidat pro-américain qui plaisait aux conservateurs et dont les vues étaient modérées. Arbenz, pour sa part, était perçu comme un opportuniste qui ferait tout pour devenir président et plaire aux Américains. Or, le 18 juillet 1949, Arana fut tué dans un affrontement avec les forces de l'ordre. Si les circonstances entourant sa mort sont plutôt nébuleuses, Piero Gleijeses conclut qu'Arana aurait donné un ultimatum au président Arévalo pour qu'il lui cède le pouvoir, et qu'il aurait été tué par des partisans du président et du colonel Arbenz en résistant à son arrestation. Toutefois, l'oligarchie réactionnaire qui soutenait ce coup d'État y vit un complot de Jacobo Arbenz pour s'assurer la victoire aux prochaines élections prévues quelques mois plus tard⁴⁴.

⁴³ Piero Gleijeses, *Shattered Hope* ..., p. 122-127

⁴⁴ Pour le meilleur récit des circonstances entourant la mort de Francisco Arana, voir Piero Gleijeses, *Shattered Hope* ..., p. 50-71. Les récits qu'offrent Immerman et Stephen Kinzer et Stephen Schlesinger sont incomplets ou incorrects. Gleijeses a procédé à plus de 80 entrevues de gens mêlés de près ou de loin à cet événement et à la Révolution en général.

On ne retrouve pas de preuve qui lie les États-Unis à la tentative de coup d'État d'Arana. Bien que certaines sources nous laissent croire que cette action d'Arana aurait été bien accueillie par les Américains, il semble qu'Arana ait agi sans informer les États-Unis et sans leur soutien. Quelques mois plus tard, en mai 1950, Thomas Corcoran, un avocat de Washington et lobbyiste pour l'UFCO, approcha Thomas Mann du département d'État pour savoir ce que le gouvernement penserait si les compagnies américaines « appuyaient » l'élection d'un candidat favorable aux intérêts américains. Mann lui répondit que la politique du gouvernement américain était d'attendre les résultats de l'élection. Toute intervention du gouvernement ou des compagnies américaines serait rapidement révélée et susciterait de vives réactions au Guatemala et en Amérique latine. Il conclut que cette politique interventionniste s'avérerait inefficace et dangereuse. En décembre 1950, le colonel Jacobo Arbenz fut élu à la présidence de la République avec une forte majorité des voix.

C) Jacobo Arbenz et la radicalisation de la révolution

Avec la mort de Francisco Arana, la victoire de Jacobo Arbenz était presque assurée. Or, l'élection fut plus chaudement disputée que celle de 1944. Deux principaux candidats s'opposèrent au colonel Arbenz. Jorge García Granados, issu de l'une des plus « anciennes et meilleures » familles du Guatemala, représenta les membres de la bourgeoisie qui avait soutenu certains principes de la révolution de 1944, mais qui croyait que le président Arévalo était allé trop loin et trop vite. Granados s'était impliqué activement dès les débuts de la révolution, contribuant à l'élaboration de la constitution de 1945, et avait servi comme ambassadeur aux États-Unis. Par sa candidature à l'élection présidentielle, il chercha à éviter que la révolution ne se dirige plus vers la gauche. Les plus ardents opposants de la révolution au sein de l'oligarchie réactionnaire soutinrent le général Miguel Ydígoras Fuentes. Ce dernier était reconnu comme un homme malhonnête et cruel qui avouait vouloir réinstaller un gouvernement autoritaire au Guatemala « pour contrer la menace communiste qui sévissait dans le pays ». Arbenz, pour sa part, reçut le soutien d'à peu près tout le reste de la population. Il obtint le soutien des partis révolutionnaires, des syndicats et de toute la communauté agricole, à

l'exception des grands propriétaires fonciers. Lors des élections de novembre 1950, Arbenz recueillit plus de 60 % des suffrages exprimés. L'élection se déroula dans un contexte ouvert, libre et juste. De plus, c'était la première fois dans les 130 années d'histoire de la République que la transition du pouvoir exécutif se faisait paisiblement et selon des normes démocratiques préétablies⁴⁵.

Devenu à trente-sept ans le plus jeune chef d'État latino-américain, rien n'aurait présagé que Jacobo Arbenz serait un jour président du Guatemala. Son père, un pharmacien suisse allemand, avait immigré au Guatemala en 1901 en vue d'améliorer son sort. Marié à une *ladina* de Quetzaltenango, son père éprouva des difficultés financières durant la dépression. Incapable de subvenir au besoin de sa famille et de briser sa dépendance à la morphine, il se suicida en 1934. La seule issue pour Jacobo Arbenz, qui voulait aller à l'université, fut l'armée. Admis à l'*Escuela Politécnica* en 1932, il en sortit en 1935 avec les meilleures notes de l'histoire de l'école et le grade de sergent-chef. Il revint à l'*Escuela* en 1937 pour agir à titre de professeur. Promu au grade de capitaine en 1943, il fut mis en charge du corps des cadets. Entre-temps, en 1939, il s'était marié à María Cristina Villanova, issue d'une prestigieuse famille salvadorienne. Elle allait le soutenir et devenir elle-même une voix puissante de la révolution partout dans le pays⁴⁶. En 1944, Arbenz démissionna de l'armée pour protester contre les manœuvres de Ponce pour se faire élire président. Il se mit aussitôt à conspirer contre le nouveau régime et c'est lui qui insista auprès de ses collègues militaires pour que des civils soient inclus dans le processus révolutionnaire⁴⁷.

Les convictions politiques de Jacobo Arbenz sont sujettes à débat.

*Many explanations have been offered for the fate of this enigmatic man. Conservative critics have seen in him a man driven by ambition and greed. Liberal analysts have seen in him a well-intentioned reformer who became to some degree a prisoner of the communists' embrace. Radical authors have spurned him a petty bourgeois who was either unwilling or unable to deepen the revolution*⁴⁸.

⁴⁵ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 60-61

⁴⁶ *Ibid.*, p. 62

⁴⁷ Piero Gleijeses, *Shattered Hope* ..., p. 134-140; Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 61-63

⁴⁸ Piero Gleijeses, *Shattered Hope* ..., p. 134.

Richard Immerman montre qu'Arbenz chercha à créer une économie nationale plus autonome et plus développée afin de rendre le Guatemala plus indépendant des structures économiques et politiques internationales. Il voulut conserver les investissements étrangers, mais sans leur attribuer un traitement privilégié et voulut poursuivre les réformes entreprises par Arévalo, mais en accentuant le rôle du gouvernement, surtout dans les régions rurales. Ainsi, dans son discours d'inauguration, il clama que son but était : « *to convert Guatemala from a country bound by a predominantly feudal economy into a modern, capitalist one* ⁴⁹ ».

Toutefois, Piero Gleijeses fait ressortir un tout autre côté de Jacobo Arbenz. Étant le seul à avoir interviewé la veuve du président et plusieurs de ses plus proches collaborateurs, Gleijeses en conclut que Jacobo Arbenz était un ardent sympathisant des idées communistes. L'auteur montre comment sa femme piqua sa curiosité en lui faisant lire le *Manifeste communiste*. Tous deux se mirent à lire davantage sur le marxisme et sur l'Union soviétique. Dès la fin des années 1940, Arbenz se rapprocha d'un groupe de jeunes communistes, dont Alfredo Guerra Borges et Victor Manuel Pellecer. Son plus proche collaborateur et ami fut le secrétaire-général de *Vanguardia Democrática*, l'ancêtre clandestin du parti communiste guatémaltèque, José Manuel Fortuny. Tous deux étaient d'ardents nationalistes qui, selon Gleijeses, cherchèrent les solutions aux problèmes du Guatemala dans les écrits marxistes. Arbenz n'était pas pour autant détaché des classes moyennes et de l'élite guatémaltèque. Or, comme sa femme le rappela plus tard : « *Of all the political leaders, the only ones with whom we had informal, relaxed conversations were those from the PGT [Partido Guatemalteco del Trabajo], Fortuny above all* ⁵⁰ ».

L'une des raisons principales qui amena Arbenz à se rapprocher des communistes durant les premières années de son mandat est le fait qu'il put compter sur eux. Les dirigeants des partis révolutionnaires, qui soutinrent Arbenz lors de l'élection de 1950, l'assiégèrent de demandes pour des faveurs. Pendant ce temps, ses amis communistes travaillèrent pour une cause précise, pour leur pays, pas pour eux-mêmes. Selon Gleijeses, ils furent honnêtes, fiables et voulurent sincèrement réformer le Guatemala,

⁴⁹ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 63

⁵⁰ Piero Gleijeses, *Shattered Hope ...*, p. 143

principalement son mode de distribution des terres. Si Arévalo n'osa pas entreprendre de réforme agraire de peur de se mettre à dos l'élite guatémaltèque, Arbenz et ses amis en firent la base d'une radicalisation de la révolution. Comme le remarque Gleijeses, José Manuel Fortuny et quelques autres communistes et sympathisants jouèrent un rôle capital dans l'élaboration de la réforme agraire, mesure clé de l'administration Arbenz⁵¹.

En cherchant à moderniser le Guatemala, Arbenz mit au point un programme législatif qui incluait une transformation radicale des infrastructures économiques, la construction d'industries, de routes, de système de communication, de mines, et la mise au point d'un système bancaire et de crédit moderne. Il mit en chantier une route parallèle au chemin de fer de l'IRCA et un nouveau port à Santo Tomás, dans le but de briser le monopole de la compagnie et de la forcer à abaisser ses tarifs. Mais plus important encore, Arbenz voulut une réforme agraire à grande échelle qui allait libérer une bonne partie de la population active des plantations et mettre fin à ce système de *latifundia* qui étouffaient les capacités agricoles du pays. Le nouveau projet de loi, adopté le 17 juin 1952, résulta d'une étude attentive des besoins du pays et d'informations recueillies par des commissions d'enquête de l'administration précédente et d'experts latino-américains. La réforme agraire, intitulée décret 900, prévoyait l'expropriation des terres non utilisées de propriétés de plus 270,7 ha et du deux-tiers de celles de 90,2 à 270,7 ha. Les terres qui étaient exploitées économiquement étaient exemptées, de même que les terrains ayant une dénivellation supérieure à trente degrés. La loi prévoyait que les propriétaires seraient indemnisés par des obligations d'épargne du gouvernement de 3 % par année portant échéance dans 25 ans. La valeur de la terre serait calculée en fonction de la valeur déclarée pour fin d'impôt par le propriétaire l'année précédente. Les nouvelles terres acquises seraient redistribuées en lots individuels ou en coopérative, le loyer ne devant pas dépasser 5 % du prix de la récolte. Si la réforme agraire sembla radicale aux yeux des Guatémaltèques, principalement des grands propriétaires fonciers, elle était bien moins radicale que la réforme agraire mexicaine qui l'avait précédée ou la réforme cubaine qui allait suivre quelques années plus tard⁵². Le décret 900 s'accompagna aussi d'une possibilité de crédit pour les nouveaux propriétaires par l'entremise de la *Banco Nacional*

⁵¹ *Ibid.*, p. 145-148

⁵² Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 64-65; Pour une explication plus détaillée de la réforme agraire du gouvernement Arbenz, voir Piero Gleijeses, *Shattered Hope ...*, p. 149-170

Agrario qui remit plus de 8 M\$ de prêts et de crédits entre la promulgation de la loi et le renversement du gouvernement Arbenz en juin 1954. Plus de 100 000 familles de *campesinos* purent profiter de la nouvelle loi. Sans vouloir exagérer les conséquences de la nouvelle réforme, des changements substantiels virent le jour au Guatemala. Comme le remarque Piero Gleijeses : « *If a revolution began in Guatemala, the date was not October 20, 1944 but June 17, 1952* ⁵³ ».

Si l'*United Fruit* réagit mal au nouveau Code du Travail de l'administration Arévalo, on peut imaginer sa réaction face à l'expropriation de ses terres. Le nouveau programme de redistribution des terres était toutefois essentiel pour moderniser le Guatemala. En tant que plus important propriétaire foncier, l'*United Fruit* ne pouvait pas en être exemptée. Toutefois, la compagnie refusa de coopérer avec le gouvernement Arbenz, tout comme elle avait refusé de le faire avec l'administration Arévalo. Le nouveau décret 900 ne toucha que les terres non cultivées. Or, à cette époque, l'*United Fruit* n'utilisait que 15 % de ses 230 000 ha de terres. La compagnie répliqua que la culture de la banane l'obligeait à conserver des terres en surplus pour combattre efficacement les différentes maladies et pour pallier les pertes imputables au climat. Les experts du gouvernement guatémaltèque répondirent qu'à ce rythme, la compagnie avait assez de terres pour produire des bananes pendant les 110 prochaines années. Le gouvernement poursuivit en disant qu'il ne discriminait pas contre l'UFCO, mais qu'au contraire le fait de ne pas appliquer la réforme aux terres de la compagnie consisterait en une discrimination contre les propriétaires fonciers guatémaltèques.

Entre décembre 1952 et février 1953, le gouvernement guatémaltèque expropria près de 95 000 ha de terres sur les plantations de la compagnie à Tiquisate sur le Pacifique. Dès novembre 1953, les terres furent redistribuées à plus de 23 000 familles de paysans. En février 1954, le gouvernement expropria 70 000 ha de terres sur les plantations de Bananera sur la côte de la mer des Caraïbes, amenant le total à plus de 170 000 ha de terres, soit l'équivalent d'un septième des terres arables du pays. Si la quantité de terres expropriées souleva l'indignation des dirigeants de la compagnie et du département d'État, les sommes offertes en compensation par le gouvernement guatémaltèque leur parurent scandaleuses. En suivant la nouvelle loi à la lettre, le

⁵³ Piero Gleijeses, *Shattered Hope* ..., p. 147

gouvernement offrit à la compagnie 1 185 000 \$, le montant exact déclaré par la compagnie pour fin d'impôt. Le gouvernement américain et la compagnie protestèrent avec véhémence à l'effet que les indemnisations payées en obligations d'épargne du gouvernement étaient injustes et que le montant était dérisoire. Le 20 avril 1954, le département d'État demanda officiellement au gouvernement guatémaltèque, au nom de l'*United Fruit*, un montant de 15 854 849 \$⁵⁴, ce qui représentait la demande compensatoire la plus élevée demandée par un gouvernement depuis les expropriations des compagnies pétrolières américaines au Mexique en 1938. Le gouvernement Arbenz ne paya jamais cette somme, puisqu'il fut renversé quelques mois plus tard⁵⁵.

Il est important de comprendre que dès l'accession de Juan José Arévalo en 1944, un cercle restreint, mais influent d'Américains commença à croire que les communistes avaient détourné la révolution guatémaltèque. Plus les réformes adoptées par les deux administrations s'approfondirent, plus ce cercle de gens s'agrandit. Les expropriations des terres de l'UFCO convainquirent les derniers d'entre eux. Influencés par cette mentalité de la guerre froide⁵⁶, ces gens ne pouvaient concevoir que l'on traite une compagnie américaine de la sorte, c'est-à-dire en lui enlevant ses privilèges et en la traitant comme les compagnies locales. Les dirigeants américains commencèrent donc à voir les nouvelles réformes comme des symptômes d'un problème plus large. Ce problème, c'était le communisme. Et le gouvernement américain vit les communistes comme des agents de l'impérialisme soviétique qui menaçait l'existence même des États-Unis. Le secrétaire d'État américain, John Foster Dulles, résuma bien la pensée du gouvernement américain lorsqu'il dit devant les caméras de télévision, moins d'une semaine avant le renversement du président Arbenz : « *If the United Fruit matter were settled, if they gave a gold piece for every banana, the problem would remain just as it is today as far as the presence of communist infiltration in Guatemala is concerned. That is*

⁵⁴ Au départ, la compagnie avait estimé la valeur de ses terres à 19 350 000 \$, mais après concertation avec le département d'État, elle donna son accord au montant officiel demandé par le département. Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p.164

⁵⁵ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 75-81

⁵⁶ Ce que Richard Immerman appelle le « *cold war ethos* ».

*the problem, not United Fruit*⁵⁷». Les dirigeants américains avaient attribué le problème guatémaltèque au communisme : aucune négociation n'était donc possible⁵⁸.

Ayant identifié une menace communiste dans leur arrière-cour, les dirigeants américains ne perdirent pas de temps à réagir. Dès 1952, la CIA entreprit l'élaboration de plans visant le renversement du gouvernement Arbenz. Nous verrons plus loin pourquoi l'opération ne fut pas mise en application, pour ensuite être réactivée sous une forme différente par l'administration Eisenhower. Nous entrerons ainsi dans le cœur du sujet en analysant le rôle joué par l'ambassadeur John Peurifoy dans l'offensive diplomatique dirigée par le gouvernement américain contre le Guatemala. Or, nous allons d'abord mettre en contexte l'utilisation de l'opération clandestine comme un outil de la politique étrangère américaine et le rôle joué par les ambassadeurs dans ses opérations. Nous allons ensuite voir à quel point la personnalité des ambassadeurs américains en poste au Guatemala depuis le début de la révolution peut avoir influencé les relations entre les États-Unis et le Guatemala.

⁵⁷ John Foster Dulles, « News Conference Transcript », 8 juin 1954, dans États-Unis, Département d'État, *American Foreign Policy, 1950-1955, Basic Documents, volume I*, Government Printing Office, Washington, 1957, p. 1310

⁵⁸ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 81-82

Chapitre II

L'ambassadeur et la CIA dans la politique étrangère américaine

A) L'opération clandestine comme outil de la politique étrangère américaine : la CIA sous Eisenhower

Avant d'être élu président en 1952, Dwight Eisenhower occupa le poste de commandant des forces alliées en Europe durant la Seconde Guerre mondiale. Dans le cadre de ses fonctions, le futur président approuva plusieurs dizaines d'opérations clandestines sur le front européen dans le but de déstabiliser l'armée allemande. Ces opérations, accomplies entre autres par l'*Office of Strategic Services* (OSS) américain, prédécesseur de la CIA, trouvaient leur bien-fondé dans les nécessités de la guerre¹. Or, une fois président, Eisenhower recourut encore aux opérations clandestines, mais cette fois-ci, contre des pays avec lesquels les États-Unis étaient officiellement en paix². Eisenhower porta une attention particulière à la cueillette de renseignements au moyen de signaux (SIGINT) et d'images (IMINT), et ces sources le servirent tout au long de son commandement en Europe. Par contre, Eisenhower avait une compréhension partielle de l'utilité des agents de renseignements (HUMINT). En effet, à ses yeux les agents de renseignements devaient moins servir à la cueillette de renseignements qu'à la réalisation d'opérations clandestines. « *Influenced by memories of wartime operations behind enemy lines and support for resistance movements, Eisenhower made covert action by the CIA a major part of his foreign policy*³ ». De la même façon que la personnalité de l'ambassadeur est primordiale pour comprendre sa relation avec la CIA dans son pays d'assignation, la personnalité du président nous aide à mieux comprendre l'utilisation qu'il fit de l'agence.

How presidents use intelligence is largely a matter of temperament and experience. [...] In a high-tech world, the human factor has remained crucially

¹ Des opérations étaient aussi menées en collaboration avec le *Special Operations Executive* (SOE) britannique et les différents mouvements de résistance partout en Europe.

² Voir à ce sujet, Blanche Weisen Cook, *The Declassified Eisenhower...*

³ Christopher Andrew, *For the President's Eyes Only: Secret Intelligence and the American Presidency from Washington to Bush*, Harper-Collins, New York, 1995, p. 4

important. The character of the president helps to determine not merely how much interest, but also what sort of interest, he takes in intelligence ⁴.

Eisenhower s'assura même de mettre en poste comme directeur de la CIA, Allen Dulles, un homme qui, depuis ses débuts à l'agence comme directeur-adjoint, essaya d'étendre l'utilisation des opérations clandestines. Il dut souvent s'opposer au directeur de l'époque Walter Bedell Smith qui cherchait à en restreindre l'utilisation au profit de meilleurs moyens de cueillette d'informations et d'analyse⁵.

Si la guerre est la poursuite de la politique étrangère par d'autres moyens, il en est de même pour les opérations clandestines. Ces dernières ont pour but de changer les dirigeants, les institutions ou de modifier les politiques d'un pays étranger par des moyens allant de la déstabilisation psychologique au renversement du gouvernement par des forces armées rebelles. L'opération clandestine, entreprise majoritairement mais non exclusivement par la *Central Intelligence Agency*, est menée de façon à occulter le rôle du gouvernement américain. Toutefois, les dirigeants américains cherchent plus à dissimuler ce type d'actions à leur propre population qu'aux dirigeants ou peuples visés. Ainsi, une étude du *Twentieth Century Fund* de 1992 affirmait : « *Sometimes, covert action has been hidden only from Americans, not from our adversaries* ⁶ ». Dans le but de contribuer à ce climat secret, les responsables américains développèrent le concept du « *plausible denial* ⁷ » ou dénégation plausible. Dans la directive du Conseil national de sécurité NSC 10/2 du 18 juin 1948, le président Truman ordonna que les opérations clandestines « *were to be so planned and executed that any U.S. Government responsibility for them is not evident to unauthorized persons and that if uncovered the U.S. Government can plausibly disclaim any responsibility for them* ⁸ ». L'objectif de cette dénégation est d'effacer toutes les traces de l'élaboration d'une opération clandestine qui pourraient mener directement au président des États-Unis. Il s'agit de préserver le prestige de la nation en protégeant la réputation du président. La présidence

⁴ *Ibid.*, p. 3. Italique dans le texte.

⁵ *Ibid.*, p. 199-202

⁶ Twentieth Century Fund, *The Need to Know : The Report of the Twentieth Century Fund Task Force on Covert Actions and American Democracy*, New York, 1992, p. 14 cité dans David N. Gibbs, « Secrecy and International Relations », *Journal of Peace Research*, vol. 32, no. 2 1995, p. 213-228

⁷ Certains auteurs disent « *plausible deniability* », mais *deniability* n'est pas accepté dans les dictionnaires anglophones.

⁸ Cité dans Christopher Andrew, *For the President's Eyes Only...*, p. 173

doit être dissociée – dans les mémorandums, les procès-verbaux de réunions et autres documents – de toutes les actions répréhensibles de l'État en politique étrangère. Ainsi, la partie la plus secrète des opérations clandestines menées par l'administration Eisenhower fut la responsabilité du président lui-même. Mais, en fait, comme le remarque l'historien britannique Christopher Andrew, le président Eisenhower mit en place un système qui assura justement qu'aucune opération clandestine ne serait menée sans son aval⁹. Audrey et George Kahin expliquent comment le processus assurait la protection du président :

Should the CIA or other agencies have to discuss an « extralegal » or unsavory operation with the president to obtain his approval, euphemisms and double talk were used : this would leave the chief executive free to deny, plausibly, that he had granted authority for its execution. It was decision-making by "a wink and a nod"¹⁰.

C'est pour cette raison que l'exécutif américain accepta cette idée lancée par le sénateur Frank Church en 1975, que la CIA « *may have been behaving like a rogue elephant on a rampage* » et que l'agence poursuivait parfois sa propre politique étrangère¹¹. En fait, il n'en est rien. Le sénateur Church avoua plus tard que son enquête sur les tentatives d'assassinats par la CIA l'avait convaincu que les vrais « *rogue elephants* » se trouvaient à la Maison-Blanche : « *The CIA operated as an arm of the presidency. This led presidents to conclude that they were 'super-godfathers' with enforcers. It made them feel above the law and unaccountable* »¹². Suite aux réformes entreprises à l'été 1976 pour mieux contrôler les activités de la CIA, un article paru dans le journal interne de la CIA commentait :

[An] intriguing aspect of the emphasis on accountability is that it should have become the focus of Executive Branch intelligence reform after the revelations that many of the abuses of the intelligence agencies were caused not by too little, but rather by too much, accountability to the President. Often the agencies had wandered from their statutory roles precisely in an effort to be responsive to

⁹ *Ibid.*, p. 202 et 263

¹⁰ Audrey R. Kahin et George McT. Kahin, *Subversion as Foreign Policy: The Secret Eisenhower and Dulles Debacle in Indonesia*, W. W. Norton, New York, 1995, p. 7

¹¹ Christopher Andrew, *For the President's Eyes Only...*, p. 411. Voir aussi le rapport du comité Church sur les activités de la CIA dans États-Unis, Senate Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities, *Alleged Assassination Plots Involving Foreign Leaders: An Interim Report of the Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities*, Government Printing Office, Washington, D.C., 1975

¹² Cité dans Christopher Andrew and Vasili Mitrokhin, *The Mitrokhin Archive: the KGB in Europe and the West*, Penguin Books, Londres, 2000, p. 300 et note 41, p. 821

*Presidents who sought (or ordered) their help either in covert operations overseas or in dissident surveillance on the home front*¹³.

Toutes les actions de la CIA sont et doivent être approuvées par le président, le Conseil de sécurité nationale ou par un sous-comité de ce dernier. La plupart des opérations clandestines sont aussi accompagnées d'une campagne de propagande dirigée contre la population américaine et, dans le cas du Guatemala, contre les peuples latino-américains¹⁴. Nous verrons plus loin comment l'opération PBSUCCESS qui renversa le président Arbenz s'insère dans ce schéma.

Le Congrès américain créa la *Central Intelligence Agency* par le *National Security Act* du 26 juillet 1947 qui cherchait à réorganiser les services secrets créés durant la guerre et à les adapter pour les temps de paix. Bien que la responsabilité principale de l'agence fut d'amasser, d'analyser et de coordonner l'information reçue de diverses sources sur les pays ennemis et d'ainsi aider les dirigeants dans le processus de prise de décision, une clause plutôt vague permit aux présidents américains d'utiliser la CIA comme le bras secret d'une politique étrangère interventionniste. Cette clause conférait à la CIA l'autorité « *to perform other such functions and duties related to intelligence affecting the national security as the National Security Council may from time to time direct* »¹⁵. C'est cette clause qui permit aux dirigeants américains, particulièrement l'administration Eisenhower, de faire de la CIA un acteur important de la politique étrangère américaine par l'utilisation d'opérations clandestines¹⁶.

Plusieurs raisons expliquent pourquoi les dirigeants américains en sont venus à percevoir l'opération clandestine comme un outil efficace de leur politique étrangère. Le nouveau système international de l'après-guerre était dominé par deux acteurs importants dans une structure bipolaire. Il en résulta une dynamique des conflits très différente. Les

¹³ Cité dans Christopher Andrew, *For the President's Eyes Only...*, p. 419

¹⁴ Pour une explication plus détaillée des moyens de propagande employés par le gouvernement américain, voir John Jacob Nutter, *The CIA's Black Ops : Covert Action, Foreign Policy, and Democracy*, Prometheus Books, New York, 2000, p. 85-97

¹⁵ *Ibid.*, p. 19. Nutter remarque que « *although chartered as an intelligence coordinating organization and then as an intelligence-gathering one, the majority of the CIA's budget was directed to covert operations* », p.52

¹⁶ John Jacob Nutter fait de la CIA le principal acteur de la politique américaine durant la guerre froide et particulièrement durant l'administration Eisenhower.

États-Unis et l'Union soviétique vinrent à percevoir le monde comme un jeu à somme nulle (« *zero-sum game* »), par lequel un gain de l'adversaire impliquait nécessairement une perte pour autrui et vice versa. Ce concept fut renforcé par la théorie des dominos, développée par les dirigeants américains pour faire comprendre le danger de la situation en Indochine et la nécessité de s'ingérer dans le conflit. Cette théorie impliquait que la perte d'un pays aux mains des communistes entraînerait la perte de ses voisins. La décolonisation des empires européens en Asie et en Afrique laissa présager des conflagrations locales partout dans le monde et la possibilité d'une confrontation entre les deux superpuissances. Les dirigeants américains cherchèrent aussi à éviter une intervention directe des forces armées américaines après la Seconde Guerre mondiale dans le but de préserver leur prestige à l'étranger et d'épargner à la population américaine de se retrouver directement en guerre¹⁷.

« *One had to stand up to the foe without standing up to them* ¹⁸ ». L'opération clandestine sembla ainsi résoudre le paradoxe qui accablait les responsables de la politique étrangère américaine. Ces derniers purent affronter les Soviétiques sans risquer un conflit nucléaire, car l'opération clandestine, niée par le gouvernement commanditaire, évita aux dirigeants soviétiques de perdre la face. Comme le remarque John Jacob Nutter : « *As one cannot risk pushing the opponent too far, a deniable operation in which neither side risks losing credibility and prestige is the only offensive option* ¹⁹ ». Bien que la politique américaine envers l'Union soviétique a souvent été identifiée à l'endiguement, l'administration Eisenhower démontra une volonté d'annuler les gains faits par l'Union soviétique depuis la fin de la guerre. Cette stratégie du *roll-back* fut préconisée par le futur secrétaire d'État John Foster Dulles durant la campagne présidentielle de 1952 dans un article publié dans le magazine *Life*²⁰. Dans cet article, Dulles critiqua l'administration Truman pour sa politique « négative » de l'endiguement et de la « situation verrouillée »²¹.

À l'ère nucléaire, l'opération clandestine s'avéra un outil idéal pour accomplir ce *roll-back*. Cette stratégie avait toutefois ses limites. Il devint évident pour les dirigeants

¹⁷ *Ibid.*, p. 28-38

¹⁸ *Ibid.*, p. 31

¹⁹ *Ibid.*, p. 40

²⁰ John Foster Dulles, « A Policy of Boldness », *Life*, 19 mai 1952, p. 146-160

²¹ John Jacob Nutter, *The CIA's Black Ops...*, p. 39-40; Henry Kissinger, *Diplomatie*, Fayard, 1996, p. 498

américains au début des années 1950 que les États-Unis n'allaient pas essayer de repousser les Soviétiques, même par des opérations clandestines, là où ils étaient déjà bien établis²². Ainsi, la quasi-totalité des opérations clandestines de la CIA et les tentatives de renversement furent dirigées contre des gouvernements situés hors du glacis soviétique et qui ne se réclamaient pas du communisme. La plupart de ces gouvernements adoptèrent des politiques sociales-démocrates similaires à celles adoptées par la majorité des alliés européens. De plus, certains de ces alliés avaient souvent des relations plus cordiales avec l'Union soviétique que plusieurs des gouvernements renversés par des coups organisés par la CIA²³. C'est ainsi qu'un journaliste américain fort perspicace expliqua, en juin 1954, les raisons de l'intervention américaine au Guatemala : « *[T]he roll-back policy, which so far had not been possible to apply in Eastern Europe, was due for a trial closer to home* ²⁴ ».

L'opération PBSUCCESS qui renversa le gouvernement Arbenz en juin 1954 ne fut pas la première action clandestine de la jeune administration Eisenhower. En effet, la CIA renversa un gouvernement démocratiquement élu en Iran dès la fin de l'été 1953, quelques mois après l'inauguration du président Eisenhower. L'opération TPAJAX est importante dans la mesure où elle peut nous éclairer sur la façon dont l'opération PBSUCCESS fut élaborée et mise en application.

L'opération TPAJAX fut la première opération d'importance des années 1950 et résulta dans le renversement du gouvernement de Mohammed Mossadegh et l'installation du shah sur le trône pour les vingt-six années suivantes. La nécessité de renverser Mossadegh ne vint pas immédiatement à l'attention des dirigeants américains. En 1951, le nouveau gouvernement nationaliste en Iran prit certaines mesures pour réduire l'exploitation du pays par les Britanniques. Il nationalisa l'*Anglo-Iranian Oil Company* (AIOC)²⁵, demanda le retrait des troupes britanniques qui protégeaient le complexe pétrolier d'Abadan, réduisit les pouvoirs du jeune shah et légalisa le parti communiste

²² John Ranelagh, *The Agency : The Rise and Decline of the CIA*, Simon & Schuster, New York, 1986, p. 268

²³ John Jacob Nutter, *The CIA's Black Ops...*, p 102-103

²⁴ J. Alvarez del Voyo, « Aggression is the Word : the Guatemalan Crisis », *The Nation*, vol. 178, 26 juin 1954, p. 537

²⁵ Le gouvernement britannique possédait 50 % des actions de l'AIOC. Nutter, *The CIA's Black Ops...*, p. 52-54

iranien, le *Tudeh*. Les Britanniques cherchèrent à régler eux-mêmes le problème par une opération clandestine de leur propre cru. Craignant d'intervenir seuls si près de la frontière soviétique, et afin de bénéficier de ressources financières plus importantes, ils se tournèrent vers les États-Unis et la CIA pour de l'aide. Bien que le directeur-adjoint de la CIA à l'époque Allen Dulles fût fort sympathique à l'idée, il n'y avait aucune chance que le président Truman approuvât l'opération. Le tout changea avec l'accession d'Eisenhower à la présidence²⁶.

Kermit « Kim » Roosevelt, petit-fils de l'ancien président Theodore Roosevelt, assumait la responsabilité de l'opération. Roosevelt chercha à obtenir le soutien de la population et de l'armée. On accrut la pression économique sur le pays et on s'assura du soutien du shah en lui promettant un retour à une position de pouvoir réel. Le shah démit Mossadegh de ses fonctions de premier ministre, mais ce dernier ignora le décret et assumait les pleins pouvoirs. Le shah quitta le pays pendant que la CIA payait des gens pour organiser des manifestations contre Mossadegh et employait des bandes de casseurs pour assurer la loyauté de la population au shah. L'armée, préalablement courtisée par les États-Unis, intervint finalement pour déposer et arrêter le premier ministre Mossadegh dans de sanglants combats qui firent plus de 300 morts. Le shah revint sur le trône en rendant à l'*AIOC* ses droits et ses propriétés, mais en les réduisant au profit d'un consortium américain qui incluait *Gulf Oil*²⁷.

Le gouvernement américain savait très bien que le succès de l'opération TPAJAX nécessitait le soutien de l'armée²⁸. Roosevelt remarqua dans son récit de l'opération qu'il informa le président Eisenhower et le secrétaire d'État, John Foster Dulles que : « *If we, the CIA, are ever going to try something like this again we must be absolutely sure that the people and the army want what we want. If not, you had better give the job to the Marines* ». Roosevelt ajouta que Dulles ne voulut pas entendre ce genre d'avis. Deux semaines plus tard, le secrétaire d'État offrit à Roosevelt le commandement d'une nouvelle opération clandestine en Amérique centrale : le renversement du gouvernement

²⁶ Henry Kissinger, *Diplomatie...*, p. 470; Christopher Andrew, *For the President's Eyes Only...*, p. 203

²⁷ Kermit Roosevelt deviendra vice-président de *Gulf Oil* en 1960. John Jacob Nutter, *The CIA's Black Ops...*, pp. 52-54

²⁸ Pour un récit détaillé de l'opération TPAJAX, voir : Kermit Roosevelt, *Countercoup...* Le récit de Roosevelt doit être lu avec scepticisme notamment sur les raisons qui poussèrent les dirigeants américains à vouloir renverser Mossadegh.

de Jacobo Arbenz au Guatemala. Roosevelt refusa parce qu'il lui semblait que le président Arbenz bénéficiait du soutien de l'armée et de la population²⁹.

Roosevelt soulève deux autres points importants pour une bonne compréhension de cette opération et des opérations subséquentes. D'abord, les détails opérationnels de TPAJAX étaient à peu près tous planifiés lorsque le directeur de la CIA, Allen Dulles et son frère, John Foster Dulles, se rassemblèrent pour une réunion sur l'opération le 25 juin 1953, dans le bureau du secrétaire d'État³⁰. On retrouva aussi à cette réunion plusieurs personnalités du département d'État, de la CIA, du département de la Défense et l'ambassadeur en Iran, Loy W. Henderson. Ce fait nous montre d'abord les différents départements impliqués dans la planification d'une opération clandestine et nous indique que l'ambassadeur, du moins dans ce cas, fut tenu au courant des décisions prises concernant l'opération. Bien que le but de la réunion fut de recueillir l'avis des gens présents, personne ne souleva la moindre objection. En fait, Roosevelt avoue que toute discussion aurait été inutile puisque les frères Dulles et le président Eisenhower avaient déjà décidé et approuvé l'opération. Plusieurs personnalités importantes du département d'État n'étaient pas d'accord avec ce type d'opération, mais selon Roosevelt, ils ne dirent pas un mot. Roosevelt croit même que si chacun avait vraiment dit ce qu'il pensait, plus de la moitié se seraient opposés à l'opération³¹.

Ensuite, Roosevelt soutient que l'ambassadeur en Iran, Loy Henderson, était sans aucun doute la personne clé à cette réunion du 25 juin. Roosevelt ajoute : « *He had rushed to Washington from his post in Teheran for the express purpose of offering his recommendations. Foster Dulles might decide, but Loy would be most influential in that decision* ³² ». L'ambassadeur Henderson ne joua pourtant aucun rôle concret dans l'opération. En fait, il fut même prévu que l'ambassadeur soit en Suisse pendant le renversement. Henderson n'était pas du tout d'accord avec ce type d'opération et ne voulait aucunement y être associé. Il reconnut toutefois le danger que représentait pour les États-Unis une alliance entre l'Iran et l'Union soviétique et accepta l'opération à

²⁹ John Prados, *President's Secret Wars : CIA and Pentagon Covert Operations From World War II through Iranscam*, William Morrow, New York, 1973, p. 98

³⁰ John Ranelagh, *The Agency...*, p. 261

³¹ Kermit Roosevelt, *Countercoup...*, p. 4-5 et 18-19

³² *Ibid.*, p. 16

contrecœur³³. L'importance que Roosevelt donne à l'ambassadeur Henderson réside probablement dans le fait qu'il était opposé à l'opération, mais qu'il accepta quand même d'en faire partie. Dulles respectait trop Henderson pour agir derrière son dos et l'ambassadeur pouvait jouer un rôle influent dans la légitimation du premier ministre qui succéda Mossadegh, le général royaliste Fazlullah Zahedi.

Quelles conclusions pouvons-nous tirer sur le rôle de la CIA comme acteur de la diplomatie américaine durant la période de la guerre froide? D'abord, il faut reconnaître que « *in time of peace, all foreign planning, foreign policy, and foreign operations are supposed to be the responsibility of the Secretary of State and one managed in accordance with overt political and diplomatic guidelines* »³⁴. Toutefois, la CIA joua un rôle clé dans la formulation et l'application de la politique étrangère américaine tant en ce qui concerne l'analyse de la situation que les solutions envisagées. En impliquant autant l'agence, Foster Dulles garda ses options ouvertes dans ses rapports avec l'Union soviétique, sans avoir recours à la menace militaire. En fait, le président Eisenhower impliqua bien plus la CIA dans les décisions relatives à la politique étrangère que l'administration précédente³⁵.

Durant l'administration Truman, la CIA servit principalement à la cueillette de renseignements sur d'autres pays, et limita ses interventions dans la vie politique de certains pays à financer différents partis politiques et journaux³⁶. Le rôle de la CIA changea dramatiquement avec l'accession de Dwight Eisenhower à la présidence. La collaboration entre le département d'État et la CIA n'a jamais été aussi bonne qu'elle le fût pendant l'administration Eisenhower, sans doute parce que les deux agences étaient dirigées par les frères Dulles, ce qui avait pour résultat de réduire les conflits entre les deux organisations. Bien que les décisions furent prises à Washington, la plupart des opérations clandestines furent (et sont) proposées par des agents locaux de la « *CIA station* » sous la direction du « *Chief of Station (COS)* ». Les opérations pouvaient aussi être suggérées par les ambassadeurs, des hauts fonctionnaires des départements d'État et

³³ John Ranelagh, *The Agency...*, p. 262-263; Kermit Roosevelt, *Countercoup...*, p. 18-19

³⁴ L. Fletcher Prouty, *The Secret Team : The CIA and its Allies in Control of the United States and the World*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1973, p. 143. Italique ajouté.

³⁵ John Ranelagh, *The Agency...*, p. 230-238

³⁶ Audrey Kahin et George McT. Kahin, *Subversion as Foreign Policy...*, p. 5-6

de la Défense, de même que par des conseillers proches du président³⁷. La décision revint toutefois au président qui décidait en fonction des suggestions de son Conseil de sécurité nationale sur lequel siègent, entre autres, les secrétaires d'État et de la Défense et le directeur de la CIA. Le rôle que la CIA joue dans la formulation et l'application de la politique étrangère américaine est le rôle que veut bien lui accorder le président. Eisenhower accorda une place importante à la CIA dans le processus de décision et c'est probablement pour cette raison qu'il utilisa si souvent l'opération clandestine comme un outil de sa politique étrangère. Ainsi, Audrey et George Kahin expliquent comment ce facteur influença la prise de décision de Foster Dulles et d'Eisenhower à propos des opérations dirigées contre le gouvernement de Sukarno en Indonésie en 1958:

[Their] policies were also heavily affected by the credence they gave the CIA's frequently tendentious and often badly flawed reporting – information and interpretations of it that accorded well with their known prejudices – rather than their relying on the generally more sober and reliable dispatches from their ambassadors to Jakarta and their staffs, including their military attaché³⁸.

Nous pouvons donc imaginer le problème qui se pose lorsque l'ambassadeur et le personnel de l'ambassade et des missions militaires soutiennent de façon énergique les analyses et les interprétations de la CIA et partagent les mêmes préjugés, comme ce fut le cas pour l'ambassadeur Peurifoy au Guatemala. Les dirigeants à Washington reçurent ainsi les mêmes analyses et interprétations alarmistes de leur ambassade et de la *CIA Station* et proposèrent les remèdes qui en découlèrent. Nous verrons plus loin ce qui se produit lorsque les ambassadeurs s'opposent aux opérations de la CIA dans leur pays hôte. Avant de passer à ce sujet, nous analyserons le lien qui existe entre l'ambassadeur et la CIA dans la conduite de la diplomatie américaine.

B) L'ambassadeur et la CIA comme acteurs de la diplomatie américaine : une relation parfois difficile

Les États-Unis mènent leur diplomatie par l'entremise d'agent diplomatique, d'envoyé extraordinaire et de ministre plénipotentiaire depuis les débuts de leur

³⁷ Gregory F. Treverton, *Covert Action : The Limits of Intervention in the Postwar World*, Basic Books Publishers, New York, 1987, p. 14

³⁸ Audrey Kahin et George McT. Kahin, *Subversion as Foreign Policy...*, p. 17

existence. Jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, le rôle de l'ambassadeur dans la diplomatie américaine se limita essentiellement au traitement des demandes de visas et à l'accueil de dignitaires et d'hommes d'affaires américains. Depuis la fin de la guerre, les administrations Truman, Eisenhower et Kennedy s'efforcèrent d'accentuer le rôle de coordination de l'ambassadeur dans son pays d'assignation et de faire accepter ce principe dans les travaux quotidiens des différentes agences gouvernementales représentées à l'étranger³⁹.

Le *Clay Paper* de 1951 fut approuvé par les différentes agences gouvernementales américaines. Il y était prévu que les chefs des missions économiques et militaires forment une équipe avec l'ambassadeur à sa tête. À ce titre, l'ambassadeur est à la tête du « *country team* » et doit coordonner l'ensemble des activités de ces agences. Bien qu'essentiel, ce principe causa certains problèmes. « *[The Ambassador] is expected to contribute to the policy process from the perspective of a single-country mission, while those at home who have to make policies treat almost nothing as a single-country problem* ⁴⁰ ». Ce problème est accentué par le fait que, dans la plupart des cas, des ambassadeurs expérimentés sont repris par de jeunes fonctionnaires moins au courant de la situation dans le pays en question. Le sénateur Jackson qui dirigea un sous-comité sur la conduite de la politique étrangère américaine affirma que l'ambassadeur devrait avoir davantage les coudées franches dans la façon de transiger avec le pays hôte. Pour des raisons évidentes, les décisions doivent être prises par le département d'État, mais les suggestions et l'opinion de l'ambassadeur devraient être déterminantes dans la formulation de la politique étrangère des États-Unis envers ce pays⁴¹. Le sénateur ajouta un point important qui empêchait souvent l'ambassadeur de jouer un rôle important : la courte durée de sa mission (en moyenne 2 ans et 10 mois). Il affirma en effet que les talents des ambassadeurs étaient gaspillés, car ces derniers devaient être en poste pendant au moins une année complète avant d'avoir une bonne idée du pays, de bâtir des relations

³⁹ L. Fletcher Prouty, *The Secret Team...*, p. 285

⁴⁰ Henry M. Jackson, *The Secretary of State and the Ambassador : Jackson Subcommittee Papers on the Conduct of American Foreign Policy*, Frederick A. Praeger, New York, 1964, p. 65

⁴¹ *Ibid.*, p. 70-73

cordiales avec les gens importants et d'évaluer l'information qui leur passe sous les yeux⁴².

Bien qu'on s'accorde sur le fait que l'ambassadeur doit jouer un rôle plus important dans les décisions qui affectent son pays d'assignation, il demeure toujours problématique pour l'ambassadeur de déterminer quelle politique est préférable à une autre pour régler tel ou tel problème. Cette difficulté réside dans le fait que les différents éléments ou sections de la mission diplomatique, même s'ils agissent sous l'autorité de l'ambassadeur, représentent et défendent souvent des intérêts contradictoires.

A number of mission elements are actors in external executive branch subsystems (i.e. non-Department of State) such as the United States Information Agency, the Department of Defense, the Central Intelligence Agency and are accountable to these Washington-based subsystems as well as to the ambassador at the mission⁴³.

La perception de l'intérêt national et la façon d'atteindre les objectifs de la politique étrangère peuvent différer parmi ces différentes entités. Il en résulte que l'ambassade est un ensemble de sous-systèmes où chacun relève d'une instance externe différente. Dans ce contexte, le pouvoir résulte dans la capacité de ces différentes entités ou acteurs d'influencer les décisions des autres et surtout de l'ambassadeur⁴⁴. Il faut conclure de ces observations que la force de caractère de l'ambassadeur est essentielle pour donner une certaine cohésion et mettre au point des recommandations qui tiennent compte de l'opinion de chacun de ses conseillers. De même, les réunions du *country team* présidées par un ambassadeur au caractère fort peuvent être très utiles. Elles permettent à l'ambassadeur d'entendre les opinions divergentes avant de se prononcer, mais sans se laisser trop influencer par l'un ou l'autre des agents de la mission⁴⁵.

Ayant remarqué que chaque entité peut agir selon ses propres intérêts, nous pouvons facilement comprendre les difficultés qui peuvent survenir dans le cas de la CIA. L'ambassadeur est toujours censé être le chef de la mission diplomatique, mais les choses sont différentes avec la CIA, même si l'agence professe en public qu'elle est toujours subordonnée à l'ambassadeur. Afin d'illustrer cette ambivalence, il faudrait rappeler que

⁴² *Ibid.*, p. 86

⁴³ John H. Esterline and Robert B. Black, *Inside Foreign Policy: The Department of State's Political System and Its Subsystems*, Mayfield, Palo Alto, Californie, 1975, p. 71

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ Henry M. Jackson, *The Secretary of State and the Ambassador...*, p. 78-79

c'est l'administration Eisenhower qui émit une directive à toutes les agences concernées indiquant que l'ambassadeur était le chef du *country team* et que toutes activités de la part des représentants des agences gouvernementales devaient être coordonnées par l'ambassadeur et accomplies en vertu de son autorité. Toutefois, le président Eisenhower prit la peine d'envoyer une directive secrète qui excluait la CIA de la supervision de l'ambassadeur. Le président Kennedy envoya une nouvelle lettre secrète en 1961 indiquant que la CIA ne devait *pas* être soustraite à l'autorité de l'ambassadeur. Les administrations subséquentes réitérèrent la même directive et le Congrès lui accorda force de loi en 1974, mais son application varia selon les pays⁴⁶.

Aucune directive présidentielle ou loi du Congrès ne pouvait résoudre les problèmes de communication entre l'ambassadeur et le COS dans un pays quelconque. Si l'ambassadeur pouvait exercer l'influence de son poste sur les agents de la CIA, il ne pouvait les contraindre à agir. En principe, l'ambassadeur était mis au courant de tout ce qui se passait dans son pays d'accueil, et s'il était alerte et insistant, il pouvait être à l'affût des actions de la CIA. Par contre, dans la pratique, il y a des choses qui échappent à l'ambassadeur. « *There are countless instances in which the ambassador does not know what the CIA is doing*⁴⁷ ». Nous reviendrons plus loin sur certains exemples d'ambassadeurs laissés dans le noir sur les activités de la CIA.

Ainsi, dans certains pays où l'agence fut particulièrement active, le COS maintint des liens plus rapprochés avec le chef du gouvernement que l'ambassadeur. Normalement, l'ambassadeur était tenu au courant de la conversation entre le COS, qui lui est subordonné, et le chef d'État étranger, auquel l'ambassadeur est accrédité comme représentant officiel du président des États-Unis. Richard Bissell, qui fut longtemps chef des opérations clandestines à la CIA (« *deputy director for plans* »), fit mention de certains cas où la relation entre le COS et le chef d'État était si spéciale que l'ambassadeur n'était pas tenu au courant de la teneur des conversations. Cette omission résulta parfois d'une demande exprès du chef d'État en question alors qu'en d'autres occasions, ce fut le secrétaire d'État qui préféra garder l'ambassadeur à l'écart des activités de la CIA. Bissell ajouta aussi que même si l'ambassadeur avait le droit d'être

⁴⁶ Victor Marchetti et John D. Marks, *The CIA and the Cult of Intelligence*, Alfred A. Knopf, New York, 1974, p. 339-340; Gregory F. Treverton, *Covert Action...*, p. 134

⁴⁷ L. Fletcher Prouty, *The Secret Team...*, p. 88-89

tenu au courant des activités de la CIA, dans certains cas, il demanda lui-même de rester à l'écart⁴⁸.

William Colby, qui fut plus tard directeur de la CIA, écrivit dans son livre *Lost Victory*, qu'il fut appelé à quelques reprises pour agir comme intermédiaire entre les diverses factions qui s'opposaient au Viêt-nam du Sud dans les années 1950 et 1960⁴⁹. Un autre agent, Ted Shockley, dut accomplir les mêmes tâches au Laos dans les années 1960. Mais pourquoi un agent des services de renseignement américains serait-il plus apte à ce genre de tâche que l'ambassadeur? Roy Godson explique le paradoxe de cette façon : les ambassadeurs américains mènent souvent des vies très publiques et médiatisées. Toutes leurs actions, leurs réunions, leurs voyages et leurs communiqués sont scrutés par la presse, l'opposition et les autres ambassades. Il devient donc difficile pour un ambassadeur de devenir un confident du chef d'État et d'autres personnalités importantes sans attirer rapidement l'attention sur leurs déplacements. Un agent de la CIA peut faire ces choses en toute discrétion⁵⁰.

Ce qu'il faut conclure des observations que nous venons de faire est que la relation entre l'ambassadeur et le COS dans un pays quelconque dépend de la personnalité et du caractère de ces deux personnes de même que de l'attitude de leurs supérieurs à Washington. Nous avons mentionné qu'un ambassadeur au tempérament fort gardera tout le monde dans le rang et tous comprendront qui est le patron. « *In nearly every case, the personalities of the ambassador and the station chief determine the degree to which the ambassador exercises control over the CIA*⁵¹ ». La plupart des ambassadeurs furent mis au courant des grandes lignes des opérations de la CIA dans leur pays hôte, mais pas des détails opérationnels et la plupart du temps ils préférèrent ne pas en savoir plus. Ce fait est très important parce qu'il se concrétisa dans le rôle que joua John Peurifoy dans l'opération PBSUCCESS et dans sa relation avec la CIA. Quelques exemples suffiront pour montrer les obstacles créés par un manque de collaboration entre

⁴⁸ Victor Marchetti et John D. Marks, *The CIA and the Cult of Intelligence...*, p. 44 et 340

⁴⁹ William E. Colby, *Lost Victory: A First Hand Account of America's Sixteen Year Involvement in Vietnam*, Contemporary Books, Chicago, 1989

⁵⁰ Roy Godson, *Dirty Tricks or Trump Cards : US Covert Action and Counterintelligence*, Brassey's, Washington, 1995, p. 137

⁵¹ Victor Marchetti et John D. Marks, *The CIA and the Cult of Intelligence...*, p. 340

la CIA et l'ambassadeur et ainsi comprendre le rôle que peut jouer ce dernier dans l'élaboration et l'exécution d'opérations clandestines de la CIA.

C) Quand les voies de communications se rompent : la CIA contre les ambassadeurs

Nous avons vu plus haut le rôle que joua l'ambassadeur Loy Henderson dans l'opération TPAJAX qui renversa le premier ministre Mossadegh en Iran en 1953. En fait, nous avons remarqué qu'il ne joua pas de rôle concret, mais qu'il fut tenu au courant des préparatifs et de la progression de l'opération. Il maintint des rapports de coopération avec le responsable de l'opération, Kim Roosevelt, et ses supérieurs à Washington l'informèrent des changements et demandèrent son opinion sur le cours à suivre. À aucun moment l'ont-ils ignoré ou agi sans son consentement. Il n'en fut pas toujours ainsi.

Le cas de William J. Sebald, ambassadeur américain en Birmanie de 1952 à 1954, montre jusqu'où le secrétaire Dulles et le président Eisenhower sont allés pour tenir un ambassadeur à l'écart des activités de la CIA. En congé aux États-Unis, l'ambassadeur demanda et reçut de ses supérieurs des assurances que la CIA ne soutenait pas les troupes nationalistes chinoises de Tchang Kai-chek qui avait trouvé refuge en Birmanie. Les 12 000 membres des troupes nationalistes s'étaient installés en Birmanie en 1949 pour se soustraire à la progression des forces communistes. Cherchant à retourner dans leur province natale de Yunnan, les troupes furent facilement défaites et s'installèrent en Birmanie où elles s'adonnèrent au banditisme et au trafic d'opium. Le gouvernement birman leur demanda de déposer les armes tandis que les offensives de l'armée birmane étaient facilement repoussées. Affaibli par la Seconde Guerre mondiale, aux prises avec plusieurs soulèvements locaux et menacé par des forces communistes de plus en plus imposantes, le gouvernement birman n'avait pas besoin des conflits potentiels avec le géant chinois que pourrait susciter la présence sur son territoire de troupes ennemies⁵².

Officiellement, le gouvernement birman demanda l'aide des États-Unis pour faire pression sur le gouvernement nationaliste de Taiwan afin que ce dernier retire ses troupes. Par contre, en privé, les autorités birmanes accusèrent la CIA de soutenir les troupes nationalistes dans le but d'effectuer des raids en Chine communiste et de menacer

⁵² David Wise and Thomas B. Ross, *The Invisible Government...*

le gouvernement birman s'il adoptait une attitude trop conciliante avec Pékin. L'ambassadeur Sebald faisait face à une situation des plus tendues et refusa qu'une agence de son propre gouvernement aggrave la situation. Dès les débuts de sa mission à Rangoon, l'ambassadeur Sebald répéta au département d'État que l'existence même de la république birmane en tant que démocratie parlementaire alliée aux États-Unis était en péril. Les troupes nationalistes devaient être retirées du territoire birman pour éviter que les relations entre les deux pays ne se détériorent de façon permanente. Washington répliqua que les États-Unis n'étaient aucunement impliqués et que le recours logique serait de protester auprès du gouvernement de Taïpeh. Sebald transmet fidèlement les instructions de ses supérieurs, mais il ne réussit jamais à convaincre les autorités birmanes de l'innocence des États-Unis. Le plus sceptique d'entre eux fut le chef d'état-major de l'armée birmane, le général Ne Win, responsable de la lutte contre les troupes nationalistes, qui confronta l'ambassadeur à plusieurs reprises⁵³.

Ne Win avait raison : la CIA soutenait les troupes nationalistes à partir de ses bases à Bangkok en Thaïlande. Or, l'opération était si secrète que les supérieurs de Sebald – occupant les positions inférieures à John Foster Dulles – ignoraient les actions de la CIA. L'ambassadeur en Inde, Chester Bowles, demanda et reçut des assurances de Washington quant à l'innocence de la CIA, et les transmit au premier ministre indien Jawaharlal Nehru. Certains hauts dirigeants de la CIA furent aussi tenus à l'écart. La Birmanie introduisit l'affaire devant les Nations unies et les États-Unis acceptèrent de s'impliquer dans la résolution du conflit. Ils proposèrent une conférence à quatre – Birmanie, Thaïlande, Taiwan et les États-Unis – pour tenter de trouver un terrain d'entente. Les quatre pays s'accordèrent sur un plan d'évacuation par la Thaïlande, mais il ne fut jamais mis en application⁵⁴.

Le 1^{er} novembre 1954, l'ambassadeur Sebald démissionna prétextant la mauvaise santé de sa femme, pour accepter un poste au département d'État. Il passa les trois prochaines années au gouvernement à tenter d'ouvrir les canaux de communications entre le département d'État et la CIA « *so that the left hand of the United States might know*

⁵³ *Ibid.*, p. 131

⁵⁴ *Ibid.*, p.132

*what the right hand was up to in its international dealings*⁵⁵». En fait, Sebald était furieux d'avoir été court-circuité par ses supérieurs et d'avoir été contraint de mentir aux autorités birmanes⁵⁶. Les troupes nationalistes ne furent repoussées en Thaïlande et au Laos qu'en 1961 par l'armée birmane qui découvrit plusieurs preuves de l'implication américaine. La nouvelle administration de John Kennedy en imputa la responsabilité au gouvernement de Tchang Kaï-chek l'accusant d'avoir détourné des fournitures militaires destinées à l'armée taiwanaise.

Cet événement démontra une volonté du secrétaire Dulles de tenter, par des moyens clandestins, une stratégie de *roll-back* en Asie, afin de garder ses promesses envers la Chine nationaliste et l'électorat américain de droite. Pour ce faire, Dulles dut transférer les responsabilités de la politique étrangère du pays des diplomates du département d'État aux fonctionnaires plus militants du Pentagone et de la CIA. Ces observations furent de nouveau validées par les événements qui se produisirent quelques années plus tard en Indonésie.

Dès 1957, l'administration Eisenhower chercha à renverser le gouvernement d'Achmed Sukarno en Indonésie et à soutenir les mouvements indépendantistes des îles de Sumatra, Java et Célèbes déclenchés par un groupe d'officiers de l'armée indonésienne (PEMESTA – l'acronyme indonésien pour la Charte du combat commun). De l'avis des dirigeants américains, Sukarno adoptait une politique trop indépendante et courtisait dangereusement les communistes. Ce dernier chercha pourtant seulement à se placer du côté des pays non alignés. Ce qui nous intéresse ici est le sort réservé à l'ambassadeur en poste à Jakarta, John Allison, lors du déroulement de ces actions clandestines. En poste depuis mars 1957, l'ambassadeur Allison se plaignit dès le mois de septembre au secrétaire adjoint responsable des affaires asiatiques⁵⁷, Walter S. Robertson, que les rapports des agents de la CIA sur la situation politique de l'Indonésie et sur les orientations politiques de Jakarta et des forces armées indonésiennes étaient trop alarmistes et ne reflétaient pas la réalité. Allison imputa ce type d'analyse au chef de la section du sud-est asiatique de la CIA, Al Ulmer. Selon Allison, Ulmer était un jeune homme qui n'avait aucune expérience de la région, alors que lui-même était, depuis le

⁵⁵ *Ibid.*, p. 133

⁵⁶ Audrey Kahin et George McT. Kahin, *Subversion as Foreign Policy...*, p. 10-11

⁵⁷ *Assistant Secretary of State for East Asian and Pacific Affairs*

départ de Sebald, l'ambassadeur possédant le plus d'expérience en Asie. Pour sa part, Ulmer décrit la situation en disant que « *Sukarno was beyond redemption* » et que « *Allison seemed confused and was inclined to be soft on communism* ⁵⁸ ».

Pour Allison, l'administration adopta des politiques qui gênèrent tout compromis et poussèrent à la polarisation des forces politiques à Jakarta. Il fut tout aussi convaincu que les craintes des dirigeants américains étaient accrues par les rapports des agents de la CIA. Le problème est que les dirigeants à Washington, en tête desquels se trouvaient les frères Dulles et le président Eisenhower, acceptèrent ces analyses alarmistes et les propositions de la CIA qui en découlaient. Même si on assura l'ambassadeur du contraire, l'analyse de la situation faite par l'ambassade fut complètement ignorée par Washington. Allison se mit donc à soupçonner que le gouvernement américain poursuivait deux politiques différentes et contradictoires envers l'Indonésie : une politique diplomatique qui passait par l'ambassade de Jakarta et une politique clandestine qui passait par la *CIA station*⁵⁹.

Le 4 janvier 1958, moins de dix mois après son arrivée, Allison reçut un télégramme du département d'État l'informant de son départ imminent pour Prague. La raison invoquée fut que l'ambassadeur semblait trop sympathique envers le gouvernement indonésien dans son conflit avec les mouvements indépendantistes et avec l'ancienne puissance coloniale, les Pays-Bas. Il était clair dès janvier que les autorités américaines cherchaient à briser les efforts de réconciliation entre le gouvernement central à Jakarta et le mouvement dissident tout en poursuivant des actions clandestines soutenant les rebelles. Le gouvernement américain vit ainsi la nécessité de poursuivre une politique interventionniste dont fut exclu son ambassadeur. L'ambassadeur Allison ne prit connaissance de l'étendue des activités clandestines de la CIA en Indonésie que quelques années plus tard et seulement par accident. Un officier supérieur de la marine américaine parla longuement des détails de l'opération à l'ambassadeur en pensant qu'il en avait été informé comme il aurait dû l'être⁶⁰.

Les événements entourant le licenciement de John Allison et son transfert à Prague montrent à quel point l'administration Eisenhower et le secrétaire Dulles

⁵⁸ Audrey Kahin et George McT. Kahin, *Subversion as Foreign Policy...*, p. 85

⁵⁹ *Ibid.*, p. 74

⁶⁰ *Ibid.*, p. 119 et 220, note 81 et p. 285, note 74

donnaient plus d'importance à l'analyse de la CIA qu'aux avis de leur ambassade à Jakarta, ce qui résulta en une politique beaucoup plus belliqueuse que ne le demandait la situation. Un aspect intéressant de cet épisode résida dans les actions plus importantes qui se produisirent après le départ de John Allison. La CIA et le Pentagone s'impliquèrent directement dans le soutien des dissidents de PEMESTA. Le plus difficile et le plus dangereux pour la CIA fut la création d'une aviation pour soutenir les rebelles. Étant donné qu'aucun pilote indonésien n'avait déserté, la CIA s'en remit à des mercenaires de sa compagnie d'aviation *Civil Air Transport* qui avait soutenu les forces de Tchang Kaï-chek en Chine. Or, le 27 mai 1958, le président Sukarno se présenta à la télévision en montrant les cartes d'identités de l'*US Air Force* et de la *Civil Air Transport* d'un pilote abattu, Allen Lawrence Pope, révélant au grand jour les mensonges du président Eisenhower et du secrétaire Dulles⁶¹. John Jacob Nutter résume bien la suite des événements :

What is important about the Indonesian operation is what didn't happen. The operation failed. It wasn't remotely deniable. The president got caught lying about it. And nobody cared? There was little international outcry, and no backlash at all in the United States. Indeed, few in the United States were even aware of these events⁶².

Si les succès relatifs remportés par la CIA au début des années 1950 en Iran et au Guatemala avaient conforté les dirigeants américains sur le bien-fondé de leur politique interventionniste, le manque de réaction de l'opinion publique et de la presse au cuisant échec en Indonésie les amenèrent à prendre de plus grands risques dans des actions clandestines, et ce, jusqu'au fiasco de la Baie des Cochons en 1961.

Nous pouvons tirer deux conclusions principales de ces récits. D'abord, il semble évident que l'administration Eisenhower n'hésita pas à passer outre aux conseils de ses ambassadeurs et même à les court-circuiter pour appliquer une politique étrangère clandestine par l'entremise des éléments plus militants de la CIA et du Pentagone. Il faut toutefois prendre chaque cas séparément et éviter de généraliser à propos des huit années de l'administration Eisenhower. Le secrétaire Dulles agit très différemment avec Loy

⁶¹ John Jacob Nutter, *The CIA's Black Ops...*, p. 54-55

⁶² *Ibid.*, p. 55-56. Italique dans le texte.

Henderson en Iran et, comme nous le verrons, avec John Peurifoy qu'avec William Sebald et John Allison. On peut en tirer une autre conclusion : à savoir l'importance du caractère, du tempérament et de la personnalité de l'ambassadeur. Ces critères affectent énormément la relation entre l'ambassadeur et le responsable de la CIA dans un pays et donc la nature de l'implication de l'ambassadeur dans l'opération clandestine. Il semble clair que le président Eisenhower et le secrétaire d'État Dulles accordèrent une place très importante à la CIA dans la conduite de leur politique étrangère. Il revient donc que la relation entre l'ambassadeur et la CIA affecta nécessairement l'attitude que Washington adopta envers son ambassadeur, à savoir son implication ou non dans l'opération clandestine.

Ceci nous amène à notre dernier élément. Le rôle de l'ambassadeur dans la conduite de la politique étrangère et, s'il y a lieu, dans l'élaboration et l'exécution d'opérations clandestines, est tactique plutôt que stratégique. En d'autres termes, les grandes lignes de la politique américaine envers un certain pays à un certain moment donné sont dictées par Washington et les avis des ambassadeurs sont recueillis et acceptés dans la mesure où ceux-ci s'inscrivent bien dans la politique du département d'État. De même, il revient au président et au secrétaire d'État de décider de l'ampleur du rôle qu'ils voudront accorder à l'ambassadeur. Ainsi, le rôle de ce dernier réside plus souvent dans la façon dont la politique étrangère américaine sera appliquée, plutôt que dans le choix et la nature même de cette politique. Si aucun rôle n'est accordé à l'ambassadeur ou si, pour quelque raison que ce soit, il est convenu que l'ambassadeur ne doit pas être mis au courant de l'opération, on passe simplement par-dessus sa tête.

Les exemples cités sont loin d'être les seuls où un ambassadeur eut certains conflits avec la CIA dans son pays d'assignation ou au contraire fut impliqué, directement ou indirectement, dans une opération clandestine de la CIA. En effet, certains doutes furent soulevés sur l'implication possible de l'ambassadeur Clare H. Timberlake dans les activités de la CIA au Congo qui menèrent à l'assassinat de Patrice Lumumba en 1961⁶³. De même, certains doutes furent soulevés sur le rôle qu'aurait pu jouer Henry Cabot Lodge, alors ambassadeur à Saigon, dans le renversement et l'assassinat de Ngo

⁶³ Voir Stephen Weissman, *American Foreign Policy Toward the Congo, 1960-1964*, Cornell University Press, Ithaca, New York, 1974, p. 89

Dinh Diem⁶⁴. Certains auteurs soutiennent aussi que les assassins de Rafaël Trujillo en République Dominicaine furent encouragés par certains fonctionnaires du département d'État et de la *CIA station*⁶⁵. Un autre cas où le département d'État et la CIA ont court-circuité l'ambassadeur fut le renversement de Salvador Allende au Chili en 1973⁶⁶. Lors d'une réunion avec ses principaux conseillers, le président Nixon ordonna expressément aux responsables de la CIA que les préparatifs pour une tentative de coup d'État, connu sous l'appellation *Track II*, soient fait à l'insu des départements d'État et de la Défense, ainsi que de l'ambassade de Santiago⁶⁷. Ce qui est important de comprendre ici est que le rôle des ambassadeurs dans la diplomatie américaine et dans l'exécution d'opérations clandestines de la CIA est un champ fort peu exploré de l'histoire de la politique étrangère américaine et que des études sérieuses doivent être menées sur ces cas et bien d'autres. Maintenant que nous avons vu des exemples d'ambassadeurs américains impliqués de près ou de loin dans des activités de la CIA, nous analyserons rapidement l'expérience des ambassadeurs qui ont précédé John Peurifoy au Guatemala afin de montrer l'évolution des relations entre les États-Unis et le Guatemala et le rôle joué par ces ambassadeurs. Ceci nous permettra par la même occasion de démontrer comment les administrations Truman et Eisenhower en sont venues à percevoir l'évolution de la menace communiste au Guatemala.

⁶⁴ Voir John Jacob Nutter, *The CIA's Black Ops...*, p. 96-97. Dans un communiqué au président Johnson, l'ambassadeur Lodge explique que « *we were not involved in the coup [and] were in no way responsible for the death of Diem [but] American pressures... encouraged the coup* ». Voir *FRUS*, 1961-1963, vol. 4, p. 635

⁶⁵ John Jacob Nutter, *The CIA's Black Ops...*, p. 157, note 39. Notons qu'au moment de l'assassinat de Rafaël Trujillo le 30 mai 1961, l'ambassade américaine était officiellement fermée depuis août 1960. La CIA fit toutefois parvenir des armes pour les assassins par la valise diplomatique du Consulat général américain en violation flagrante du droit international. Les armes ne furent officiellement jamais remises aux conspirateurs. Voir Satish Kumar, *CIA and the Third World : A Study in Crypto-Diplomacy*, Vikas Publishing House, New Delhi, 1981, p. 56-58 et États-Unis, Sénat, *Alleged Assassination Plots Involving Foreign Leaders...* p. 5 et 191-214

⁶⁶ Voir le récit de Nathaniel Davis, alors ambassadeur américain à Santiago, dans C. Neale Ronning et Albert Vannucci, *Ambassadors and Foreign Policy...* De même, voir le récit dans ses mémoires : Nathaniel Davis, *The Last Two Years of Salvador Allende*, Cornell University Press, Ithaca, New York, 1985

⁶⁷ Christopher Andrew, *For the President's Eyes Only...*, p. 371

D) Les ambassadeurs américains et la révolution guatémaltèque : arrogance ou incompréhension ?

Au moment de l'entrée en fonction du président Eisenhower, la plupart des Américains et des membres de l'administration identifiaient le nationalisme au mouvement d'indépendance qu'ils avaient eux-mêmes vécu plus de cent soixante-dix ans auparavant. Le nationalisme était identifié à un groupe de pays bien définis qui cherchaient à rompre le lien colonial qui les unissait à leur métropole. Dans les années 1950, toute autre définition du nationalisme ne pouvait qu'être un prétexte pour l'imposition d'un régime totalitaire de type soviétique. Le néocolonialisme n'existait tout simplement pas et n'était qu'un terme brandi par les communistes. Les dirigeants américains et la population en général n'auraient jamais pu accepter ou comprendre le concept de nationalisme révolutionnaire défini par Thomas Leonard :

*The destruction of an imperial based semi-feudal society by an identifiable group of people in order to establish an economic, political and social order that more equitably integrated the majority of the population into the nation's dynamics*⁶⁸.

Cette définition du nationalisme révolutionnaire de Leonard représente pourtant très bien les buts de la révolution guatémaltèque de 1944. Et si c'est l'administration Eisenhower qui décida finalement de renverser le gouvernement de Jacobo Arbenz, c'est sous la présidence de Harry Truman que les dirigeants américains échouèrent à distinguer entre nationalisme et communisme. Deux facteurs importants nous aident à comprendre les raisons qui amenèrent les dirigeants américains à voir la révolution guatémaltèque comme communiste plutôt que nationaliste. D'une part, leur stratégie globale d'endiguement du communisme dirigé contre l'Union soviétique se définissait presque exclusivement en termes militaires. À l'exception du Plan Marshall, aucun programme d'aide ou stratégie du gouvernement américain ne reconnaissait l'importance des inégalités économiques et sociales dans le bouleversement des structures politiques. D'autre part, Thomas Leonard identifie les rapports des ambassades et du *Federal Bureau of Investigation* (FBI) puis de la CIA⁶⁹ comme un facteur important dans le

⁶⁸ Thomas Leonard, « Nationalism or Communism? The Truman Administration and Guatemala, 1945-1952 », *Journal of Third World Studies*, vol. 7, no. 1, 1990, p. 169

⁶⁹ Notons qu'avant la création de la CIA en 1947, c'est le FBI qui était responsable des services de renseignements américains en Amérique latine.

processus de compréhension de la situation politique au Guatemala⁷⁰. Pour cette raison, nous porterons notre attention sur les ambassadeurs américains qui se succédèrent depuis les débuts de la révolution de 1944 afin de comprendre l'évolution de la relation entre les gouvernements guatémaltèque et américain.

En poste depuis mars 1943, l'ambassadeur Boaz Long assista de façon plutôt distante à la chute de Jorge Ubico en juillet 1944, à la chute de Federico Ponce en octobre et à l'inauguration de Juan José Arévalo en mars 1945. L'un des seuls ambassadeurs assignés à la présidence d'Arévalo qui avait de l'expérience en Amérique centrale, Long servit préalablement comme ambassadeur au Salvador, au Honduras et au Nicaragua. Dans les années 1910, Long agit comme médiateur dans les disputes frontalières entre le Guatemala et le Honduras avant d'être représentant de l'IRCA en Amérique latine dans les années 1920. Or, ses 30 années d'expérience dans la région ne lui permirent pas de prévoir les bouleversements de 1944. Malgré les manifestations contre Ubico qui se propagèrent à la fin de juin et malgré les nombreux rapports qui affluèrent à l'ambassade sur l'imminence d'une révolte ouverte, il planifia des vacances à sa résidence du Missouri durant cette période. Dans le but d'excuser cette négligence, Long écrivit au président Roosevelt que « *the farthest thing from my thought when planning to visit the middle west this fall was that Ubico, firmly seated here for thirteen years, should give up the Presidency so unexpectedly* ⁷¹ ». La révolution d'octobre prit aussi le vétéran diplomate par surprise puisqu'il se trouvait encore en vacances lors des soulèvements contre Ponce. Son attitude envers les dirigeants de la junte révolutionnaire fut d'adopter une neutralité bienveillante. Il ne fit rien pour soutenir le dictateur qu'il considérait comme un anachronisme, mais il ne fit rien pour soutenir les révolutionnaires. Les instructions du département d'État étaient claires : il ne devait pas se mêler de la situation et limiter ses bons offices à la transmission de messages entre les deux factions. Long remarqua avec raison que le départ d'Ubico et de Ponce faisait pencher la balance politique vers la gauche, mais il nota que l'intensité de la ferveur nationaliste était difficile à juger⁷².

⁷⁰ Thomas Leonard, « *Nationalism or Communism? ...* », p. 170

⁷¹ Cité dans Richard Immerman, *The CIA in Guatemala ...*, p. 84

⁷² Paul J. Dosal, *Doing Business with the Dictators, ...* p. 80, 90 et 104; Piero Gleijeses, *Shattered Hope ...*, p. 25; Thomas Leonard, « *Nationalism or Communism? ...* », p. 171-172

Les responsables américains soulignèrent le fait que le Guatemala, avec ses grandes disparités de richesse et son mode de distribution des terres déficient, représentait un terrain fertile pour l'avancement des idées communistes, mais il n'y avait pas de consensus sur l'étendue de l'influence communiste dans le pays. Pour sa part, Long croyait que plusieurs des réformes envisagées par les chefs du *Vanguardia Democrática* « avaient du sens » et que les chefs du parti étaient plus idéalistes que communistes. Pris complètement au dépourvu par la chute d'Ubico, les dirigeants américains abordèrent la révolution avec beaucoup de perplexité et d'appréhension. Plusieurs responsables craignaient que les États-Unis ne soient identifiés avec le régime déchu de Jorge Ubico et qu'ils soient vus comme des complices des politiques brutales de la dictature. Ces craintes furent plus ou moins entretenues par les nombreuses manifestations anti-américaines dans la capitale guatémaltèque qui suivirent la chute du dictateur. L'ambassadeur Long fut transféré en Colombie tout de suite après l'inauguration du président Arévalo, probablement parce qu'il représentait un symbole de cette association entre le gouvernement américain et la dictature d'Ubico⁷³.

Suite aux réformes entreprises par le président Arévalo, ce dernier fut abandonné par certains membres de l'élite conservatrice qui avaient soutenu quelques-uns de ses principes et par la bourgeoisie qui s'opposait à des réformes de fond de la société guatémaltèque. Ces opposants identifièrent rapidement le président aux idées communistes. Toutefois, le nouvel ambassadeur américain, Edwin J. Kyle, ne partagea pas cette perception des opposants de l'administration Arévalo. Kyle, un ancien président du *Agricultural and Mechanical College of Texas* et expert agricole familier avec la région, sympathisa avec le gouvernement guatémaltèque et nota que les soupçons d'influence communiste étaient sans fondements, du moins en ce qui concernait le président Arévalo. Il compara l'étiquette communiste apposée à Arévalo à l'opinion de certains de ces amis texans à l'endroit du président Franklin Roosevelt et de ses réformes du *New Deal*. Le département d'État et la CIA semblèrent d'accord avec cette observation. En août 1945, le département d'État ajouta que le communisme des

⁷³ Thomas Leonard, « *Nationalism or Communism?...* », p. 175-176; Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 84-85

dirigeants communistes guatémaltèques « *[was] more local than international and that in other circumstances and countries [they might] be named advanced liberals* »⁷⁴.

Au moment de la promulgation du Code du travail par l'administration Arévalo en 1947, l'ambassadeur Kyle soutint catégoriquement les bienfaits de la nouvelle législation en ajoutant qu'elle permettait une amélioration notable des conditions de vie des Guatémaltèques sans cibler indûment les compagnies américaines. L'ambassadeur dut toutefois se raviser lorsque les dirigeants à Washington, contre l'avis du conseiller juridique du département d'État et de l'ambassade au Guatemala, l'exhortèrent à soutenir les plaintes de l'*United Fruit* à l'effet que certains articles de la loi étaient discriminatoires envers la compagnie. Kyle était un grand partisan des vertus de la grande entreprise et ne voyait pas de paradoxe à soutenir les réformes du gouvernement Arévalo et les bienfaits que l'*United Fruit* apportait au Guatemala. Il dut toutefois se résoudre à défendre les plaintes de la compagnie envers le gouvernement guatémaltèque, mais pas pour longtemps : il remit sa démission à l'été 1948 pour être remplacé par Richard C. Patterson⁷⁵.

Kyle n'était pas, tout comme Patterson, un diplomate de carrière. Nommé par Roosevelt, Kyle avait accepté la demande de Truman pour qu'il poursuive sa mission, mais il avait clairement exprimé le souhait de ne pas rester longtemps. L'administration Truman n'aurait probablement pas demandé à Kyle de rester plus longtemps étant donné le changement d'attitude qui s'installait chez les hauts dirigeants américains concernant la menace communiste au Guatemala. L'ambassadeur sympathisait avec l'administration Arévalo qui l'appréciait parce qu'il semblait comprendre les difficultés qui pesaient sur le Guatemala et la nécessité des réformes mises de l'avant. Il remarqua à un ami que les Guatémaltèques semblaient apprécier un ambassadeur qui n'était pas intéressé par la politique et qui voulait les aider dans le développement de leurs ressources qui étaient surtout agricoles. Or, au tournant des années 1947 et 1948, le département d'État perçut

⁷⁴ Cité dans Thomas Leonard, « *Nationalism or Communism?...* », p. 178; Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 97

⁷⁵ Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 98; Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 54; Thomas Leonard, « *Nationalism or Communism?...* », p. 178

le besoin d'avoir un ambassadeur qui s'intéressait justement à la politique, et nomma Patterson pour lui succéder⁷⁶.

Si Kyle jugea les réformes d'Arévalo nécessaires, Truman savait que Patterson ne serait pas si « naïf ». Patterson fut un homme d'affaires avant d'être un diplomate. Il avait peu d'expérience en politique étrangère et ne connaissait à peu près rien de l'Amérique latine. Sa seule expérience comme ambassadeur se résuma aux trois années qu'il passa en Yougoslavie de 1944 à 1947. L'ambassadeur ne fut pas assez futé pour comprendre la scission entre son pays hôte et l'Union soviétique qui se matérialisa à l'été de 1948. Plutôt que d'exploiter ces divisions, il critiqua ouvertement les pratiques économiques yougoslaves. Ses interventions répétées dans ce que Tito considérait être les affaires internes de son pays amenèrent le maréchal à demander son rappel en 1947. Patterson était aussi arrogant que Kyle avait pu être courtois. Il était dépourvu de sympathie pour le gouvernement guatémaltèque et ses réformes et se montra très réceptif aux accusations d'influence communiste lancées contre le président Arévalo⁷⁷.

La transition entre deux ambassadeurs aussi contrastés correspondit au changement d'attitude du gouvernement américain envers le communisme international en général et le gouvernement guatémaltèque en particulier. Comme le montre Thomas Leonard, ce phénomène se manifesta très bien dans chacun des pays centre-américains dans la façon dont les rapports d'ambassades furent analysés et interprétés par le département d'État⁷⁸. Bien qu'il y eût rarement consensus au sein de l'administration américaine concernant l'étendue de l'influence communiste au sein de l'administration Arévalo, une attitude plus dure des États-Unis envers le communisme en Europe et en Asie influença les vues des dirigeants américains sur le président Arévalo et le communisme guatémaltèque. Le président Arévalo s'efforça de se distancier publiquement des communistes et qualifia ses réformes de « rooseveltiennes », mais plusieurs responsables américains commencèrent à voir une influence plus marquée des idées communistes au sein du gouvernement guatémaltèque.

⁷⁶ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 97-98

⁷⁷ *Ibid.*, p. 97-98; Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 98

⁷⁸ Voir Thomas Leonard, *The United States and Central America, 1944-1949: Perceptions of Political Dynamics*, University of Alabama Press, University, Ala, 1984

Le journal *The Nation* remarqua que la nomination de Patterson comme ambassadeur était un choix des plus inappropriés pour un pays en pleine révolution sociale et économique⁷⁹. Patterson fit savoir au président Arévalo que sa tâche était de protéger et de promouvoir les investissements américains au Guatemala. Il sermonna le président sur les péchés de la révolution et sur la persécution des compagnies américaines. Il défendit la position de l'*United Fruit* dans son conflit concernant le Code du travail, pendant que les dirigeants américains servaient le même discours à l'ambassadeur guatémaltèque à Washington. Patterson fit montre d'une étroitesse d'esprit considérable et de solides préjugés face au communisme. Dans une allocution devant le *Rotary Club* en 1950, il exposa sa façon de déterminer si une personne était communiste ou non ; ce qu'il appelait le « *duck test* » :

*Suppose you see a bird walking around in a farm yard. The bird wears no label that says "duck". But the bird certainly looks like a duck. Also, he goes to the pond and you notice that he swims like a duck. Then he opens his beak and quacks like a duck. Well, by this time you have probably reached the conclusion that the bird is a duck, whether he's wearing a label or not*⁸⁰.

Comme le remarque Richard Immerman, cette façon de penser et son appui explicite en faveur des compagnies américaines s'inscrivirent parfaitement dans ce que l'auteur appelle le « *cold war ethos* ». Les sermons de Patterson à l'endroit d'Arévalo ne constituèrent pas une reprise de la diplomatie du dollar. L'ambassadeur et les autres dirigeants américains virent toute opposition aux États-Unis ou aux compagnies américaines comme une indication de sympathies communistes. Pourquoi donc s'opposer aux États-Unis, se demandèrent-ils ? Il ne faudrait pas croire que la politique étrangère américaine envers le Guatemala ne servait qu'à défendre les intérêts des compagnies américaines. Dans la mesure où les responsables américains définirent l'influence communiste comme affectant négativement le climat d'investissement au Guatemala, la position du gouvernement américain est plus facile à comprendre⁸¹. L'ambassadeur Patterson et les dirigeants américains refusèrent de voir dans les réformes guatémaltèques

⁷⁹ Cité dans Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 97; Thomas Leonard, « *Nationalism or Communism?...* », p. 179, 180 et 186; Thomas Leonard, *The United States and Central America...*, p. 91-93

⁸⁰ Cité dans Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 102

⁸¹ Willard Barber du département d'État affirmait en août 1949 que : « *[Communist influences were those which were] alien to American ideals and which have adversely affected Guatemala as a place for capital investment* ». Cité dans Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 82

une manifestation d'un nationalisme révolutionnaire et refusaient maintenant de voir les éléments communistes au Guatemala comme étant d'origine endogène. Par ce fait, le Guatemala devint, à leurs yeux, un avant-poste du communisme international en Amérique et la première manifestation en était, selon eux, la prétendue persécution des compagnies américaines⁸².

Patterson répéta publiquement ses invectives à l'endroit de l'administration Arévalo concernant le fait que les compagnies américaines étaient « *persecuted, prosecuted, and unmercifully kicked around over the past two years*⁸³ ». Au début de 1950, il alla beaucoup plus loin en demandant le congédiement de dix-sept fonctionnaires du gouvernement qu'il accusa être communistes. Il ajouta que si le président Arévalo refusait, les États-Unis seraient forcés de couper toute aide au Guatemala. Or, la patience du gouvernement guatémaltèque avait atteint ses limites. Le président Arévalo remarqua à Samuel Guy Inman, un universitaire spécialisé dans la région, que : « *you do not have an Ambassador of the United States, but a representative of United Fruit* ». Le 24 mars 1950, le ministre guatémaltèque des Affaires étrangères Ismael González-Arévalo demanda officiellement le rappel de Patterson soulignant que l'ambassadeur « *had overstepped the boundaries of propriety by demanding the resignation of their government's officials*⁸⁴ ». Le rappel de l'ambassadeur suscita un tollé au sein du Congrès américain. On lia rapidement la persécution des compagnies américaines avec le rappel de l'ambassadeur comme des preuves que le Guatemala représentait de plus en plus une menace communiste en Amérique. L'ambassadeur ne pouvait qu'être innocent : ces gestes résultaient tout simplement de l'accroissement de l'influence communiste au sein du gouvernement⁸⁵.

L'ambassadeur Patterson exprima des vues plutôt ambiguës sur le ministre de la Défense de l'administration Arévalo, Jacobo Arbenz. Le voyant comme un élément essentiel de la stabilité du gouvernement, l'ambassadeur perçut Arbenz comme un opportuniste qui ne faisait qu'utiliser le mouvement ouvrier en sa faveur avant de se retourner contre lui une fois élu. Parallèlement, il laissa planer la possibilité qu'Arbenz

⁸² Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 87-88

⁸³ Cité dans *Ibid.*, p. 99

⁸⁴ *Ibid.*, p. 99

⁸⁵ *Ibid.*, p. 98-101, 105 et 116; Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 117 et 132

partageait les vues idéologiques radicales de plusieurs de ses sympathisants au sein des partis révolutionnaires. Cette perception n'est pas sans rappeler les vues des ambassadeurs Long et Kyle. Tandis que Long vit Arbenz comme un militant idéaliste aux ambitions politiques floues, Kyle le situa dans les franges radicales des partis révolutionnaires. Or, aucun de ces ambassadeurs n'eut à transiger avec Jacobo Arbenz comme président du Guatemala ; cette tâche revint au successeur de Richard Patterson, Rudolf E. Shoefeld⁸⁶.

Shoefeld occupa divers postes dans sa carrière de diplomate, dont celui de représentant auprès du gouvernement polonais en exil lors de la Seconde Guerre mondiale ainsi que celui d'ambassadeur en Roumanie. Shoefeld devint un ardent critique de l'administration Arbenz. Il vociféra contre l'opportunisme des différents partis révolutionnaires qui empêchèrent la création d'un front de gauche anticommuniste. En août 1953, il accusa l'administration Arbenz de soutenir les éléments plus radicaux qui critiquaient l'implication des États-Unis dans la guerre en Corée. Toutefois, l'ambassadeur visa juste en observant que les communistes n'étaient aucunement présents dans les différents services de l'armée tout en soulignant l'importance capitale de cette institution. Shoefeld dut repousser plusieurs demandes d'aide matérielle et financière pour la réalisation d'un coup d'État par des opposants du président Arbenz. Jusqu'à l'été 1953, le gouvernement américain était disposé à les écouter attentivement, mais pas à soutenir un coup d'État.⁸⁷

Si Shoefeld partagea plus ou moins les mêmes vues concernant le danger communiste au Guatemala que son prédécesseur et son successeur, il agit fort différemment. Intelligent, intellectuel, patient et respectueux, il se démarquait radicalement de Patterson et de Peurifoy. Comme Gleijeses le remarque, Shoefeld avait toujours agi avec beaucoup de classe avec le président Arbenz et sa femme, mais les discussions entre les deux hommes ne menèrent jamais nulle part. Il y avait bel et bien un contraste frappant entre la personnalité de Shoefeld et celle de Peurifoy. Alors que le premier était poli et réservé, son successeur était arrogant et agressif. Or ce qui est

⁸⁶ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 107; Thomas Leonard, « *Nationalism or Communism?...* », p. 180-183

⁸⁷ Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 173, 181, 203, 219

important, c'est que leur perception de la situation était tout à fait similaire. Shoenfeld rapporta que l'influence des communistes au sein du gouvernement ne faisait que grandir et que ceci était visible dans les différentes réformes du gouvernement Arbenz, notamment la réforme agraire. Alors pourquoi est-ce que le secrétaire Dulles crut-il bon de devoir changer l'ambassadeur pour mener à bien l'opération PBSUCCESS? La réponse réside dans l'importance de la personnalité et du caractère de l'ambassadeur dont nous avons parlé plus haut. Shoenfeld ne possédait pas le tempérament pour mener à bien une opération aussi délicate et complexe que l'opération PBSUCCESS. Sa façon plutôt maladroite de régler une bévue de la CIA qui s'était fait prendre à mettre sous écoute les locaux du parti communiste en témoigne⁸⁸. La tâche devait être confiée à un homme moins orthodoxe, un homme qui ferait peur, un homme comme John Peurifoy. Gleijeses ajoute, en parlant de Peurifoy : « *His loud, aggressive personality [...] was an asset. He was sent to frighten. In the words of a Guatemalan colonel who turned against Arbenz, Peurifoy was "an abusive, arrogant ambassador – but this was very effective: he scared a lot of officers" »*⁸⁹.

On retrouve donc ici un avant-goût de la personnalité de l'ambassadeur Peurifoy et du contraste et des similarités de vues avec ses prédécesseurs. Le prochain chapitre nous permettra de dresser un portrait plus détaillé de l'homme et de ses expériences au sein du gouvernement et comme ambassadeur en Grèce. Des expériences qui ont sûrement eu un impact important sur sa façon de percevoir son pays d'accueil, la menace communiste en général et son rôle d'ambassadeur.

⁸⁸ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 136

⁸⁹ Cité dans Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 254; voir aussi les pages 252 et 363

Chapitre III

John E. Peurifoy : un homme de son temps

A) L'ascension d'un garçon d'ascenseur

Rien ne laissait présager que John Emil Peurifoy atteindrait un jour les plus hauts échelons de la fonction publique américaine. Or, en moins de sept ans, le jeune Peurifoy s'éleva au troisième plus haut poste de la hiérarchie du département d'État, acquérant une autorité sur l'ensemble du personnel du département et du service extérieur. Il fut ensuite rapidement reconnu comme un *troubleshooter* efficace, envoyé aux quatre coins du globe pour mener à bien la politique anticommuniste des États-Unis.

John Emil Peurifoy est né le 9 août 1907 dans la ville de Walterboro en Caroline du Sud. Son père John H. Peurifoy était procureur de district (*district attorney*) et associé, pour un temps, du futur secrétaire d'État James F. Byrnes. Sa mère, Emily Wright Peurifoy, mourut quand le jeune Peurifoy n'avait que six ans. Élevé principalement par son père et son oncle, le juge James E. Peurifoy, John Emil s'inscrivit à l'Académie militaire des États-Unis à West Point en 1926. Or, dès l'année suivante, il fut frappé par une pneumonie qui le tint à l'écart de ses études et le força à se retirer de l'Académie en janvier 1928. La mort de son père au même moment le força à devoir chercher un travail pour subvenir à ses besoins. Il ramassa son mince pécule et se dirigea d'abord vers l'ouest où il trouva du travail dans une banque du Missouri. En 1929, il revint sur la côte est pour travailler pour une compagnie d'assurance, puis pour une chaîne de restaurant dans la ville de New York. En 1934, les nouvelles réformes de l'administration Roosevelt qui firent grossir les rangs des fonctionnaires fédéraux convainquirent Peurifoy de se diriger vers la capitale nationale. Incapable de dénicher un poste au sein de la fonction

publique, il se résigna à faire fonctionner l'ascenseur du Capitole pendant plusieurs mois¹.

L'année suivante, il obtint un poste de commis au sein du département du Trésor dans la section des acquisitions. Sa performance impressionna ses supérieurs qui lui confièrent le poste de chef de sa section l'année suivante. Les choses allaient bien pour John Peurifoy : il rencontra, puis épousa le 2 octobre 1936, Betty Jane Cox, qui travaillait avec lui au département du Trésor. Sa section fut toutefois démantelée dès la fin de l'année suivante. Peurifoy abandonna les cours en administration des affaires qu'il avait commencés à l'*American University* et travailla pour un temps dans un magasin à rayons de la capitale avant de retourner à son ascenseur du Capitole. À la fin de l'été 1938, Peurifoy fut engagé comme analyste économique au département du Travail. Quelques mois plus tard, il trouva un poste similaire au département d'État. Dès ses débuts, Peurifoy allait connaître une ascension fulgurante au sein du département, accomplissant en moins de sept ans le saut de simple commis à un poste qui commandait l'un des meilleurs salaires de la fonction publique américaine².

Au département d'État, Peurifoy fut assigné à la division responsable des permis d'exportation réglementés par les lois de neutralité de 1935 et 1937. Dès l'année suivante, Peurifoy fut promu comme *divisional assistant*, puis comme *associate divisional assistant* et enfin en novembre 1941 comme *principal divisional assistant*. De 1942 à 1944, il fut représentant du département d'État au sein du *Board of Economic Warfare* et du *War Production Board*. Dans le cadre de ses fonctions, il fut envoyé à l'ambassade de Rio de Janeiro à la fin de 1942.

En avril 1944, il fut nommé cadre administratif au sein de l'*Office of Public Information* tout en cumulant, dès décembre, le poste de directeur adjoint de l'*Office of Public Affairs*. À la demande du secrétaire d'État d'alors, Edward R. Stettinius, Peurifoy fut envoyé à San Francisco en 1945 à la tête de l'équipe du département d'État qui prépara la tenue de la Conférence des Nations unies. Peurifoy dut, entre autres, assurer le logement des délégués à la conférence et ainsi coordonner l'octroi de 5600 chambres

¹ À moins d'avis contraire les éléments biographiques sur John Peurifoy jusqu'à sa nomination comme ambassadeur en Grèce proviennent de : Anna Rothe, *Current Biography : Who's News and Why*, H.W. Wilson Co., New York, vol. 10 (1949), p. 481-483 et *Who Was Who*, Marquis Who's Who, Chicago, vol. 3 (1951-1960), p. 682

² « Jack The Nimble », *Newsweek*, vol. 44, 12 juillet 1954, p. 19

d'hôtel. En plus de ces différentes fonctions, Peurifoy agit en 1945 et 1946 comme directeur adjoint de l'*Office of International Information and Cultural Affairs*³. Au début de l'année 1946, il fut envoyé à Londres pour assister le secrétaire général de la délégation américaine lors de la tenue de la première session de l'assemblée générale des Nations unies.

De retour au pays en mars 1946, il fut nommé adjoint au sous-secrétaire d'État Dean Acheson. Ce dernier avait été impressionné par ses qualités d'administrateur, notamment dans sa gestion de la conférence de San Francisco. Suite à l'élection de Truman et sa nomination de George C. Marshall comme secrétaire d'État en janvier 1947, ce dernier nomma Peurifoy au poste de secrétaire adjoint responsable de l'administration du département⁴. En mars 1949, Peurifoy refusa une offre de Louis Johnson, alors secrétaire à la Défense, d'occuper le poste de sous-secrétaire à la Défense⁵. Le 26 mai 1949, il fut finalement promu au poste de sous-secrétaire adjoint responsable de l'administration⁶, caractérisé par un journaliste de l'époque comme étant « *the same job, but with a fancier title and higher pay*⁷ ». En fait, ce n'était pas vraiment une promotion, mais le poste conférait plus de prestige au jeune Peurifoy. Le département d'État, par une procédure administrative, avait créé la position de *Deputy Under Secretary of State for Administration* après que le Congrès américain eût autorisé la création de dix postes d'*Assistant Secretary of State* (dont deux pouvaient porter le titre de *Deputy Under Secretary of State*) dans le *Department of State Organization Act* du 26 mai 1949. À cette époque, John Peurifoy fut lui-même largement responsable de cette réorganisation à la suite des recommandations de la Commission Hoover (*Commission on Organization of the Executive Branch of Government*). Appelé le « Peurifoy Plan », il prévit une intégration plus profonde du service extérieur au sein de l'appareil

³ Notons que l'*Office of Public Information*, l'*Office of Public Affairs* et l'*Office of International and Cultural Affairs* sont plus ou moins les organes de propagande du département d'État. Elles servent essentiellement à « informer » le public national et international sur la politique étrangère américaine. L'expérience qu'acquies Peurifoy fut utile lors de l'opération PBSUCCESS, notamment dans ses relations avec la presse.

⁴ Marshall nomma Peurifoy au poste de *Deputy Assistant Secretary of State for Administration* en janvier puis comme *Assistant Secretary of State for Administration* en mars.

⁵ Inscription du 23 mars 1949 dans Drew Pearson, *Diaries, 1949-1959*, (Édité par Tyler Abell), Holt, Rinehart & Winston, New York, 1974, p. 32

⁶ *Deputy Under Secretary of State for Administration*

⁷ Ralph DeToledano, « Unconventional Ambassador », *American Mercury*, vol. 74 (Oct. 1954), p. 30.

administratif du département d'État et une réorganisation des postes de secrétaires d'État adjoints.

À cette époque, les hauts échelons du département d'État furent occupés de cette façon : Dean Acheson au poste de secrétaire d'État ; James E. Webb au poste de sous-secrétaire d'État était responsable des opérations quotidiennes du département assisté de trois adjoints : Dean Rusk comme sous-secrétaire adjoint, George F. Kennan comme chef du *Policy Planning Staff* et John Peurifoy comme sous-secrétaire adjoint responsable de l'administration. Les quatre hommes faisaient partie du *Little Cabinet Club* du président Truman comme l'appelait le *New York Times*. Une fois par mois, ces hommes se rencontraient « *just to kick some ideas around and to get some steam behind them* »⁸.

Malgré les différents titres donnés à son poste, les tâches principales de John Peurifoy à partir de 1947 furent principalement les mêmes. Il fut responsable de la gestion de l'appareil bureaucratique du département d'État et du service extérieur qui incluait plus de 6000 employés au pays et 18 000 à l'étranger⁹. Il fut responsable de l'embauche, du congédiement et de la promotion du personnel ; de la préparation du budget du département ; des services de communications ; des arrangements de visites de dignitaires et du protocole ainsi que des mesures de sécurité. On peut comprendre facilement que son poste lui valut bien des inimitiés.

Le magazine *Newsweek* suggéra en 1954 que la principale contribution de Peurifoy au cours de ses années au département fut d'avoir protégé les prérogatives du département dans les batailles budgétaires avec le Congrès : « *Peurifoy's main contribution was in justifying the ways of the State Department to Congress, and in protecting departmental appropriations from the economy ax* »¹⁰. Or, si sa tâche la plus importante avait vraiment été celle-ci, il ne s'en serait probablement pas plaint, puisqu'il avait de très bonnes relations avec les membres du Congrès. Mais, au contraire, pendant la plus grande partie de son mandat au département d'État, il dut mener une enquête approfondie sur la loyauté du personnel du département et, durant la dernière année, se défendre contre les attaques du sénateur Joseph McCarthy.

⁸ Cabell Philips « The Men Around the President », *New York Times Magazine*, 11 septembre 1949, p. 69

⁹ Anna Rothe, *Current Biography...*, p. 482. Le département d'État affirme pour sa part que le nombre total d'employés du département en 1950 était de 8609 au pays (incluant les membres du *Foreign Service*) et de 7710 à l'étranger, pour un total de 16319 employés. Voir www.state.gov/r/pa/ho/faq/#personnel

¹⁰ « Jack The Nimble », *Newsweek*, vol. 44, 12 juillet 1954, p. 19

Comme nous l'avons mentionné, une des tâches de John Peurifoy était de s'occuper du personnel du département d'État et des mesures de sécurité. Dès janvier 1947, il avait été nommé par le président Truman pour siéger à la toute nouvelle commission présidentielle d'enquête sur la loyauté des employés fédéraux, créée par décret en novembre de l'année précédente. Or, ses responsabilités projetèrent Peurifoy au centre de la controverse suite au désormais célèbre discours d'un obscur sénateur du Wisconsin, Joseph R. McCarthy, le 9 février 1950. Dans son discours, le sénateur accusa le département d'État d'être rempli de communistes et d'espions soviétiques aux plus hauts échelons :

*While I cannot take the time to name all of the men in the State Department who have been named as members of the Communist Party and members of a spy ring, I have here in my hand a list of two hundred and five that were known to the Secretary of State as members of the Communist Party and who nevertheless are still working and shaping the policy of the State Department*¹¹.

Bien qu'une controverse s'ensuivit sur le nombre exact mentionné par McCarthy, ce dernier rectifia rapidement le tir en disant qu'au moins 57 communistes connus travaillaient toujours pour le département d'État. Dans une entrevue à la radio de Salt Lake City le lendemain, il réitéra ses accusations en soulignant que si le secrétaire d'État Acheson voulait connaître les noms, il n'avait qu'à les demander. Le sénateur demanda toutefois que les dossiers d'enquête sur la loyauté de ces personnes soient rendus publics, geste que le président Truman avait exclu par le décret présidentiel qui avait formé la commission responsable de ces enquêtes. Peurifoy ne perdit pas de temps à réagir et dès le 13 février, il envoya un télégramme à McCarthy lui demandant de nommer les 57 noms sur sa liste. Il poursuivit en insistant qu'il ne connaissait absolument aucun communiste au département d'État, en ajoutant « *but if I can find a single one, I will have him fired before sundown* »¹². Le sénateur répéta ensuite ses allégations dans l'enceinte du Sénat du 20 au 22 février.

Il manqua rapidement d'une cohésion entre les réponses données par le département d'État, la Maison-Blanche et les démocrates au Congrès. Pendant que

¹¹ Cité dans Richard H. Rovere, *Senator Joe McCarthy*, Harper & Row, New York, 1959, p. 125

¹² Richard M. Fried, *Men Against McCarthy*, Columbia University Press, New York, 1976, p. 46; *The New York Times*, 14 février 1950, p. 16

Truman écartait les accusations de McCarthy de façon simpliste comme étant farfelues, les membres du Congrès s'empressèrent de réunir un sous-comité pour enquêter sur les accusations du sénateur. Le Sénat créa un sous-comité, au sein du comité des affaires étrangères, présidé par Millard E. Tydings. Le département d'État, pour sa part, se prépara pour la guerre. Cette situation découla peut-être de l'attitude de la personne responsable de la défense du département, le sous-secrétaire adjoint John Peurifoy. Pendant les deux semaines qui séparèrent les accusations formulées par McCarthy au Sénat et les débuts de l'enquête par le comité Tydings au début du mois de mars, le département prépara sa défense. Le secrétaire d'État Acheson et le sous-secrétaire adjoint Peurifoy accueillirent publiquement l'enquête à venir tout en dénigrant les accusations de McCarthy. Le département assura ses arrières en préparant des contre-mesures et des réfutations. Jack K. McFall, qui était responsable des relations entre le département et le Congrès¹³, aurait dû être responsable de la réponse du département d'État auprès du Congrès, mais :

in order that McFall's office, then engaged in a major effort to improve the Department's standing with Congress, could avoid being drawn into the melee to the peril of bipartisanship, the task of framing departmental responses to McCarthy was given to Peurifoy¹⁴.

En fait, les tâches quotidiennes de répondre à chacune des accusations de McCarthy furent confiées à un comité *ad hoc* dirigé officieusement par le conseiller juridique du département, Adrian S. Fisher. C'est ce groupe qui fut chargé d'examiner méticuleusement les différents communiqués du sénateur et de faire la recherche et les enquêtes de terrain nécessaires pour réfuter ses accusations et préparer les réponses du département. John Peurifoy agit comme la face publique de cette offensive du département. Il s'opposa vigoureusement à chacune des accusations du sénateur devant le comité Tydings et dans les médias. La stratégie de Peurifoy, comme l'explique Drew Pearson dans ses mémoires, fut de prouver que le sénateur avait menti et de le faire réprimander par le Sénat¹⁵. Pour sa part, le sénateur McCarthy ne manqua pas de critiquer ouvertement le déroulement de l'enquête du comité Tydings presque paralysée par de

¹³ *Assistant Secretary of State for Congressional Relations*

¹⁴ Richard M. Fried, *Men Against McCarthy...*, p. 58-59

¹⁵ Inscription du 2 mai 1950 dans Drew Pearson, *Diaries, 1949-1959...* p. 125

futiles débats partisans. Soutenu par ses alliés républicains, McCarthy attaqua sans merci le secrétaire d'État Acheson, l'accusant de servir la cause soviétique en protégeant certains « communistes », comme Alger Hiss. De même, il attaqua John Peurifoy et le *Civil Service Loyalty Review Board* et son président, Seth W. Richardson¹⁶.

Peurifoy répondit en défendant avec vigueur l'intégrité du *Loyalty Board* et de son président en soulignant qu'il avait lui-même nommé Richardson à son poste. Il rédigea un communiqué cinglant à l'endroit de McCarthy selon lequel ses accusations étaient sans fondement et que le sujet était trop important pour la sécurité du pays et sa politique étrangère pour le laisser à des insinuations malveillantes. Le sénateur répliqua devant le comité Tydings en accusant le secrétaire Acheson d'utiliser Peurifoy comme bouclier en ajoutant : « *quit making a goat of young Peurifoy, who must do as he is told or lose is job* ». Peurifoy répliqua en qualifiant les affirmations du sénateur de tout simplement absurdes et ses tactiques de honteuses. Il ajouta que depuis que le secrétaire d'État George C. Marshall l'avait nommé à son poste, c'est lui seul qui était responsable de la sécurité au département d'État et jamais n'avait-il été court-circuité par Acheson¹⁷. Ces échanges de vues entre les deux hommes se poursuivirent jusqu'à l'annonce à la mi-juin du départ imminent de John Peurifoy du département d'État pour prendre le poste d'ambassadeur en Grèce. La chasse aux sorcières et la paranoïa créées par le sénateur McCarthy étaient loin d'être terminées, mais Peurifoy était retiré de l'avant-scène. Il fut officiellement nommé le 29 juillet et présenta ses lettres de créances au roi Paul de Grèce le 25 septembre. Dans une allocution devant la conférence des gouverneurs le 20 juin 1950, le secrétaire d'État Acheson rendit hommage à John Peurifoy et Carlisle H. Humelstein, qui aida le département d'État dans sa défense et qui combla le poste de Peurifoy après son départ, en précisant : « *They were so thorough, it sometimes surprised him that there was anybody left when these two brothers got through with them* ¹⁸ ». Le départ de John Peurifoy de l'avant-scène des enquêtes de McCarthy n'allait toutefois pas l'écarter de la controverse, comme le démontrent les trois années qu'il passa au poste d'ambassadeur en Grèce.

¹⁶ Richard M. Fried, *Men Against McCarthy...*, p. 59-75

¹⁷ *The New York Times*, 11, 12, 14, 17, et 18 mars 1950

¹⁸ *The New York Times*, 21 juin 1950, p. 22

B) John Peurifoy en Grèce : la face publique d'une ingérence officielle

Avant même sa nomination officielle au poste d'ambassadeur et chef de la mission d'aide économique en Grèce, la presse grecque de gauche et de droite vit l'arrivée de John Peurifoy d'un mauvais œil. Dès la mi-juillet 1950, la radio communiste avançait que l'arrivée de Peurifoy en Grèce coïncidait avec une intensification des préparatifs de guerre américains dirigée contre les Balkans. La radio faisait sans doute référence aux opérations de la CIA menée à partir de la Grèce dès 1949, notamment contre l'Albanie. Le communiqué ajouta que Peurifoy, « *a well-known machinator of the State Department, has in [the] past carried out anti-Communist mission assigned [to] him by [the] State Department* ». Le journal de droite, *Ethnikos Kyrix*, pour sa part, douta des convictions anticommunistes du nouvel ambassadeur en affirmant – faussement – qu'il avait été soupçonné de sympathies communistes lors de la saga McCarthy. Or, la presse plus modérée affirma simplement que l'arrivée de John Peurifoy attestait d'un intérêt toujours marqué des États-Unis envers la situation politique difficile en Grèce¹⁹.

Le quotidien de centre *Vema* exposa dans son éditorial du 28 octobre 1950 son interprétation de la politique étrangère américaine envers la Grèce et le rôle que devrait y jouer l'ambassadeur Peurifoy. En expliquant, bien naïvement, que la politique américaine en était une de stricte neutralité, l'éditorial ajouta que cela ne voulait pas dire que les dirigeants américains étaient indifférents face à la situation politique instable en Grèce. *Vema* croyait que l'ambassadeur allait sûrement poursuivre cette politique en s'abstenant de s'impliquer dans les débats des formations politiques tout en pressant le gouvernement à réaliser des réformes jugées utiles pour une utilisation plus efficace de l'aide prévue par le plan Marshall.

*In other words American diplomacy does not intend at this moment to take active action or even to give advice or recommendations for or against any solution whether it concerns the preservation of the present government, the formation of another based, of course, on Parliament or the holding of elections*²⁰.

¹⁹ Traduit dans Harold B. Minor to Secretary of State, télégramme 186, 15 juillet 1950, Record Group (RG) 59 Central Decimal File, 1955-1959, NA 123 *Peurifoy, John E.*, boîte 796 (indiqué ensuite par NA 123). Voir aussi, Robert B. Memminger to Department of State (DOS), tél 388, 12 septembre 1950, NA 123

²⁰ *Vema*, 28 octobre 1950 traduit dans Memminger to DOS, tél 688, 2 novembre 1950, NA 123. Italique ajouté.

Les mots clés ici sont « *at this moment* » puisque si, au départ, Peurifoy ne s'immisça pas publiquement dans les débats politiques internes, il agit rapidement comme la plupart de ses prédécesseurs en s'impliquant directement comme un acteur de premier plan dans la politique grecque. Le premier discours d'importance que l'ambassadeur prononça devant le *Piraeus Propeller Club*²¹ le 31 octobre 1950 fut largement commenté par la presse grecque. On apprécia les commentaires de l'ambassadeur qui indiquait qu'en dépit de l'instabilité causée par une situation économique difficile et par l'incapacité du gouvernement de coalition d'agir, il n'avait pas l'intention d'intervenir directement, ni même de recommander des actions au gouvernement grec²².

Or, l'attitude de l'ambassadeur changea complètement au cours de l'année suivante. Le déclenchement de la guerre de Corée en juin 1950 et l'intervention subséquente des forces américaines sous la bannière onusienne, puis l'entrée de la Chine dans le conflit changèrent dramatiquement les objectifs américains en Grèce, en portant au premier plan l'objectif d'empêcher toute influence communiste au sein du gouvernement grec et de favoriser l'intégration du pays dans les institutions occidentales, notamment l'OTAN²³. En fait, les services de renseignement américains n'avaient pas prévu le conflit coréen puisque les dirigeants américains percevaient le bloc communiste comme étant monolithique et dirigé par le Kremlin. Pour eux, les cibles les plus probables du Kremlin étaient Berlin, la Turquie, la Grèce et l'Iran²⁴. De là l'importance accrue donnée au pays d'assignation de Peurifoy.

Le discours de l'ambassadeur devant le *Propeller Club* l'année suivante traduisit le changement de politique de la part de Washington. Le département d'État, à l'incitation du secrétaire d'État Acheson, dut même demander à l'ambassadeur de corriger certains commentaires qu'on aurait pu juger un peu trop interventionnistes²⁵. Dans son discours, Peurifoy ne fit rien de moins que de critiquer ouvertement les actions

²¹ Le *Piraeus Propeller Club* est l'équivalent d'une chambre de commerce américaine à Athènes. Le Pirée est le port et une banlieue industrielle d'Athènes.

²² Pour une copie de son discours, voir Memminger to DOS, tél 689, 2 novembre 1950, NA 123. Pour les réactions de la presse, voir Meminger to DOS, tél 701, 4 novembre 1950, NA 123

²³ Theodore A. Coulombis, *Greek Political Reaction to American and NATO Influences*, Yale University Press, New Haven, 1966, p. 53

²⁴ Christopher Andrew, *For the President's Eyes Only...*, p. 184

²⁵ Acheson to AmEmbassy Athens, Deptel 1876, 18 octobre 1951, NA 123

du gouvernement grec comme étant insuffisantes pour résoudre les problèmes économiques du pays et se permit de réclamer que certaines mesures soient prises « dès maintenant ». Il demanda même une révision immédiate du budget national pour prendre en compte une réduction possible de l'aide américaine, conséquence de l'inaction du gouvernement grec²⁶. Cette attitude plus interventionniste s'amplifia au cours des mois suivants.

Les élections du 9 septembre 1951 avaient porté au pouvoir le chef du parti EPEK (Union nationale progressiste du centre), le général Nikolaos Plastiras. Un nouveau parti politique de droite avait vu le jour, *Ellinikos Synaghermos* (Rassemblement du peuple grec) dirigé par l'ancien chef des forces armées grecques, le maréchal Alexandros Papagos. L'arrivée du maréchal Papagos avait été largement soutenue par les Américains et en particulier par l'ambassadeur Peurifoy. Le maréchal était vu comme une personnalité forte capable d'unir les différents éléments de la société grecque, de former un gouvernement majoritaire et de mettre de l'avant les réformes nécessaires à la récupération économique du pays. Il était vu comme farouchement anticommuniste et opposé à toute coopération avec la gauche. Le *Synaghermos* obtint une pluralité du vote, mais à défaut d'avoir pu récolter une majorité des sièges au Parlement, le maréchal Papagos refusa de former un gouvernement minoritaire²⁷.

La « solution Papagos » n'était pas nouvelle. Avant de quitter son poste de chef du *Joint United States Military Aid Group* (JUSMAG) en Grèce à l'été 1950, le général James A. Van Fleet écrivit au département d'État pour lui faire part de ses craintes envers le général Plastiras qu'il jugeait dangereux. Il avança les mêmes fausses accusations qui convainquit l'administration Eisenhower que le président du Guatemala, Jacobo Arbenz, était communiste. Il affirma que le gouvernement du général Plastiras avait favorisé le maintien d'éléments communistes et cryptocommunistes aux plus hauts échelons de l'administration. Pour remédier à cette situation, il recommanda rien de moins que d'imposer de nouvelles élections et de favoriser la montée au pouvoir du maréchal

²⁶ Texte du discours reproduit dans : Peurifoy to SecState, tél 1796, 19 octobre 1951, NA 123

²⁷ Giannes Roumpates, *Tangled Webs : The U.S. in Greece, 1947-1967*, Pella Publishing, New York, 1987, p. 89-90

Papagos²⁸. Or, à ce moment, l'ambassade américaine, plus ou moins coincée entre le départ de Henry Grady et l'arrivée de John Peurifoy, n'avait pas cru bon d'agir en ce sens.

Dès le début de 1952, l'ambassadeur Peurifoy suivit plus ou moins les recommandations mises de l'avant par le général Van Fleet. En mars de l'année précédente, l'ambassadeur avait écrit au secrétaire d'État Acheson : « *Embassy sees no reason [to] encourage Papagos solution unless international situation worsens or all other means [to] achieve [a] stabler [sic] Government fail* »²⁹. Acheson lui répondit qu'il était d'accord avec les constatations de l'ambassade et ajouta que Peurifoy pourrait être amenée à « encourager » une solution politique mieux à même de procurer la stabilité politique demandée par les dirigeants américains. Le secrétaire d'État précisa ses propos en disant que si l'ambassade devait intervenir, il faudrait « si possible » que la solution Papagos suive les procédures constitutionnelles grecques³⁰. Il était donc prévu que le département d'État et l'ambassade d'Athènes, si cela s'avérait nécessaire, encourageraient l'accession au pouvoir du maréchal Papagos par tous les moyens possibles, incluant possiblement des moyens extra-constitutionnels. Il restait maintenant à trouver le moment – ou le prétexte – pour que l'ambassadeur intervienne.

Au cours de l'année, un débat s'ouvrit quant à la possibilité de tenir des élections dès l'automne 1952. La raison principale qui poussa à des élections précipitées fut l'insistance que mettait le *Synaghermos* à exclure la gauche communiste du gouvernement. Cette critique avait été précipitée par l'adhésion au *Synaghermos* de deux députés du parti EPEK de Plastiras. Pour combler cette perte, Plastiras avait accepté que deux députés, membres du parti communiste grec EDA (Parti de la gauche démocratique unie), rejoignent la coalition gouvernementale³¹. Le 19 août 1952, l'ambassadeur Peurifoy trouva l'occasion d'intervenir dans le débat et reprit les accusations de Papagos sur la participation des communistes au gouvernement grec. Il insista sur le fait qu'il y avait autant de députés communistes au Parlement qu'avant (soit dix) et que les deux qui

²⁸ *Ibid.*, p. 85-87. Voir les recommandations spécifiques de Van Fleet dans États-Unis, Département d'État, *Foreign Relations of the United States (FRUS)*, 1950 vol. V « The Near East, South Asia, and Africa », GPO, Washington D.C., 1978, p. 395

²⁹ *FRUS* 1951, vol. V « The Near East and Africa », p. 470

³⁰ *Ibid.*, p. 471

³¹ Theodore Coulombis, *Greek Political Reaction...*, p. 67

participaient maintenant au gouvernement n'avaient pas pour autant changé leurs vues³². Le lendemain, il poursuivit son offensive dans une entrevue donnée au quotidien *Vema*, qui soutenait la candidature de Papagos : les Grecs devaient maintenant choisir entre Papagos et Plastiras et cela devait se faire dans le cadre de nouvelles élections tenues sous un système majoritaire à un tour. Deux jours plus tard, le département d'État publia un communiqué dans lequel il soutint pleinement les affirmations de l'ambassadeur en ajoutant que la situation en Grèce réclamait un gouvernement fort et stable qui pourrait mieux gérer l'aide américaine³³.

Ce sont les événements du mois de mars qui avaient ouvert le débat sur le choix d'un système électoral et avaient entraîné une autre intervention flagrante de l'ambassadeur dans la politique grecque. La Grèce était alors dirigée par une coalition des deux principaux partis du centre. Un débat s'ouvrit sur le mode de scrutin pour les prochaines élections. Alors que le jeune parti de droite *Synaghermos* favorisait le système majoritaire à un tour, deux membres clés de la coalition gouvernementale, Sophocles Venizelos et Konstantinos Rentis, proposèrent un retour au système proportionnel. Or, pendant que la controverse était à son paroxysme, l'ambassadeur Peurifoy se mêla directement aux débats et déclara le 15 mars :

Because the American government believes that the reestablishment of the 'simple proportional' election method, with its unavoidable consequences of the continuation of government instability, would have destructive results upon the effective utilization of American aid to Greece, the American Embassy feels itself obliged to make its support publicly known for the patriotic position of the Prime Minister Plastiras with regards to this subject³⁴.

L'ambassadeur avait apparemment réussi à convaincre le premier ministre Plastiras des avantages de ce type de scrutin. Il avait ainsi clairement affiché les vues de la politique américaine sur les mérites du système majoritaire, sans égard au principe de non-ingérence dans les affaires politiques internes du pays hôte. L'ambassadeur expliqua au département d'État qu'il avait été contraint d'agir ainsi pour éviter que Venizelos et Rentis placent le premier ministre Plastiras devant un fait accompli. En effet, Peurifoy était persuadé, malgré les assurances données par Venizelos, que les deux hommes

³² *Ibid.*

³³ *Ibid.*, p. 52

³⁴ Giannes Roumpates, *Tangled Webs...*, p. 115

essaieraient d'imposer le vote sur l'adoption du système proportionnel au Parlement. L'ambassadeur avait averti ses « amis grecs » que les États-Unis associaient l'adoption d'un scrutin majoritaire à un tour à la gestion de l'aide économique et n'hésiteraient donc pas à rendre publiques leurs vues sur ce sujet. L'ambassadeur s'engagea toutefois auprès du département d'État à ce que l'ambassade d'Athènes « *will endeavor to see to it that our interference is limited to indispensable minimum and carried out as discreetly and inconspicuously as possible* »³⁵.

L'« affaire Peurifoy » ne manqua pas de susciter la controverse dans la presse de centre et de gauche³⁶. Les critiques devinrent si acerbes que le premier ministre Plastiras et l'ambassadeur grec à Washington durent présenter leurs excuses au gouvernement américain pour les attaques lancées contre l'ambassadeur³⁷. Or le rôle de l'ambassadeur avait été décisif. Comme le remarqua le roi Paul, le scrutin majoritaire fut adopté parce que Peurifoy avait insisté – en jouant de la menace d'une suspension de l'aide américaine – et avait su convaincre le général Plastiras³⁸. Aux élections du 16 novembre 1952, le parti du maréchal Papagos obtint la majorité en récoltant 49,2 % des suffrages, mais en vertu du nouveau système électoral majoritaire à un tour, le parti récolta 247 des 300 ou 82,3 % des sièges du Parlement. La stratégie de l'ambassadeur et du département d'État en faveur de la formation d'un système bipartite qui excluait les communistes avait réussi³⁹.

L'intervention de John Peurifoy dans le débat menant aux élections de novembre 1952, ne fut pas la seule occasion où il intervint dans des questions politiques grecques, mais ce fut la plus percutante. Ce type d'ingérence n'avait rien de nouveau pour un ambassadeur américain à Athènes. Par exemple, dans les débats houleux entourant la formation du gouvernement suite aux élections du 5 mars 1950 « *the American ambassador in Athens [Henry F. Grady] became involved in the day-to-day deliberations among Greek politicians and the palace to avert both a new and long lasting political confrontation, as well as a possible constitutional crisis* »⁴⁰. De même, dès les débuts de

³⁵ *FRUS*, 1952-1954, vol. VIII « Eastern Europe, the Soviet Union and Eastern Mediterranean », p. 789-790

³⁶ Voir à ce sujet, Theodore Coulombis, *Greek Political Reaction...*, p. 53-56

³⁷ Voir Matthews to Jernegan, 26 août 1952, NA 123 et Matthews to Jernegan, 27 août 1952, NA 123

³⁸ Giannes Roumpates, *Tangled Webs...*, p. 115

³⁹ *Ibid.*, p. 113

⁴⁰ *Ibid.*, p. 82

la mission d'aide américaine en Grèce en 1947, le secrétaire d'État Marshall laissa entendre au dirigeant de la mission, Dwight Griswold, et à l'ambassadeur Lincoln MacVeigh, qu'ils pourraient être amenés à juger nécessaire une réorganisation du gouvernement grec afin de gérer efficacement l'aide américaine. Si tel était le cas, il convint d'agir avec le plus de subtilité possible afin que les politiciens grecs ne crurent pas qu'ils subissaient des pressions externes. Marshall alla plus loin en ajoutant :

*During the course of your work you and the members of your Mission will from time to time find that certain Greek officials are not, because of incompetence, disagreement with your policies, or for some other reason, extending the type of cooperation which is necessary if the objectives of your Mission are to be achieved. You will find it necessary to effect the removal of these officials*⁴¹.

Un des facteurs clés pour comprendre cette attitude des dirigeants américains envers le gouvernement grec résidait justement dans cet important programme d'aide apporté à la Grèce dès 1947. La guérilla communiste en Grèce fut finalement défaite en 1949 et l'essentiel de l'aide alla à la reconstruction du pays ravagé par la guerre civile. Or, cette quantité énorme d'aide américaine « *brought about greater American involvement in affairs which would otherwise have been considered strictly domestic* »⁴². On ne peut exagérer l'étendue de l'influence américaine en Grèce dès 1947 : « *Over the next several years, each of the frequent changes of prime minister came about only after considerable American input, if not outright demand* »⁴³. John Peurifoy ne fut donc pas le premier, ni le dernier ambassadeur américain, à s'immiscer effrontément dans les affaires internes qui ne concernaient que le peuple grec et son gouvernement. Et le levier le plus efficace dont disposèrent les ambassadeurs américains contre le gouvernement grec fut la menace d'une suspension de l'aide. Peurifoy utilisa cette arme dans son fameux message de mars 1952. Mais, l'ambassadeur n'usa pas seulement de menace envers le gouvernement grec. En fait, il demanda même une augmentation de l'aide ou tout au moins son maintien après 1952. Il jugea cette aide essentielle pour le maintien du niveau des forces militaires grecques, récemment intégrées dans l'OTAN avec celles de la Turquie et engagées au côté des Américains dans la guerre de Corée. De même, en mars

⁴¹ FRUS 1947, vol. V « The Near East and Africa », p. 222-223

⁴² Theodore Coulombis, *Greek Political Reaction...*, p. 52

⁴³ William Blum, *Killing Hope: U.S. Military and CIA Interventions Since World War II*, Black Rose Books, Montréal, 1999, p. 38

1951, il jugea impératif que les Américains maintiennent un niveau d'aide économique suffisant pour éviter que la gauche ne s'agite dangereusement⁴⁴. Dans la même veine, il s'opposa aux pressions des autorités américaines pour un accroissement des dépenses militaires grecques qui représentaient déjà plus de 43 % du budget national⁴⁵. Or, le gouvernement américain avait prévu la fin des programmes d'aide au cours de 1952, comme l'avait annoncé l'ambassadeur dans son premier discours devant le *Propeller Club* en 1950, et c'est ce qu'il fit⁴⁶. Ainsi, l'aide américaine à la Grèce passa de 287,4 millions de dollars pour l'année budgétaire 1949-1950 à 21,3 millions de dollars pour 1953-1954⁴⁷. Peurifoy n'eut donc pas gain de cause sur ce plan.

L'ambassade américaine fut donc un acteur de premier plan sur la scène politique grecque, mais il y avait un autre acteur américain peut-être moins visible, mais tout aussi influent : la CIA. Les représentants de l'Agence à Athènes semblent avoir eu une influence considérable auprès des différents centres de pouvoir du pays, notamment auprès de l'entourage du roi Paul. Un exemple suffira pour illustrer cette relation. Suite aux élections de mars 1950, le roi voulut, devant les objections des dirigeants américains, que le gouvernement soit dirigé par le libéral Venizelos et le roi l'avait nommé premier ministre. Pour contrer la décision du roi, l'ambassadeur Grady publia la lettre qu'il avait adressée au premier ministre Venizelos indiquant que le gouvernement américain refuserait de travailler avec lui. Avant de remettre sa démission, le 14 avril, le premier ministre et le roi Paul décidèrent d'en appeler à une autorité supérieure pour faire comprendre leurs vues. Cette autorité supérieure, c'était la CIA. Le conseiller politique du roi, le colonel Aristides Metaxas, rencontra un agent de la CIA, possiblement le chef de la station⁴⁸, pour lui faire part des craintes du roi à l'endroit d'un gouvernement qui serait dirigé par le général Plastiras. Le colonel informa aussi l'agent que les actions de l'ambassadeur étaient inacceptables parce qu'elles remettaient publiquement en question

⁴⁴ *FRUS* 1951, vol. V, p. 469-471

⁴⁵ Memorandum of Conversation, 27 mai 1953, Greece, Athens Embassy « Top Secret General Files, 1950-1953 » RG 84

⁴⁶ Voir *supra*, note 17.

⁴⁷ Voir Judith Jeffery, *Ambiguous Commitments and Uncertain Policies : The Truman Doctrine in Greece, 1947-1952*, Lexington Books, Lanham, Maryland, 2000, p. 215-216

⁴⁸ E. Howard Hunt fait référence au fait que le chef de la station d'Athènes était très près de la famille royale. Voir note 55.

les pouvoirs du roi dans le processus politique du pays. Le roi voulut communiquer directement avec le président Truman pour lui expliquer son point de vue. À la demande de Metaxas, la communication fut transmise directement à la Maison-Blanche et au secrétaire d'État Acheson⁴⁹. Les archives américaines n'expliquent pas ce qu'il advint de cette communication, mais le 18 avril, George McGhee, le secrétaire adjoint responsable du Proche-Orient⁵⁰, prépara un mémorandum pour le secrétaire d'État Acheson affirmant que l'ambassadeur Grady avait agi « correctement », mais à la limite de l'acceptable. Bien que le secrétaire adjoint McGhee ait pris bien soin de dire qu'il soutenait l'ambassadeur « *in the policy line he has taken in the present Greek political difficulties* », Grady fut transféré en Iran et remplacé par John Peurifoy moins de deux mois plus tard⁵¹. McGhee était intervenu auprès du secrétaire Acheson pour demander que l'ambassadeur Grady dirige la mission d'enquête en vue d'une aide économique à l'Iran⁵². McGhee cherchait-il à faire d'une pierre deux coups afin d'écartier Grady du dossier grec à la demande du roi ? C'est vraisemblable.

Il n'est pas clair quel rôle la CIA pourrait avoir joué dans les chutes successives des gouvernements de Sophocles Venizelos et Nikolaos Plastiras, ou dans la tentative de coup d'État avorté de l'hiver 1948-1949⁵³. Or, l'agence semble avoir joué un rôle dans les actions entreprises par l'ambassadeur Peurifoy afin d'exclure toute participation communiste dans le gouvernement grec. Dans un communiqué adressé au *counsel general* de la CIA, Lawrence Houston, le 21 avril 1964, Allen Dulles rappela le rôle joué par le président Truman dans la décision d'employer la CIA pour soutenir son plan d'aide en Grèce et en Turquie :

I...reviewed with Mr. Truman the part he had had in supplementing the overt Truman Doctrine affecting Greece and Turkey with the procedures largely

⁴⁹ Giannes Roumpates, *Tangled Webs...*, p. 83-84

⁵⁰ *Assistant Secretary of State for Near Eastern Affairs*

⁵¹ *FRUS* 1950, vol. V, p. 366-367. Bien que l'annonce officielle n'est faite que le 29 juillet 1950, le secrétaire d'État Acheson propose la nomination de Peurifoy à Truman le 19 juin 1950. Voir Memorandum for the President, 19 juin 1950, NA 123

⁵² Voir *FRUS* 1950, vol. V, p. 519

⁵³ Giannes Roumpates, *Tangled Webs...*, p. 89

implemented by CIA to meet the creeping subversion of communism, which could not be met by open intervention, [or] military aid, under the Truman plan⁵⁴.

Ce qui est clair, par contre, c'est que la station de la CIA à Athènes semble avoir rempli un rôle considérable dans la politique américaine dans les Balkans. Comme le remarque l'agent E. Howard Hunt :

In Athens, we had a sizable station whose chief was close to the royal family and enjoyed close working relations with the chief of Greek intelligence. From Greece's northern borders, CIA agents crossed into Bulgaria, and air operations were run from an airfield near Athens into all Balkan countries with the exception of Yugoslavia and Albania⁵⁵.

L'opération la plus importante orchestrée par la CIA dans les Balkans fut la tentative de renverser le régime pro-soviétique d'Enver Hoxha en Albanie par le truchement de groupes de guérillas. On avait choisi l'Albanie parce que c'était le plus faible et le plus petit des États socialistes, qu'elle n'avait pas de frontières communes avec l'Union soviétique et qu'elle se trouvait isolée entre une Yougoslavie indépendante du bloc soviétique et la Grèce sous domination américaine. En renversant le gouvernement d'Enver Hoxha, les Américains cherchèrent aussi à éviter la conclusion d'une entente entre l'Albanie et l'Union soviétique qui aurait permis à cette dernière de bâtir une base de sous-marins en Albanie avec un accès direct à la Méditerranée⁵⁶.

L'opération VALUABLE consista à recruter des exilés albanais, à leur donner un entraînement de guérilleros et à les infiltrer en Albanie dans la région du Mati où, croyait-on, l'on pourrait amorcer une insurrection en faveur du retour du roi Zog. L'opération fut menée conjointement par la CIA et le *Special Intelligence Service* (SIS) britannique parce que l'Albanie était considérée comme faisant partie de la zone d'influence britannique, comme jadis l'était la Grèce. En plus de représenter un point d'entrée et de sortie très important pour l'opération, la Grèce constitua un important centre de recrutement des exilés albanais. La CIA créa, avec l'aide du roi Zog et du *Balli Kombetar* (Front national albanais), le *Committee of Free Albanians* dans le seul but de recruter une petite armée de

⁵⁴ Allen Dulles, "Memorandum for Mr. Lawrence Houston, General Counsel CIA" 21 avril 1964, cité dans Christopher Andrew, *For the President's Eyes...*, p. 171

⁵⁵ E. Howard Hunt, *Undercover: Memoirs of an American Agent*, Berkeley Publishing Corp., New York, 1974, p. 91-92

⁵⁶ William Blum, *Killing Hope...*, p. 55-56

rebelles. Le regroupement fut notamment posté en Italie, en Égypte où se trouvait l'entourage du roi Zog et en Grèce où se trouvait l'essentiel du *Balli Kombetar*. Après avoir reçu une formation en Allemagne de l'Ouest ou sur l'île de Malte, les rebelles furent infiltrés soit par mer, par avion ou à pied par les montagnes du nord de la Grèce⁵⁷.

Le gouvernement grec ne semble pas s'être intéressé à l'opération. « *Exhausted by its civil war, Greece wanted no part of Operation VALUABLE, though certain Greek generals tacitly assisted the CIA*⁵⁸ ». Or, si des généraux de l'armée grecque furent impliqués dans l'opération, il est certain que le maréchal Papagos, le puissant chef des forces armées, fut au courant. Ce dernier avait d'excellentes relations avec l'ambassadeur Peurifoy et les autorités américaines qui n'avaient pas de raison d'agir à son insu. Il serait aussi difficile de croire que des généraux de l'armée grecque se soient impliqués dans l'opération sans le consentement du maréchal. Y avait-il un lien entre le soutien donné par le maréchal aux opérations de la CIA et le soutien des autorités américaines à l'entrée de Papagos au gouvernement ? C'est fort probable compte tenu des agissements de la CIA dans le pays, mais on ne peut le prouver. La famille royale était aussi au courant de l'opération puisque qu'elle légua à la CIA une de ses propriétés dans le nord du pays afin que l'agence puisse y construire une tour de communication radio pour prendre contact avec les rebelles en territoire albanais. L'opération VALUABLE s'avéra être un cuisant échec, coûtant la vie à près de 300 exilés albanais, principalement des gardes du corps du roi Zog. Bien que l'opération fût mal conçue dès le départ, son échec total fut aussi imputé à une taupe du KGB, l'agent britannique Kim Philby, responsable des relations entre le SIS et la CIA à Washington depuis octobre 1949. Philby donna en effet des renseignements très précis sur les entrées et les sorties des rebelles, ainsi que des détails importants de l'opération à ses supérieurs soviétiques⁵⁹.

Le rôle que l'ambassadeur Peurifoy pourrait avoir joué dans cette opération et ses relations avec l'agence ne peuvent être reconstruits étant donné que les sources

⁵⁷ L. Fletcher Prouty, *The Secret Team...*, p. 193-197; E. Howard Hunt, *Undercover...*, p. 92; John Prados, *The Presidents' Secret Wars...*, p. 45-47

⁵⁸ John Prados, *The Presidents' Secret Wars...*, p. 47

⁵⁹ Thomas Powers, *The Man Who Kept the Secrets: Richard Helms and the CIA*, Alfred A. Knopf, New York, 1979 p. 44-45; Au sujet des informations donnés par Philby au KGB, voir, Christopher Andrew and Vasili Mitrokhin, *The Mitrokhin Archive...*

archivistiques pour ce genre d'entreprise sont inaccessibles ou inexistantes. Le premier auteur à avoir mentionné une quelconque relation entre Peurifoy et la CIA lors du séjour de l'ambassadeur en Grèce est H. Bradford Westerfield. Bien que l'auteur n'indique pas ses sources, il décrit le mandat de John Peurifoy en Grèce en ces termes :

There [John Peurifoy] had been prominently active and fairly successful in efforts to influence internal Greek politics in such a way as to advance effective new and progressive leaders and help consolidate the deeply divided anticommunist elements. Peurifoy appeared to have been collaborating in these efforts with personnel of the Central Intelligence Agency who functioned more or less undercover in and out of his embassy.⁶⁰

Westerfield fait ainsi référence aux interventions de l'ambassadeur dans les débats politiques grecs d'une part pour favoriser l'entrée en politique du maréchal Papagos et d'autre part pour favoriser l'adoption du scrutin électoral majoritaire et écarter la gauche du gouvernement. La citation nous rappelle aussi le contenu du communiqué d'Allen Dulles sur le rôle possible de la CIA dans les changements successifs de gouvernements. Il est certain que la station de la CIA à Athènes travaillait à partir de l'ambassade américaine, comme cela est pratique courante partout dans le monde. L'ambassadeur aurait donc été mis au courant des opérations de l'agence en Grèce et dans les Balkans. Or, comme nous l'avons mentionné dans le précédent chapitre, les relations entre l'ambassadeur et la CIA dans un pays donné dépendent de la personnalité des gens concernés. Richard Immerman mentionne ainsi combien l'ambassadeur a collaboré avec la CIA dans ses interventions dans les débats politiques grecs, ajoutant que l'ambassadeur s'était montré « *a most willing and able ally*⁶¹ ». Peurifoy était en faveur d'une bonne coordination et de bonnes relations entre l'agence et les ambassadeurs. Ainsi, en février 1951, lors d'une conférence des ambassadeurs de pays du Proche- et du Moyen-Orient, Peurifoy fut l'un des protagonistes de l'une des recommandations stipulant qu'une meilleure coordination entre les stations de la CIA, les ambassades et leurs responsables à Washington était de mise. L'une des recommandations indiquait que bien que cette coordination soit plus le résultat de bonnes relations personnelles entre les intéressés, la

⁶⁰ H. Bradford Westerfield, *Instruments of America's Foreign Policy*, Crowell, New York, 1964, p. 429

⁶¹ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 137. Immerman ne mentionne pas, lui non plus, de sources précises pour étayer son affirmation. Or, Immerman nous a mentionné que ses sources à ce sujet n'étaient pas archivistiques, mais plutôt journalistiques, possiblement Flora Lewis ou Will Lisner, journalistes au *New York Times* et, pour un temps, époux.

plupart des ambassadeurs étaient en faveur qu'il y ait une supervision générale de l'ambassade sur les activités de la CIA dans leur pays d'assignation⁶². Cette attitude de l'ambassadeur le servit bien lors de son court séjour au Guatemala.

Le départ de John Peurifoy d'Athènes ne manqua pas de susciter autant de publicité que son arrivée. Lorsque l'ambassadeur se présenta devant le premier ministre Papagos le 13 juillet 1953 pour demander au maréchal son consentement au choix de son successeur, le maréchal était furieux. Récemment brouillé avec la famille royale, il était convaincu que le départ de Peurifoy était dû à des machinations du roi et de la reine⁶³. Les propos du maréchal n'étaient peut-être pas si faux. En effet, dès la mi-mai, Peurifoy envoya un télégramme à William Porter de l'*Office of Greek, Turkish and Iranian Affairs* du département d'État à ce sujet. Il lui mentionna que le couple royal avait l'intention de profiter de la visite de William H. Draper, l'envoyé américain en Europe⁶⁴, pour demander le retrait de Peurifoy et Charles Yost, le chargé d'affaires de l'ambassade, parce que les deux hommes étaient trop intervenus dans les affaires internes grecques⁶⁵. Dès le mois suivant, l'ambassadeur en réponse à des demandes du département d'État laissa entendre qu'il accepterait de servir dans n'importe quel pays. Le 5 août, on lui signala que ses services étaient requis au Guatemala⁶⁶.

Le 9 août, une foule de plus de 2500 personnes, selon l'ambassade américaine, se réunit à l'aéroport d'Hassani pour dire au revoir à l'ambassadeur et à sa famille. Le gouvernement grec fut largement représenté, tout comme les membres des autres formations politiques, le corps diplomatique et les officiers supérieurs de l'armée. Alors que le quotidien *Vema* nota que l'ambassadeur avait effectué sa mission avec beaucoup de tact et de discrétion, le journal de droite *Ethnikos Kyrix*, qui avait traité l'ambassadeur de sympathisant communiste à son arrivée, mentionna que la Grèce ne l'oublierait jamais. D'autres journaux préférèrent critiquer le spectacle du départ de l'ambassadeur comme ayant été orchestré par le gouvernement Papagos. Même l'influent journaliste américain Drew Pearson nota que le départ de Peurifoy était dû au fait que Washington avait

⁶² *FRUS* 1951, vol. V, p. 72

⁶³ Voir le contenu de la discussion entre Peurifoy et Papagos dans Peurifoy to SecState, Embtel 121, 13 juillet 1953, NA 123

⁶⁴ *United States Special Representative in Europe*

⁶⁵ John Peurifoy to William J. Porter, Athens, 18 mai 1953, NA 123

⁶⁶ Smith to Peurifoy, 5 août 1953, NA 123

désavoué les politiques et les façons de faire de l'ambassadeur⁶⁷. Toujours est-il que l'ambassadeur ne laissa personne indifférent.

C) John Peurifoy au Guatemala : un choix judicieux pour PBSUCCESS ?

L'arrivée de John Peurifoy au Guatemala doit être comprise dans le cadre de la politique anticommuniste de l'administration Eisenhower. Comme nous l'avons démontré, le président Eisenhower ne perdit pas de temps à approuver la mise en application d'une opération clandestine dans le but de renverser le régime du Dr Mossadegh en Iran. Afin de régler le problème guatémaltèque qui durait déjà depuis quelques années, et qui semblait, selon les autorités américaines, s'accroître, l'administration Eisenhower décida d'en finir avec le gouvernement Arbenz. La décision de permettre l'élaboration d'une opération clandestine semble avoir été prise à l'été ou l'automne 1953. Il est toutefois difficile de dater avec exactitude le début de la planification de l'opération par l'administration Eisenhower. Kinzer et Schlesinger affirment que la décision fut prise lors d'une réunion du comité 10/2 (remplacé l'année suivante par le comité 54/12) au début d'août 1953⁶⁸. Le comité 10/2 était chargé par le Conseil de sécurité nationale d'approuver et de coordonner les activités clandestines de la CIA. Richard Immerman remarque que les archives du comité 10/2 ne sont pas disponibles et refuse de dater avec autant de précision le début de la planification. Par contre, quelques autres détails circonstanciels, notamment le changement d'ambassadeur et du chef de station de la CIA, et la demande faite à Kim Roosevelt se diriger l'opération nous donnent une indication vague que la décision fut probablement prise au cours de l'été 1953, au moment où l'opération TPAJAX réussit en Iran⁶⁹. Il serait utile de rappeler que l'ambassadeur Peurifoy reçut la confirmation de son transfert vers le Guatemala le 5 août, ce qui concorderait avec les allégations de Kinzer et Schlesinger. De plus, un document de la CIA nous indique que dès le 11 septembre 1953, une bonne part de la planification est faite : les grandes lignes de l'opération sont étalées et les besoins

⁶⁷ Norman Anshultz to DOS, despatch no. 214, 27 août 1953, NA 123

⁶⁸ Stephen Kinzer et Stephen Schlesinger, *Bitter Fruit...* p. 108

⁶⁹ Voir Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 134-136

budgétaires et en ressources humaines sont déjà évalués⁷⁰. On y révèle la collaboration entre les diverses agences. « *The plan was given provisional approval by the undersigned and submitted to the working group connected with the project, which includes Messrs [...] and [...] of the State Department and Mr. [...] at a meeting on 9 September 1953* ⁷¹ ». Et plus loin, les responsables expliquent que « *appropriate authorization has been issued to permit close and prompt cooperation with the Departments of Defense, State and other Government agencies in order to support CIA in this task* ⁷² ». Or, ces « autorisations appropriées » ne peuvent venir que des plus hauts échelons de l'administration – les secrétaires d'État et de la Défense et possiblement le président. La décision a sans doute été prise au sein du Conseil de la sécurité nationale ou de l'un de ses sous-comités, comme l'allèguent Kinzer et Schlesinger. De toute façon, il était clair à ce moment que le gouvernement américain ne négocierait pas avec Arbenz et que ce dernier devait partir. Il restait maintenant à savoir comment s'en débarrasser. Comme l'explique Richard Immerman : « *[T]he issue for the new administration was not the extent to which Communists dominated the country. [...] the consensus was that it had already 'succumbed to Communist infiltration.' The issue was what policy to follow* ⁷³ ».

L'une des premières actions de l'administration Eisenhower fut donc de mettre en place une équipe d'ambassadeurs dans les pays centre-américains spécifiquement choisie pour mener à bien le renversement du président Arbenz⁷⁴. L'idée de nommer de nouveaux ambassadeurs dans les pays centre-américains avec à leur tête un « *theater commander* » qui coordonnerait les activités du département d'État et de la CIA dans la région fut probablement tirée d'un mémorandum d'Adolf Berle⁷⁵ intitulé « *The Guatemalan Problem* » et daté du 31 mars 1953. Bien que le plan Berle ne fut pas

⁷⁰ Memorandum for the DCI, « Guatemala – General Plan of Action », 11 septembre 1953, « Studies and other records relating to the activities of the CIA in Guatemala, 1952-1954, boîte 1, filière « Documents used compiling 'CIA and Guatemala Assassination Proposals, 1952-1954 », RG 268

⁷¹ *Ibid.*, page frontispice.

⁷² *Ibid.*, p. 2

⁷³ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 133

⁷⁴ Suzanne Jonas « Anatomy of an Intervention : the U.S. Liberation of Guatemala », *Guatemala*, North American Congress on Latin America, Berkeley, 1964, p. 67-68

⁷⁵ Berle avait agi comme secrétaire adjoint responsable de l'hémisphère occidental entre 1938 et 1944 et comme ambassadeur au Brésil en 1945-1946. Très proche du parti démocrate, Berle maintint des contacts avec les responsables de la politique latino-américaine des gouvernements successifs et conseilla son ami et proche collaborateur Nelson Rockefeller, plus tard conseiller à la sécurité nationale du président Eisenhower. Suzanne Jonas « Anatomy of an Intervention... »... p. 57

appliqué comme tel, certaines de ses recommandations furent plus tard mises en pratique. Dans son mémorandum, Berle constata que les ambassades américaines dans les pays centre-américains agissaient séparément et qu'elles ne constituaient pas de véritables acteurs politiques capables de gagner la confiance de la population, notamment des opposants au régime d'Arbenz⁷⁶. Si la nécessité d'avoir une équipe d'ambassadeurs dans la région était acquise, il nous faut comprendre le choix de John Peurifoy pour diriger cette équipe et coordonner les actions du département d'État et de la CIA dans l'opération PBSUCCESS.

Le 27 juillet 1961, dans un témoignage devant un sous-comité du Sénat américain, l'ambassadeur Whiting Willauer avoua qu'une équipe d'ambassadeurs avait été envoyée dans les pays centre-américains pour mener à bien la politique de l'administration Eisenhower envers Arbenz. Il nota qu'à part lui-même, envoyé au Honduras, on retrouvait Thomas Whelan au Nicaragua, Robert C. Hill au Costa Rica et bien sûr à la tête de cette équipe, John Peurifoy au Guatemala⁷⁷. Or, comme le démontre Piero Gleijeses, les seuls ambassadeurs de « l'équipe » étaient Peurifoy, Willauer et Whelan. Il était prévu que le Costa Rica et le Salvador n'accorderaient qu'un soutien diplomatique à Washington notamment durant la conférence de Caracas en mars 1954. Thomas Whelan, nommé par l'administration Truman, avait tissé des liens intimes avec la famille Somoza et fut l'un des rares ambassadeurs à avoir survécu à la « purge » du département d'État entrepris par Dulles en 1953. Les deux plus importants membres de l'équipe, de par l'importance de leur pays d'assignation, furent toutefois Willauer et Peurifoy. Willauer n'était pas inconnu des combats clandestins du gouvernement américain contre les forces communistes. Durant les années 1940, il avait été l'adjoint du général Claire Chennault dans les opérations des *Flying Tigers* de la CIA qui aidèrent notamment au ravitaillement des forces nationalistes en Chine. Il était aussi un administrateur de la *Civil Air Transport*, compagnie fantôme de la CIA, exploitée par des mercenaires au service de l'agence. En d'autres termes, Willauer savait diriger une force aérienne clandestine. Il fut envoyé au Honduras pour coordonner l'aide apportée par le

⁷⁶ Suzanne Jonas « Anatomy of an Intervention... »... p. 57-58. Mise à part la coordination des postes d'ambassadeurs, Berle recommandait aussi l'utilisation des missions militaires américaines au Guatemala pour influencer l'acteur clé de l'opération, l'armée guatémaltèque.

⁷⁷ Senate Internal Security Subcommittee, Committee on the Judiciary, 87th Congress, Hearings part 13, p. 865-866, cité dans David Wise et Thomas B. Ross, *The Invisible Government*...p. 167-169

pays à l'opération PBSUCCESS⁷⁸. Comme l'explique John Prados, Willauer ne tint pas lui non plus un rôle « normal » d'ambassadeur : « *[He] worked day and night to arrange training sites and instructors plus air crews for the rebel air force, and to keep the Honduran government 'in line so they would allow this revolutionary activity to continue'*⁷⁹ ».

Il reste à savoir pourquoi Peurifoy, plutôt que Willauer, fut choisi pour servir au poste le plus important de l'opération. Au moment de la planification de l'équipe d'ambassadeurs en juillet, il semble que Willauer fût d'abord considéré pour le poste d'ambassadeur au Guatemala, pendant que Peurifoy serait posté au Honduras. Richard Immerman attribue l'inversion des rôles aux allégeances des deux hommes : Peurifoy était démocrate et Willauer était républicain. Selon l'auteur, « *the administration evidently wanted a Democrat who could take the blame should the project fail*⁸⁰ ». Immerman n'est pas le seul auteur à penser de cette façon. Stephen Kinzer et Stephen Schlesinger affirment que Peurifoy représentait un bouc émissaire parfait si le coup d'État échouait. Selon eux, Peurifoy obtint le poste parce qu'il le voulait le plus :

*'He heard he was going to Honduras after Greece, not Guatemala', one of his aides recalled. 'He got angry and asked someone to leak a story to Drew Pearson, an old friend, that his reward for brilliant service in Greece was a second line job in Honduras. That's how he got Guatemala'*⁸¹.

E. Howard Hunt mentionne pour sa part que Peurifoy obtint le poste au Guatemala pour trois raisons. D'abord, les républicains n'avaient pas le choix de le garder parce qu'il était protégé par son statut au sein du service extérieur. Deuxièmement, il avait tout de même acquis une expérience en Grèce à « combattre » les communistes. Finalement, « *he was expandable. Nobody in the Eisenhower administration owed him a damn thing ... and they needed a guy who could take the heat in case things went wrong*⁸² ». Ainsi, selon ces observateurs, Peurifoy aurait reçu le poste d'ambassadeur au Guatemala parce qu'il était démocrate et qu'il pouvait servir de bouc émissaire si l'opération venait à échouer.

⁷⁸ Piero Gleijeses, *Shattered Hope*..., p. 289-191

⁷⁹ John Prados, *The President's Secret Wars*..., p. 101

⁸⁰ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala*..., p. 136

⁸¹ Stephen Kinzer and Stephen Schlesinger, *Bitter Fruit*..., p. 132

⁸² Stephen Ambrose and Richard Immerman, *Ike's Spies*..., p. 222

Or, ce raisonnement ne résiste pas aux interrogations les plus élémentaires. Par exemple, Suzanne Jonas remarque que son expérience en Grèce à « nettoyer » les communistes, avait fait de lui un « expert » dans les opérations clandestines anticommunistes. Elle avance même que la nomination de John Peurifoy avait été expressément demandée par la CIA qui tenait absolument à l'avoir au Guatemala pour mener à bien l'opération PBSUCCESS⁸³. Comme le remarque Piero Gleijeses, « *Given the importance of the operation, it is more likely that the Administration chose Peurifoy because he was considered the better man*⁸⁴ ». Si l'administration Eisenhower était vraiment « coincée » avec Peurifoy, Foster Dulles l'aurait envoyé dans un poste peu important. Il ne l'aurait pas envoyé dans un pays où l'on prévoyait mener une opération psychologique de propagande et de pression diplomatique complexe dans le but de favoriser le renversement du gouvernement que l'on jugeait communiste. Et comment est-ce que l'administration aurait pu rejeter le blâme pour l'échec d'une opération clandestine sur son ambassadeur qui, officiellement, n'en est pas au courant et ainsi risquer de compromettre l'exécutif dont il dépend? John Peurifoy n'a pas été choisi pour agir comme bouc émissaire en cas d'échec ou parce qu'il était démocrate. Il a été choisi pour prendre la tête de l'équipe d'ambassadeurs parce qu'il était le candidat idéal. Il pensait exactement comme les hauts responsables américains, avec à leur tête les frères Dulles et le président Eisenhower. Ces derniers et l'ambassadeur Peurifoy étaient convaincus que le communisme international était monolithique et dirigé par le Kremlin, que le communisme national n'existait pas et que le but avoué de Moscou était la conquête du monde par une combinaison de subversion clandestine et d'agression ouverte. Peurifoy avait ainsi affirmé devant le Congrès lors de la confirmation de sa nomination en janvier 1954 que le communisme était un phénomène international dirigé par le Kremlin et quiconque en doutait ne savait pas de quoi il parlait⁸⁵.

C'était un véritable climat de paranoïa qui prévalait dans la société américaine et dans les cercles dirigeants à cette époque. L'éminent historien américain Richard

⁸³ Suzanne Jonas « Anatomy of an Intervention... »... p. 67

⁸⁴ Piero Gleijeses, *Shattered Hope*..., p. 290

⁸⁵ États-Unis, House Select Committee on Communist Aggression. *Communist Aggression in Latin America*. Hearings before the Subcommittee on Latin America, 83rd Congress, 2nd session, Government Printing Office, Washington D.C., 1954

Hofstadter explique le phénomène en ces termes : « *I call it the paranoid style simply because no other word adequately evokes the qualities of heated exaggeration, suspiciousness, and conspiratorial fantasy that I have in mind* ⁸⁶ ». Hofstadter ajoute « *The central image is that of a vast and sinister conspiracy, a gigantic and yet subtle machinery of influence set in motion to undermine and destroy a way of life* ⁸⁷ ». La politique étrangère américaine et le secrétaire d'État John Foster Dulles furent propulsés par ces exagérations et théories de complot. Et John Peurifoy partagea grandement cette attitude.

Hofstadter explique que le paranoïaque perçoit l'issue de ce complot en terme apocalyptique, comme étant une confrontation entre des mondes, des ordres politiques, des systèmes de valeur complètement aux antipodes et qui ne peut que se terminer par la destruction complète de l'un d'eux. À l'automne 1949, Peurifoy, alors sous-secrétaire d'État, avait laissé entendre qu'il croyait que le christianisme et le communisme ne pouvaient coexister. De peur d'y percevoir une volonté de confrontation, le secrétaire d'État Acheson dut rectifier le tir en indiquant que Peurifoy voulait dire qu'il y avait un conflit moral évident entre le christianisme et l'athéisme communiste ⁸⁸. Durant l'enquête du comité de la chambre en octobre 1954, on eut droit à cet échange entre Peurifoy et le sénateur Feighan :

Ambassador Peurifoy. Communism, in my opinion, is a religion, Mr. Feighan. I don't think there is any doubt about that. And anyone who thinks it is a theory ---

Mr. Feighan. It is a religion. It was originated in hell, with the assistance of Satan and all the evil forces.

Ambassador Peurifoy. That is a better definition than mine ⁸⁹.

Cet échange nous montre d'une part que Peurifoy percevait la menace communiste non pas en termes géopolitiques, mais en termes idéologiques et religieux frôlant le fanatisme. Et il n'était pas le seul. Un autre élément qui caractérise le

⁸⁶ Richard Hofstadter, *The Paranoid Style in American Politics and Other Essays*, Alfred Knopf, New York, 1965, p. 3

⁸⁷ *Ibid.*, p. 29

⁸⁸ *New York Times*, 27 octobre 1949, p. 40

⁸⁹ *Communist Aggression in Latin America...*, p. 131

paranoïaque est la propension au mensonge ou du moins son entorse à la réalité. Hofstadter explique :

*What distinguishes the paranoid style is not, then, the absence of verifiable facts (thought it is occasionally true that in his extravagant passion for facts the paranoid occasionally manufactures them), but rather the curious leap in imagination that is always made at some critical point in the recital of events*⁹⁰.

Nous voyons clairement une manifestation de ce type de comportement dans les allocutions de l'ambassadeur à la suite de son séjour au Guatemala devant le sous-comité de la Chambre des représentants qui enquêta sur les événements au Guatemala et lors d'un discours devant une association de vétérans. Lors de ces allocutions, il énonça (faussement) les liens qui unissaient le Guatemala à Moscou, notamment dans l'octroi de fonds, d'équipements et de formation, l'étendue de l'influence communiste dans le gouvernement guatémaltèque, les « atrocités » commises par la police et les preuves que le président Arbenz était bel et bien un communiste⁹¹. Peurifoy termina son discours devant l'association de vétérans en affirmant que : « *In proving that communism can be defeated, we relied on the traditional American principle of honesty in the conduct of foreign affairs...* »⁹². Comme si mentir sur le manque de preuves du communisme guatémaltèque n'était pas suffisant, il dut mentir sur les moyens utilisés et sur son rôle dans l'opération⁹³. Peurifoy n'était évidemment pas le seul dirigeant américain qui faussa effrontément la vérité. Le département d'État publia même un « livre blanc » sur toute l'affaire qui exposa les vues de l'administration Eisenhower en repassant la même propagande qui avait servi à l'opération et qu'aucun observateur latino-américain ne croyait⁹⁴.

Le fait que le paranoïaque perçoive le conflit en terme apocalyptique a pour conséquence qu'il démontre aussi un comportement militant ou même intransigent.

⁹⁰ Richard Hofstadter, *The Paranoid Style in American Politics...*, p. 37

⁹¹ Il alla même jusqu'à annoncer au sous-comité du Sénat que son ambassade avait trouvé des preuves que le numéro de code communiste du président Arbenz était 44 ! Voir Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 107

⁹² Voir John E. Peurifoy, « Meeting the Communist Challenge in the Western Hemisphere », *Department of State Bulletin*, vol. 31, (6 septembre. 1954), p. 333-336

⁹³ Dès le début de son témoignage devant la Chambre des représentants, Peurifoy cherche à détruire le « mythe » entourant son rôle. Il cherche à faire croire que son rôle en fut un d'observateur diplomatique seulement. Voir *Communist Aggression in Latin America...*, p. 114

⁹⁴ États-Unis, Département d'État, *Penetration of the Political Institutions of Guatemala by the International Communist Movement*, GPO, Washington D.C., 1954

*He does not see social conflict as something to be mediated and compromised, in the manner of the working politician. Since what is at stake is always a conflict between absolute good and absolute evil, the quality needed is not a willingness to compromise, but the will to fight things to the finish. Nothing but complete victory will do*⁹⁵.

On comprend maintenant mieux le caractère, le tempérament de Peurifoy qui en faisaient l'ambassadeur idéal pour ce type d'opération. C'est précisément pour ces raisons que John Peurifoy a été choisi pour mener à bien l'opération PBSUCCESS. Ses vues concordaient exactement avec celle des hauts dirigeants de l'administration en général et de Foster Dulles en particulier et ce, même s'il était démocrate. La CIA avait noté en septembre 1953 dans les débuts de la planification de PBSUCCESS : « *A study of a recent evaluation of CIA's political and psychological warfare operations indicates that past efforts by the Agency to combat Communism in Guatemala have been hampered by a policy of extreme caution adhered to by State Department representatives in the field*⁹⁶ ». La CIA faisait bien sûr référence aux ambassadeurs américains qui avaient précédé Peurifoy. Dulles s'assura que l'Agence n'aurait pas ce problème avec John Peurifoy. Au contraire, elle jugera que « *Peurifoy was making himself entirely too conspicuous for the good of the operation*⁹⁷ ». Nous verrons comment l'ambassadeur, à plusieurs reprises, demanda l'application de mesures encore plus radicales que ce que l'administration Eisenhower était prête à entreprendre. John Peurifoy n'avait donc rien d'un diplomate, et il n'a pas été envoyé pour régler le contentieux avec le Guatemala par la voie diplomatique. Il était persuadé que le conflit qui opposait les deux pays était irréconciliable et qu'il n'était pas susceptible d'être résolu par les processus normaux de compromis et de négociations. L'ambassadeur n'avait pas sa langue dans sa poche, il était arrogant et il fut envoyé au Guatemala pour faire peur. Le prochain chapitre montrera clairement que les dirigeants américains ne se trompèrent pas dans leur choix de John Peurifoy pour mener à bien l'opération PBSUCCESS.

⁹⁵ Richard Hofstadter, *The Paranoid Style in American Politics...*, p. 31

⁹⁶ Memorandum for the DCI, « Guatemala – General Plan of Action », 11 septembre 1953, p. 3

⁹⁷ David Wise et Thomas B. Ross, *The Invisible Government...*, p. 179-180

Chapitre IV

L'ambassadeur Peurifoy et la CIA au Guatemala

A) L'arrivée de John Peurifoy au Guatemala et la marginalisation du département d'État

L'arrivée de John Peurifoy au Guatemala en octobre 1953 suscita le même type de réaction que son arrivée en Grèce quelques années auparavant. On remarque un contraste évident entre les critiques acerbes, mais prophétiques, de la presse de gauche et la couverture plutôt favorable de la presse « modérée » et de droite. Dès sa nomination officielle, le 5 octobre, le journal pro-gouvernemental *Diario del Pueblo* titrait à la une : « *Coming as Yankee Ambassador Promoter of Greek Massacres* ». L'article soulignait de façon assez perspicace que John Peurifoy, « *being accustomed to interfere in internal affairs of countries where he represents the US, constitutes a danger for Guatemala* ». Le journal terminait par une mise en garde aux citoyens guatémaltèques contre la possibilité d'une intervention « impérialiste » dans les affaires internes du pays¹. Les organes de presse plus « modérés » se contentèrent de dresser un portrait de la carrière de l'ambassadeur et des différentes positions qu'il avait détenues. Une entrevue avec la presse au lendemain de la présentation de ses lettres de créances le 4 novembre donna lieu à des attaques du journal communiste *Tribuna Popular*. Le journal commenta l'une des déclarations de l'ambassadeur à l'effet que les États-Unis faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour éliminer la progression du communisme dans le monde, en se demandant :

Can one ask for a more categorical confession of the fact that the government which Peurifoy comes to represent here interferes in the internal affairs of other countries? And knowing what « Communism » means in the language of McCarthy, need we wait longer to know their intentions²?

¹ Rudolf Shoenfeld to SecState, Embtel no 77, 6 octobre 1953, NA 123 (traduction de l'ambassade)

² William L. Krieg to DOS, Desp. No. 408, 10 novembre 1953, NA 123 (traduction de l'ambassade)

Pendant ce temps, les autres journaux soulignèrent le désir de l'ambassadeur de rapprocher les deux pays et de favoriser des relations plus amicales !

Peurifoy arriva au Guatemala avec la réputation d'un proconsul qui avait présidé à une chasse aux sorcières contre les communistes en Grèce. Sydney Gruson du *New York Times* nota alors :

*It is generally expected in Guatemala that his advent means a change in the asserted passivity with which the United States has watched the growth of the Communists' influence to the point where, at least to the outsider, they seem to be masters of the country in all but name*³.

L'ambassadeur ne perdit pas de temps à valider ces attentes. Dès son arrivée au pays, il rencontra le ministre des Affaires étrangères Raúl Osegueda et souleva la question de l'influence communiste dans le gouvernement guatémaltèque « *and all but called Osegueda a liar in his face* »⁴. Après avoir rencontré le ministre Osegueda, Peurifoy encouragea les nombreuses spéculations dans la presse et chez les dirigeants guatémaltèques sur les raisons et les conséquences de son arrivée. Il nota lui-même deux semaines plus tard : « *I have psychological advantage of being new and government feels I have come to Guatemala to use the big stick. We have been letting them stew* »⁵.

Plus d'un mois plus tard, Peurifoy rencontra le ministre de l'Économie et du Travail, José Roberto Fanjul. Il nota que le ministre semblait attaquer indûment l'*United Fruit Company* qu'il rendait responsable des maux économiques du pays. L'ambassadeur répondit qu'il fallait d'abord régler le problème de l'influence communiste dans le gouvernement. Fanjul rétorqua que les communistes ne représentaient pas un danger pour le pays, qu'ils ne possédaient pas de postes importants dans l'administration, qu'ils étaient de nature « locale » et n'étaient pas dirigés depuis l'étranger. Peurifoy interrompit le ministre en lui disant « *that there was no such thing as a 'local' Communist* »⁶. On avait donc droit à un véritable dialogue de sourds entre l'ambassadeur et le ministre. Cette situation allait caractériser les relations entre Peurifoy et les hauts dirigeants guatémaltèques durant l'ensemble de son séjour.

³ Sydney Gruson, « U.S. to Re-Examine Guatemalan Role », *NYT*, 8 novembre 1953, p. 9

⁴ Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 254

⁵ Peurifoy to SecState, Embtel no. 124, 19 novembre 1953, NA 611.14/19-1154

⁶ Peurifoy to DOS, Desp. No 489, 7 décembre 1953, NA 611.14/12-753

Peurifoy eut une seule conversation sérieuse avec le président Arbenz : un dîner en compagnie de leurs épouses qui dura tout près de six heures. Étant donné que l'ambassadeur ne connaissait que deux mots d'espagnol – « *muchos [sic] gracias* » –, l'épouse du président Arbenz, María, agit comme interprète. Peurifoy se fit rapidement l'inquisiteur en posant des questions très précises sur l'influence communiste dans le pays ; Arbenz, sur la défensive, offrit des réponses boiteuses⁷. La conversation débuta essentiellement comme les rencontres précédentes avec les ministres Osegueda et Fanjul. Arbenz commença par aborder le problème des relations entre le gouvernement et l'UFCO. L'ambassadeur l'interrompt, en lui disant qu'ils devraient considérer les choses les plus importantes en premier, à savoir, l'influence communiste dans le pays. Le président réitéra que les communistes ne représentaient pas une menace, qu'ils étaient peu nombreux et de nature « locale ». Peurifoy répondit en nommant des communistes qui occupaient des postes importants, amenant le président et sa femme à se contredire. Ce dialogue de sourds amena l'ambassadeur à dire directement au président qu'il était content de l'avoir rencontré, mais qu'il croyait que les deux hommes n'avaient rien accompli. L'ambassadeur termina le rapport de sa conversation par une phrase qu'il allait répéter à plusieurs reprises : « *I am definitely convinced that if President is not a Communist, he will do until one comes along* ⁸ ». La rencontre entre l'ambassadeur et le président Arbenz finit de convaincre Peurifoy que les dirigeants guatémaltèques étaient communistes ou sympathisants et que les processus diplomatiques normaux n'allaient pas être suffisants pour régler la situation. Il ajouta : « *I am convinced further that normal approaches will probably not work in Guatemala. Furthermore, the longer we remain idle and do nothing, the more difficult it is going to be to change the situation* ⁹ ». Dans un rapport plus succinct envoyé la veille, Peurifoy avait terminé en disant : « *I am now assessing situation in this light and expect to submit recommendations in a few days* ¹⁰ ». C'était donc à la lumière des conversations très peu fructueuses qu'il eut avec quelques hauts dirigeants guatémaltèques, dont le président Arbenz, que l'ambassadeur allait émettre ses recommandations. Or, immédiatement après cette rencontre, il avait déjà fait

⁷ Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 255

⁸ Peurifoy to DOS, Desp. 522, 18 décembre 1953, NA 611.14/12-1953.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Peurifoy to DOS, 17 décembre 1953 – 7 p.m., NA 611.14/12-1753 cité dans *FRUS* 1952-1954, vol. IV « The American Republics », p. 1091-1093.

le constat que les processus diplomatiques normaux ne seraient pas suffisants pour remédier à la situation. L'ambassadeur faisait peut-être allusion aux préparatifs de l'opération clandestine déjà en cours, mais il recommanda aussi une série de mesures plus ouvertes qui, croyait-il, allaient accroître la pression sur les dirigeants guatémaltèques et possiblement provoquer un coup d'État par des membres des forces armées.

L'ambassadeur envoya ses recommandations au secrétaire d'État Dulles le 23 décembre et commença son télégramme de façon plutôt alarmante :

I am convinced Communists will continue gain strength here as long as he [Arbenz] remains in office. My staff agrees fully on this. Therefore, in view of inadequacy of normal diplomatic procedures in dealing with situation, there appears no alternative to our taking steps which would tend to make more difficult continuation of his regime in Guatemala¹¹.

L'ambassadeur recommandait rien de moins que le renversement du président Arbenz. Il poursuivit en recommandant des mesures visant à restreindre les échanges commerciaux entre les deux pays et en soutenant divers groupes d'opposition dont le but déclaré était de renverser Arbenz. Il demanda que la presse américaine, le Congrès et les différentes agences du gouvernement, dont l'*United States Information Agency*, accroissent leur couverture du danger communiste au Guatemala afin d'augmenter la pression sur les dirigeants du pays. Il proposa aussi de retirer les missions militaires de l'armée américaine tout en annonçant une série de traités d'assistance militaire avec les pays voisins afin de faire réagir l'armée guatémaltèque. Tout au long de son message, l'ambassadeur insista sur l'urgence de la situation et sur la nécessité de soutenir et de provoquer les groupes d'opposition guatémaltèques à agir. Il termina son message en ajoutant que les différentes mesures qu'il proposait pourraient entraîner des conséquences graves et même pousser le président Arbenz à assumer des pouvoirs dictatoriaux, mais il ajoutait que ces conséquences étaient inévitables :

It is quite conceivable it would lead to considerable bloodshed. Nevertheless, implementation some such plan [sic] should not be deterred by these possible unpleasant consequences since continuance of present regime would also lead to most of them though at a slower pace and at the convenience of the Communists¹².

¹¹ Peurifoy to SecState, Embtel 163, 23 décembre 1953, NA 611.14/12-2353

¹² *Ibid.*

Ainsi, moins de deux mois après son arrivée au Guatemala, l'ambassadeur Peurifoy conclut que le président Arbenz et son administration étaient communistes et que la seule solution était de favoriser un changement de régime. L'ambassadeur conforta ainsi l'administration Eisenhower dans sa décision d'entreprendre la planification d'une opération clandestine pour renverser le président Arbenz. Or, contrairement aux responsables à Washington, l'ambassadeur était prêt à demander des mesures officielles comme un embargo sur le pétrole ou sur le café dans le but de précipiter un coup d'État par les officiers de l'armée, seuls à même de mener une telle entreprise.

L'arrivée de John Peurifoy au Guatemala coïncida avec un changement radical dans la politique américaine envers le pays. L'élément le plus important de cette politique et de l'opération PBSUCCESS fut la pression psychologique et l'étendue de la propagande exercée sur le gouvernement et l'armée guatémaltèques, notamment par une campagne de presse systématique et par des moyens clandestins. De retour aux États-Unis à la fin janvier, l'ambassadeur pressa les membres du Congrès d'utiliser l'enceinte de la Chambre pour critiquer et faire pression sur le gouvernement guatémaltèque. Au cours du même mois, Peurifoy contribua à accroître la tension dans une entrevue avec le magazine *Time* où il affirma : « *Public opinion in the U.S. might force us to take some measures to prevent Guatemala from falling into the lap of international Communism. We cannot permit a Soviet republic to be established between Texas and the Panama Canal*¹³ ». Au Guatemala, les propos de l'ambassadeur furent interprétés comme la menace d'une opération militaire imminente. Les démentis de l'ambassadeur et des dirigeants à Washington ne convainquirent pas les observateurs guatémaltèques des intentions bienveillantes américaines. Marroquín Rojas, écrivant dans *La Hora*, expliqua lucidement la situation :

There is no doubt that Peurifoy said what Time printed, and there is no doubt that he was expressing the opinion of the White House, the Congress, and the Pentagon. How could the leaders of Guatemala imagine that the United States would tolerate a nest of enemies on its very doorstep? It would be absurd; indeed another country...would already have sent in the troops. To argue otherwise, and to spout about our 'sovereignty' is childish. It is naive. Germany, powerful even though defeated, is still occupied, and so is Japan – and we will be too, we poor

¹³ « The Problem of Guatemala », *Time*, 11 janvier 1954, p. 27

*fools who don't even produce fireworks, much less the ammunition for a token resistance*¹⁴.

Sydney Gruson nota pour sa part que les propos de l'ambassadeur n'avaient que confirmé les pires peurs des dirigeants guatémaltèques à l'effet que l'arrivée de Peurifoy « *was the forerunner of energetic United States action against them*¹⁵ ».

La politique américaine envers le Guatemala se caractérisa par une dynamique complexe entre une offensive diplomatique agressive, mais ouverte et une série de mesures clandestines réunies au sein de l'opération PBSUCCESS. John Peurifoy incarna cette politique à deux voies et fut l'un des rares responsables américains au Guatemala à être à l'affût de la situation et à s'impliquer dans chacun des versants de la politique américaine.

La politique étrangère de l'administration Eisenhower envers l'Amérique latine à l'époque consista à convaincre ses voisins du danger que posait le communisme. Le secrétaire d'État Dulles essaya de convaincre les dirigeants latino-américains que le communisme était un complot international et non un simple mouvement indigène. L'administration Eisenhower percevait les relations internationales exclusivement en fonction du conflit qui l'opposait avec l'Union soviétique et non en fonction des problèmes régionaux – économiques ou sociaux. Voilà pourquoi en même temps que le département d'État annonça la nomination de John Peurifoy comme ambassadeur au Guatemala, il annonça l'ajout d'une nouvelle rubrique à l'agenda de la 10^e Conférence interaméricaine de Caracas prévue en mars 1954 intitulé « *Intervention of International Communism in the American Republics* ». Le Guatemala, seul pays à voter contre la requête, était bien sûr la cible de cette manœuvre américaine¹⁶.

Le secrétaire d'État Dulles voulait par l'ajout de cette rubrique étendre la doctrine Monroe « *to include the concept of outlawing foreign ideologies in the American Republics*¹⁷ ». En étendant la définition de la doctrine Monroe, l'administration

¹⁴ Cité dans Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 257

¹⁵ « Guatemala Story of the Plot Scouted », *NYT*, 31 janvier 1954, p. 13

¹⁶ Stephen G. Rabe, *Eisenhower and Latin America...*, p. 30-32; Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 256

¹⁷ « Memorandum of Discussion at the 189th Meeting of the National Security Council on Thursday, March 18, 1954 » cité dans *FRUS* 1952-1954, vol. IV, p. 304-306

Eisenhower chercha aussi à faire comprendre aux Latino-américains que le nationalisme et le communisme ne pouvaient être confondus¹⁸. Or, comme nous allons le voir, la stratégie du secrétaire Dulles d'utiliser un forum international pour débattre de la situation au Guatemala en même temps qu'il préparait une opération clandestine visa plus qu'à confondre la communauté internationale. Elle chercha aussi à brouiller les pistes au sein de son propre département d'État et d'une bonne partie de l'administration américaine en les trompant sur l'orientation de la politique américaine envers le Guatemala.

La Conférence de Caracas, tenue du 1^{er} au 28 mars 1954, représenta la pierre angulaire de l'offensive diplomatique américaine contre le Guatemala. Le département d'État s'arrangea d'abord pour inclure la rubrique concernant l'intervention du communisme dans l'hémisphère comme premier élément à l'ordre du jour, reléguant les discussions économiques en second lieu. Le mandat de la délégation américaine, présidée par Dulles, était clair : obtenir une résolution claire et unanime contre l'intervention du communisme international dans les républiques américaines. Or, il fallait aussi éviter une confrontation avec les autres pays et toute accusation d'ingérence. Dans son allocution, Dulles commença par dénoncer le communisme comme une idéologie étrangère et comme une forme d'interventionnisme et proposa « *that Communist domination or control of any country would justify 'appropriate action in accordance with existing treaties'* »¹⁹. À aucun moment il ne mentionna le Guatemala ou la menace d'une intervention militaire. Le ministre guatémaltèque des Affaires étrangères Guillermo Toriello Garrido dénonça tout de même la mesure comme un prétexte pour intervenir dans les affaires internes des pays latino-américains et comme une internationalisation du mccarthyisme. En confrontant ainsi directement le secrétaire Dulles, Toriello reçut une ovation monstre. La résolution fut tout de même acceptée par une majorité écrasante des pays : dix-sept pays votèrent en faveur, seul le Guatemala vota contre alors que l'Argentine et le Mexique s'abstinrent. Or, ce vote fut arraché à la faveur d'importants jeux de coulisses et de pressions directes. Les Américains ne purent compter que sur les

¹⁸ Stephen G. Rabe, *Eisenhower and Latin America...*, p. 50

¹⁹ Cité dans Bryce Wood, *The Dismantling of the Good Neighbor Policy...*, p. 171

régimes les plus dictatoriaux pour soutenir leur cause²⁰. Piero Gleijeses explique bien le résultat de la Conférence :

The imposing majority that voted for the Caracas resolution had not been swayed, as Time patriotically averred, by the 'intellectual force of Dulles' arguments'. They had surrendered, instead, to 'very severe arm twisting'. Foster Dulles, recalls a senior U.S. official, 'spared no effort and spared no blandishment to get this Caracas Resolution through'. Decades of submission and 'sordid calculations... [based on] the hope of receiving a quid pro quo on economic issues' ensured the pitiful capitulation²¹.

La Conférence de Caracas représenta une défaite morale pour les Américains, même s'ils utilisèrent plus tard le résultat du vote comme un outil de propagande. Les républiques latino-américaines craignaient davantage l'interventionnisme américain que le communisme guatémaltèque. La Conférence démontra aussi que les régimes démocratiques plus influents chérissaient davantage le principe de non-ingérence et qu'ils désapprouvaient la version américaine d'un complot communiste international et monolithique dirigé par Moscou. Il en découla qu'une intervention clandestine s'avérait la seule solution aux problèmes de l'administration Eisenhower : Washington pouvait en finir avec Arbenz tout en maintenant l'apparence de ne pas intervenir²². Dès ce moment, il est clair que l'offensive diplomatique américaine par l'entremise du forum de l'OÉA ne faisait que servir l'appareil de propagande de l'opération PBSUCCESS afin de mettre le plus de pression possible sur les dirigeants de l'armée pour qu'ils renversent Arbenz sans le soutien apparent des Américains.

Mais, ce n'est pas de cette façon que le secrétaire Dulles traita de la question avec les hauts fonctionnaires de son propre département. Le secrétaire adjoint responsable de l'Amérique latine, J. Moors Cabot, d'abord partisan d'une solution diplomatique, donna finalement son accord à l'élaboration d'une opération clandestine pour régler le problème guatémaltèque. Des différends avec le secrétaire Dulles à propos de la politique économique de l'administration amenèrent Cabot à donner sa démission. Il fut remplacé par l'avocat texan Henry Holland en mars 1954 durant la Conférence. Or, Henry Holland et son assistant Robert F. Woodward ne furent pas mis au courant des préparatifs de

²⁰ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 146-148

²¹ Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 276

²² Stephen Rabe, *Eisenhower and Latin America...*, p. 53-54

l'opération avant la fin avril ou le début de mai 1954, moins de deux mois avant le début prévu de l'invasion par les forces de Castillo Armas²³. Au tout début du mois de mai, lorsque Holland fut mis au courant des préparatifs de PBSUCCESS, il discuta avec Robert Woodward de son intention de démissionner parce qu'il n'avait jamais accepté son poste dans le but de transiger avec des pays étrangers de cette façon. Woodward le convainquit de rester en poste et de chercher d'autres solutions « *within the inter-American organization, to try to solve the problem of the trend of the Guatemalan Government toward communist affiliation* »²⁴. Holland eut une autre conversation avec Dulles où le secrétaire d'État lui donna jusqu'en décembre de la même année pour trouver une solution diplomatique au problème et développer un dossier contre le Guatemala à être présenté devant l'OÉA.

Suite à sa conversation avec Dulles, Holland mit en place ce qui fut communément appelé le *Guatemalan Group* qui se réunit dix-neuf fois entre le 10 mai et le 2 juillet 1954. En plus de Holland, Woodward, Raymond Leddy et d'autres personnalités du département d'État, on retrouvait John C. Hill de l'ambassade au Guatemala et Frank Holcomb de la CIA²⁵. Lors de la première réunion du *Guatemalan Group* les participants convinrent qu'il fallait préparer le terrain pour une action possible en vertu de la résolution de Caracas et ils nommèrent John C. Hill, deuxième secrétaire à l'ambassade américaine au Guatemala, responsable du dossier²⁶.

Le secrétaire Dulles venait-il de mettre en place une stratégie qui permettait à l'administration de contourner les personnes responsables de l'Amérique latine au département d'État en les affectant à des tâches, à une politique, à tout le moins inutile, avec pour résultat la prise en main de la politique envers le Guatemala par les membres plus militants de la CIA ? « *By replacing Cabot, Rubottom, and Schoenfeld, however, the way was cleared for establishing a system that, below the assistant secretary, excluded the Department of State from any influence over events in Guatemala until the end of*

²³ Bryce Wood, *The Dismantling of the Good Neighbor Policy...*, p. 159-162 et 174-175. L'invasion avait même été prévue pour le mois de mai.

²⁴ *Ibid.*, p. 174

²⁵ Le volume de *FRUS 1952-1954*, vol. IV mentionne quatre des dix-neuf réunions du *Guatemalan Group*. Pour la liste complète des personnes présentes, voir : Bryce Wood, *The Dismantling of the Good Neighbor Policy...*, p. 177 et note 92, p. 255

²⁶ « Minutes of a Meeting Held in the Office of Assistant Secretary of State for Inter-American Affairs (Holland), May 10, 1954 » cité dans *FRUS 1952-1954*, vol. IV, p. 1102-1104

June 1954²⁷». On se souviendra que Peurifoy remplaça l'ambassadeur Schoenfeld au Guatemala et que le secrétaire adjoint Cabot fut remplacé par Holland en mars 1954. R. Richard Rubottom fut transféré à Madrid à l'été 1953 après qu'il eut interrogé son adjoint, Raymond G. Leddy, chargé par Dulles de la liaison entre le département d'État, la CIA et l'ambassade au Guatemala. Ainsi, très peu de personnes au département d'État – Dulles, Bedell Smith, Raymond Leddy – étaient entièrement ou partiellement au courant des préparatifs de l'opération PBSUCCESS et étaient conscientes que les États-Unis ne cherchaient pas une solution diplomatique au problème guatémaltèque. D'autres personnes, comme Holland et Woodward, furent mises au courant en temps et lieu, mais il ne s'agissait pas de demander leur avis, seulement de les en informer.

Cette façon de faire doit nous rappeler la façon dont l'opération TPAJAX en Iran fut élaborée et acceptée. Dulles ne laissa pas de place à la dissension. Comme le remarque Stephen G. Rabe : « *few in Washington advised the administration to think and act dispassionately*²⁸ ». Au sein de l'administration, seuls Robert B. Murphy, sous-secrétaire adjoint, et Louis J. Halle du *Policy Planning Staff* questionnèrent la justesse de la cause américaine. La thèse de Halle était que « *the revolution was nationalist and anti-Yanqui in its own right, a movement for social justice and reform*²⁹ ». Ce semblant d'opposition à l'opération suffit quand même à rendre le président Eisenhower furieux. Dans son esprit, le temps pour la discussion était passé : « *if you at any time take the route of violence or support of violence...then you commit yourself to carry it through, and its too late to have second thoughts [...] when you're midway in an operation*³⁰ ».

Pourtant, les hauts dirigeants de l'administration, dont le secrétaire Dulles, s'arrangèrent justement pour éviter qu'il n'y ait dissension. Dulles savait très bien que la validité de ses arguments était, au mieux, fort ténue. Le plus difficile pour Dulles fut de prouver que la présence communiste au Guatemala s'inscrivait dans un complot international dirigé par Moscou et qu'elle représentait une menace pour l'ensemble des républiques latino-américaines. Dans une rencontre avec l'ambassadeur brésilien à Washington, João Carlos Muniz, Dulles posa le problème de cette façon : « *we must*

²⁷ Bryce Wood, *The Dismantling of the Good Neighbor Policy...*, p. 166

²⁸ Stephen Rabe, *Eisenhower and Latin America...*, p. 57

²⁹ *Ibid.*, p. 58

³⁰ Stephen Ambrose et Richard Immerman, *Ike's Spies...*, p. 230

*realize that it will be impossible to produce evidence clearly tying the Guatemalan Government to Moscow; [...] the decision must be a political one and based on our deep conviction that such a tie must exist*³¹». En juin 1954, Dulles câbla l'ambassadeur Whithing Willauer au Honduras pour le presser de fournir des preuves des liens entre le gouvernement guatémaltèque et les grèves répétées au Honduras, notamment sur les plantations de l'UFCO³². Willauer lui répondit : « *[F]acts few, convicting and convincing evidence scarce*³³ ». De là l'importance de se donner la capacité d'agir en sous-main par l'entremise d'une opération clandestine dans laquelle Washington pouvait, officiellement, nier son implication.

Le rôle de John Peurifoy dans cette stratégie du secrétaire Dulles prend toute son importance lorsque l'on considère le cercle étroit des personnes mises au courant de l'opération au département d'État. L'ambassadeur devait soutenir l'offensive diplomatique du département d'État à l'OÉA et ailleurs, tout en étant conscient que cette stratégie ne servait qu'à accroître la pression psychologique sur les hauts dirigeants du gouvernement et de l'armée guatémaltèques. « *As the ambassador to Guatemala, [Peurifoy] served as a liaison between CIA and State Department personnel who were privy to the clandestine activities*³⁴ ». Le rôle que Peurifoy pourrait avoir eu dans la décision de l'administration Eisenhower de choisir la force de façon clandestine pour régler le problème guatémaltèque semble être plus tactique que stratégique. La décision du président Eisenhower et du secrétaire Dulles avait déjà été prise avant l'arrivée de Peurifoy et elle aurait été maintenue avec ou sans ses reportages alarmants. Le rôle de Peurifoy fut plus évident et plus important dans la façon dont la politique américaine fut mise de l'avant plutôt que dans le choix de la politique elle-même. Comme le note Piero Gleijeses :

Eisenhower's Guatemala policy was no aberration; it was derailed neither by UFCO, nor by Peurifoy, nor by Senator Joseph McCarthy. It fit within a deeply

³¹ « Memorandum of Conversation, by the Secretary of State, May 11, 1954 », cité dans *FRUS 1952-1954*, vol. IV, p. 1106

³² Voir, Dulles to AmEmbassy Tegucigalpa, Tel 518, 4 juin 1954, NA 363/5-3054 cité dans *FRUS 1952-1954*, vol. IV, p. 1164.

³³ Voir, Willauer to SecState, Tel 437, 9 juin 1954, NA 363/6-954 et Dulles to AmEmbassy Tegucigalpa, Tel 533, 12 juin 1954, NA 363/6-1254 cités dans *FRUS 1952-1954*, vol. IV, p. 1164-1165

³⁴ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 140

*held tradition, shared by Democrats and Republicans alike and centered on the intransigent assertion of U.S. hegemony over Central America and the Caribbean*³⁵

La politique américaine envers le Guatemala, bien que basée sur une observation erronée de la situation politique et influencée par cette mentalité de la guerre froide que Richard Immerman appelle le « *cold war ethos* », fut aussi le résultat d'une absence de discussion sur les mérites de celle-ci. Et le choix de John Peurifoy comme ambassadeur garantissait que la politique du secrétaire Dulles ne serait pas remise en question, mais au contraire appliquée de façon parfois excessivement vigoureuse. Les actions de l'ambassadeur Peurifoy et de son personnel tout au long de son séjour ne feront que confirmer ces observations.

B) John Peurifoy et son ambassade dans l'opération PBSUCCESS

L'efficacité et le succès de l'opération PBSUCCESS reposèrent essentiellement sur l'important dispositif de propagande dirigé contre les hauts responsables du gouvernement et de l'armée guatémaltèques et l'opinion publique latino-américaine et américaine. Le département d'État et la CIA entamèrent une campagne de presse systématique, à laquelle participa activement l'ambassade au Guatemala. De son côté, l'ambassadeur Peurifoy exerça des pressions diplomatiques incessantes sur les dirigeants du gouvernement et de l'armée guatémaltèques afin de forcer les officiers à agir. Le point culminant de l'opération PBSUCCESS prévoyait qu'une force de quelques centaines de mercenaires guatémaltèques, dirigée par le Colonel Carlos Castillo Armas et entraînée par la CIA, « envahirait » le Guatemala à un moment jugé propice par Washington. Or, dès le départ, l'opération PBSUCCESS fut basée sur la prémisse que seule l'armée guatémaltèque pouvait renverser Arbenz.

*Psychological warfare would be the CIA's main weapon to convince the Guatemalan officers that their security and well-being were at stake, and thus prod them toward treason. [...] The Guatemalan exiles were to serve as the spark if the army failed to rise against Arbenz on its own*³⁶».

³⁵ Piero Gleijeses, *Shattered Hope*..., p. 366

³⁶ *Ibid.*, p. 246

Dans un mémorandum adressé au président Eisenhower quelques jours après le début de l'invasion, l'agence expliqua comment la désinformation et la propagande représentaient la clé du succès de l'entreprise :

[T]he entire [Castillo] effort is thus more dependent upon psychological impact rather than actual military strength, although it is upon the ability of the Castillo Armas effort to create and maintain for a short time the impression of very substantial military strength that the success of this particular effort primarily depends. The use of a small number of airplanes and the massive use of radio broadcasting are designed to build up and give main support to the impression of Castillo Armas' strength as well as to spread the impression of the regime's weakness³⁷.

Nous reviendrons plus loin sur l'invasion par les forces de Castillo Armas, mais le mémorandum de la CIA nous indique deux autres outils de pression psychologique employés lors de l'opération. D'abord, l'aviation rebelle joua un rôle extrêmement important pour faire craquer Arbenz dépourvu de moyens d'y faire face³⁸. Ensuite, dès le 1^{er} mai 1954, la CIA mit en opération une radio clandestine – opération SHERWOOD – dans les jungles du Honduras à la frontière avec le Guatemala, de façon à faire croire qu'elle émettait de l'intérieur du pays. La radio joua un rôle très important dans le dispositif de propagande, puisque c'était le seul média accessible pour une population très majoritairement analphabète³⁹.

Bien qu'il affirma aux membres de son ambassade qu'il ne connaissait que les grandes lignes de l'opération – ce qui aurait été normal –, Peurifoy était très impliqué dans la plupart des facettes de l'opération. Immédiatement après son arrivée au Guatemala en octobre 1953, la station de la CIA prit rapidement de l'expansion. Dès les premiers préparatifs en septembre 1953, les responsables de l'opération avisèrent le directeur de la CIA, Allen Dulles, de la nécessité de renforcer la station de la CIA au Guatemala. « *CIA assets in the field personnelwise and otherwise are negligible. No time*

³⁷ Cité dans Gordon L. Bowen, « U.S. Foreign Policy Toward Radical Change : Covert Operations in Guatemala, 1950-1954 », *Latin American Perspectives*, vol. X, no. 1 (hiver 1983), p. 96. Italiques dans l'original.

³⁸ Les raisons de ceci sont bien expliquées dans Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 166-168. La radio clandestine fut extrêmement efficace dans cette entreprise et amena un pilote guatémaltèque à faire défection avec son avion. Voir, David Philips, *The Night Watch...*, p. 43-44.

³⁹ Voir, à ce sujet, les mémoires de l'agent de la CIA responsable de la radio clandestine : David Atlee Philips, *The Night Watch...*

should be lost in order to reinforce the station [...]»⁴⁰. Les hauts responsables de l'ambassade ne furent mis au courant de certaines facettes de l'opération qu'en février ou en mars de l'année suivante. Peurifoy avisa son chargé d'affaires, William L. Krieg et quelques autres hauts fonctionnaires, dont les membres des missions militaires, que quelque chose d'important – en l'occurrence, l'invasion par les troupes de Castillo Armas – se préparait. Avant son départ pour le Guatemala, la CIA s'assura qu'elle aurait une ligne directe de communication avec l'ambassadeur⁴¹. Pour éviter les fuites, l'agence ne communiqua pas avec Peurifoy par la filière habituelle. « *Once received by the Guatemala station, the messages would be carried or conveyed verbally to the Ambassador by Birch O'Neil, the CIA station chief*⁴² ». De plus, Peurifoy communiqua souvent avec la CIA par les canaux spéciaux de l'agence par l'intermédiaire de sa base à Opa-Locka en banlieue de Miami, où il se rendit à au moins une reprise⁴³. Cette situation a des conséquences sérieuses sur la recherche historique puisqu'elle rend l'accès déjà difficile aux sources archivistiques sur l'opération presque impossible, puisque les documents se trouvent dans les dépôts plus fermés de la CIA, s'ils n'ont pas été déjà détruits.

Durant les mois qui précédèrent l'invasion des forces de Castillo Armas, Peurifoy et plusieurs membres de son ambassade jouèrent un rôle important en s'impliquant activement dans la campagne de presse et en rencontrant plusieurs membres de l'opposition dans le pays. Pour les décideurs à Washington, il fallait préparer l'opinion internationale avant la conférence de Caracas de mars 1954 afin d'éviter que l'opinion publique américaine et latino-américaine ne sympathise avec la révolution guatémaltèque. Il fallait relier chacune des actions du gouvernement Arbenz avec le communisme international et les directives supposées du Kremlin. La tâche de façonner l'opinion publique fut laissée à l'*United State Information Agency*. « *[I]t established a regional service operation to collect, prepare, and place anti-Arbenz press material in Central American publications, tailoring the story 'to meet the specific needs in*

⁴⁰Memorandum for the DCI, « Guatemala – General Plan of Action » 11 septembre 1953, p. 10

⁴¹ Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 252-253

⁴² Stephen Schlesinger et Stephen Kinzer, *Bitter Fruit...*, p. 135

⁴³ Stephen Ambrose et Richard Immerman, *Ike's Spies...*, p. 227. Voir aussi « Situation Report – PBSUCCESS for the Period 20-26 April 1954 », 27 avril 1954, RG 268 « Studies and other records ... » : « *Ambassador Peurifoy arrived in Washington from Guatemala City on 20 April and met the next day with officials of this Agency for debriefing* ».

individual countries’⁴⁴». Les opérations de l’agence, en collaboration avec l’ambassade au Guatemala, s’accrochèrent en janvier 1954 lorsque le gouvernement guatémaltèque divulgua au public des preuves de l’implication des États-Unis dans un complot visant son renversement. L’administration Arbenz avait eu vent du complot en interceptant la correspondance entre les chefs rebelles, Carlos Castillo Armas et Miguel Ydígoras Fuentes, et les Somoza au Nicaragua qui apportaient une aide considérable à l’opération. Elle procéda à plusieurs arrestations d’individus liés de près ou de loin au complot. L’USIA, en collaboration avec l’ambassade américaine au Guatemala, orchestra « *the promptest press, radio coverage without official attribution* »⁴⁵.

Le chargé d’affaires de l’ambassade, William Krieg, nota dans un télégramme à l’USIA qu’il fallait insister sur le fait que les arrestations étaient arbitraires et faisaient partie d’une campagne du gouvernement guatémaltèque pour intimider l’opposition anticommuniste. Il spécifia qu’il fallait éviter à tout prix de spéculer sur l’implication possible des gens arrêtés dans les activités de Castillo Armas⁴⁶. Krieg savait très bien, comme il le nota le lendemain, que les gens arrêtés « *apparently materially involved in plots by Colonel Carlos Castillo Armas and General Miguel Ydígoras Fuentes, the exiled anti-Communist leaders, to overthrow the Arbenz Administration* »⁴⁷.

L’ambassade eut une autre occasion la semaine suivante de critiquer le gouvernement guatémaltèque. Le 2 février, l’administration Arbenz expulsa deux journalistes américains qui couvraient le Guatemala, le correspondant de la *NBC* et de *Reuters*, Marshall Bannell, et le correspondant du *New York Times*, Sydney Gruson, en plus d’expulser un prêtre américain le lendemain. Le cas de Gruson est particulièrement intéressant vu l’ambiguïté de l’attitude américaine à son égard. Contrairement à plusieurs de ses collègues américains, Gruson avait rarement recours au sensationnalisme pour commenter la situation guatémaltèque. Il reconnaissait que le gouvernement Arbenz était populaire auprès des masses et que les réformes entamées étaient nécessaires. Loin d’être un porte-parole du gouvernement américain, il nota tout de même dans un article en novembre 1953 que le président Arbenz était prisonnier de sa relation avec les

⁴⁴ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 144

⁴⁵ Krieg to United States Information Agency, 26 janvier 1954, NA 714.00/1-2654

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ Krieg to DOS, Desp no 643, 27 janvier 1954, NA 714.00/1-2754

communistes⁴⁸. Suite aux divulgations du complot de janvier par l'administration Arbenz, Gruson dénonça avec le plus grand mépris les accusations prétendument mensongères du gouvernement guatémaltèque. Au moment de la parution de son article dans le *New York Times*, il revint au Guatemala après un séjour à Mexico pour être aussitôt expulsé du pays. Le gouvernement guatémaltèque revint sur sa décision quelques semaines plus tard et laissa le journaliste revenir en mai⁴⁹.

Bien que l'ambassade américaine et le département d'État sautèrent sur l'occasion pour dénoncer les attaques contre la presse libre, ils s'appliquèrent tout de même à distancer Gruson du Guatemala. En fait, Peurifoy était furieux contre le journaliste parce qu'il portait un regard plus équilibré et nuancé sur la situation guatémaltèque et qu'il refusait de participer à la dénonciation généralisée du gouvernement guatémaltèque dans la presse américaine. En mai 1954, lors d'une rencontre du Conseil de la sécurité nationale, le secrétaire d'État Dulles se montra très préoccupé par la « ligne communiste » suivie par Gruson au sujet de l'arrivée du cargo *Alfhem*. Quelques semaines avant le début de l'invasion, les frères Dulles réussirent à convaincre le rédacteur en chef du *New York Times*, Arthur Hays Sulzberger, de retirer Gruson de la couverture du conflit guatémaltèque⁵⁰.

L'ambassade américaine au Guatemala joua aussi un rôle fort important par ses liens avec différentes figures de l'opposition guatémaltèque. Ces contacts permirent au gouvernement américain d'avoir une idée des ressources et des besoins des différents groupes, ainsi que des rivalités et de la collaboration possible entre ceux-ci. Ces rencontres permirent aussi de coordonner certaines activités, notamment en ce qui concerne la propagande et la désinformation, ainsi que d'exprimer les attentes du gouvernement américain à leur égard. Les contacts avec l'opposition, engagés sous son prédécesseur, s'accrochèrent après l'arrivée de John Peurifoy. Il est plutôt commun pour l'ambassade d'un pays d'entretenir des contacts avec les membres de l'opposition dans un système démocratique, mais dans la mesure où les autorités américaines et les

⁴⁸ Sydney Gruson, « Guatemala Reds Increase Powers », *NYT*, 6 novembre 1953, p. 3

⁴⁹ Piero Gleijeses, *Shattered Hope*..., p. 260-261

⁵⁰ Piero Gleijeses, *Shattered Hope*..., p. 368; Richard Immerman, *The CIA in Guatemala*..., p. 235-236, note 47

différents groupes d'opposition visaient le renversement du gouvernement, ces contacts devenaient compromettants.

Alors qu'on mentionne souvent dans les comptes rendus de ces réunions que les groupes ne demandaient rien aux États-Unis, il est clair que la plupart demandèrent au minimum une forme de financement. Il ressort aussi des différentes conversations que les responsables de l'ambassade s'évertuèrent à faire croire que le gouvernement américain ne soutiendrait jamais un coup d'État. Il semble normal que les autorités américaines ne voulurent pas soutenir deux groupes différents, mais ils ressassèrent le même refrain aux représentants de Castillo Armas, alors même que du personnel de la CIA entraînait des mercenaires de son groupe. Il faut donc y voir une preuve que les hauts fonctionnaires de l'ambassade n'étaient pas au courant des préparatifs de l'invasion et se concentraient sur les aspects psychologiques de l'opération⁵¹.

Le chargé d'affaires de l'ambassade, William Krieg, énonça clairement les éléments les plus importants et la clé du succès de l'opération sans pour autant être informé des détails intimes de l'opération. Il écrivit à l'ambassadeur Peurifoy, rappelé en consultation à Washington en janvier 1954, que le moral de l'opposition depuis l'arrestation massive de plusieurs des conspirateurs était plutôt bas. Dans son message, il exposa clairement que la politique poursuivie à Caracas était seulement complémentaire et destinée à accroître la pression sur le gouvernement et l'armée. Il nota plus loin qu'il fallait faire de l'armée guatémaltèque la « cible principale » de toute politique tel que Peurifoy l'avait noté dans son télégramme du 23 décembre 1953⁵². À ce moment, Krieg relata que les officiers de l'armée étaient plutôt nerveux et que les différentes pressions exercées semblaient être « *an important preliminary for the Army or anyone else to act in view of the current developments* ». Il termina son télégramme en expliquant : « *The question of timing is of course particularly important since most of these measures are designed to create an atmosphere favorable to effective activity by dissident Army officers and others, if they can be influenced to act*⁵³ ».

⁵¹ Voir Harold E. Urist to the Ambassador, 30 décembre 1953, NA 714.00/12-3053; Memorandum, William L. Krieg, 17 mars 1954, RG 84 « Guatemala Embassy Files », General and Classified Records, 1953-1955

⁵² Voir *supra* note 10

⁵³ William Krieg to John Peurifoy, 27 janvier 1954, RG 84 « Guatemala Embassy Files », General and Classified Records, 1953-1955

Les buts de la politique américaine appliquée par l'ambassade au Guatemala furent donc clairement exprimés dès le début de l'année : faire pression directement sur les hauts dirigeants du gouvernement et de l'armée pour les inciter à agir contre Arbenz. Pour obtenir ce résultat, il fallut accroître la pression sur l'administration guatémaltèque par une offensive diplomatique, notamment à la Conférence de Caracas, et par une campagne de presse systématique pour dénoncer les politiques de l'administration Arbenz. L'invasion, la radio clandestine et les autres moyens psychologiques servaient le même but. Si l'armée guatémaltèque représenta la clé du succès de l'opération et la cible de pressions diverses, les hauts gradés de l'armée firent aussi l'objet d'une importante opération de charme. À ce sujet, les missions militaires de l'armée et de l'armée de l'air américaine y jouèrent probablement un rôle décisif.

L'ambassadeur Peurifoy hésita quelque peu sur l'utilité de garder les missions militaires américaines au Guatemala. Dans un télégramme à Peurifoy immédiatement après son arrivée, le secrétaire Dulles demanda à l'ambassadeur « *[to] analyze [the] desirability [of the] continuance or withdrawal [of] Army and Air Force Missions* ⁵⁴ ». Peurifoy répondit le lendemain que d'un point de vue militaire, les missions n'étaient pas nécessaires. Mais, poursuivait-il, dans la mesure où le gouvernement Arbenz remplit sa part de l'entente, il croyait que les missions devraient demeurer. Il expliqua : « *Army is anti-communist and day may not be too far off when we will need friends where it will count* ⁵⁵ ». Or le lendemain, dans son funeste télégramme du 23 décembre 1953, il indiqua qu'un retrait des missions militaires américaines, associé avec l'annonce de traités d'assistance militaire avec les voisins du Guatemala, aurait un impact psychologique profond sur les officiers de l'armée ⁵⁶.

L'impact de l'ambassadeur lui-même sur l'armée ne peut être sous-estimé. Comme le remarque Piero Gleijeses : « *The loyalty of the officer corps had been faltering since the arrival of Peurifoy* ⁵⁷ ». Le comportement arrogant et offensant de

⁵⁴ Dulles to AmEmbassy Guatemala, 18 novembre 1953, NA 714.58/11-1853

⁵⁵ Peurifoy to SecState, Tel no 124, 19 novembre 1953 NA 611.14/11-1953

⁵⁶ Peurifoy to SecState, Embtel 163, 23 décembre 1953, NA 611.14/12-2353

⁵⁷ Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 304

l'ambassadeur dérangea plus d'un officier⁵⁸. Mais, le rôle de l'ambassadeur et de son personnel au Guatemala fut essentiel. La menace d'une invasion des forces de Castillo Armas ne serait crédible que si les responsables américains au Guatemala réussissaient à convaincre les officiers de l'armée guatémaltèque que les exilés étaient soutenus par Washington et que leur défaite provoquerait une intervention militaire américaine⁵⁹. Or, la tâche de convaincre les officiers de l'armée de cette histoire, tout en maintenant une apparente non-ingérence, incombait principalement aux membres des missions militaires américaines et de l'ambassade. « *Ambassador Peurifoy and his staff probably also secretly lobbied top officers to plot against Arbenz* ⁶⁰ ». Et les officiers de l'armée guatémaltèque qui ne pouvaient être convaincus d'agir contre Arbenz étaient directement soudoyés par des pots-de-vin⁶¹. Des personnalités guatémaltèques comme Guillermo Toriello, Raúl Osegueda et Luis Cardoza y Aragón insistèrent sur la corruption des officiers par l'ambassade américaine au Guatemala pour expliquer les causes de la démission du président Arbenz. De plus, même si le Guatemala ne pouvait plus acheter d'armes depuis 1945 en vertu d'un embargo officieux imposé par Washington, les missions militaires américaines restèrent en place. Bryce Wood reprend les propos de Robert Woodward lors d'une réunion du *Guatemalan Group* au début de juin 1954 : « *The U.S. military wished to use the missions to inform the Guatemalan army 'of the extent of Communist penetration in an effort to shape their attitudes against the Government'* ⁶² ». Richard Immerman cite plus précisément le cas de Henry Hecksher, un agent de la CIA se présentant en homme d'affaires allemand qui aurait offert des pots-de-vin à de hauts gradés de l'armée guatémaltèque⁶³. Si les preuves de tels agissements de la part de l'ambassade américaine, de la station de CIA ou des missions militaires sont du domaine de la conjecture, il n'en demeure pas moins que l'armée guatémaltèque ne leva pas un doigt à la suite de l'invasion des troupes de Castillo Armas.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 254

⁵⁹ *Ibid.*, p. 246-247

⁶⁰ Stephen G. Rabe, *Eisenhower and Latin America...*, p. 56

⁶¹ Stephen Ambrose et Richard Immerman, *Ike's Spies...*, p. 229; De même, il avait été prévu dans les budgets de l'opération mort-née PBFORTUNE que des fonds seraient affectés « *to other emergencies such as bribing army officers at the last moment* ». Voir, [...] to Operations, (In 14000) 25 juin 1952, p. 2, RG 268 « *Studies and other records ...* ».

⁶² Bryce Wood, *The Dismantling of the Good Neighbor Policy...*, p. 166-167

⁶³ Richard Immerman, « *Guatemala as Cold War History* »..., p. 644

Un épisode intéressant qui aurait dû être bénin démontre les raisons de l'importance accordée par l'ambassadeur Peurifoy et les responsables de PBSUCCESS aux missions militaires et à ses chefs. Le mandat du colonel Richard C. Hutchinson, chef de la mission de l'armée de l'air américaine au Guatemala, aurait dû expirer aux alentours du 15 février 1954. Le 29 janvier, le secrétaire adjoint John Cabot écrivit au secrétaire de la Défense, Charles E. Wilson, pour lui faire part de la demande de l'ambassadeur Peurifoy que le colonel Hutchinson reste en poste au moins six mois supplémentaires. Cabot expliqua que les services du colonel Hutchinson étaient requis « *in the light of considerations which are already known to you* »⁶⁴. Wilson était au courant des préparatifs de l'opération PBSUCCESS et du rôle probable qu'y jouaient les missions militaires américaines en raison de sa participation aux réunions du Conseil de la sécurité nationale où était souvent discuté le problème guatémaltèque. Il était toutefois clair pour le département de la Défense que ce n'était qu'un simple transfert de routine et que la décision d'y mettre un frein devait venir de très haut. Le responsable du département de la Défense, le major Runyan, expliqua à Raymond Leddy que le remplaçant du colonel Hutchinson, le colonel Earl Batten, avait encouru des frais personnels dans l'attente de son transfert et qu'il avait complété un entraînement de six mois en prévision de son assignation⁶⁵.

Leddy rappela au major Runyan la situation particulière qui avait cours au Guatemala et invoqua même le risque que le gouvernement guatémaltèque ne demande le retrait des missions américaines et leur remplacement par des missions soviétiques⁶⁶. Le secrétaire Wilson n'en fut pas plus convaincu et, dans une lettre au secrétaire d'État Dulles, il nota qu'il acceptait une période de chevauchement d'un mois et que le colonel Hutchinson pouvait rester jusqu'au 15 mars. Il termina sa lettre par un conseil qui expliqua tout :

*To preclude difficulties of this nature occurring in the future, it is requested that this Department be informed a minimum of three months in advance of those cases deemed by your Department to require the retention, for political reasons, of a U.S. military incumbent in a foreign country beyond the normal tour of duty*⁶⁷».

⁶⁴ John M. Cabot to Charles E. Wilson, 29 janvier 1954, NA 714.58/1-2954

⁶⁵ Leddy to Cabot, 8 février 1954, NA 714.58/12-854

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ Wilson to Dulles, 12 février 1954, NA 714.58/2-1254. Italiques ajoutés.

Pour le secrétaire Wilson, il était clair que la nécessité de garder Hutchinson était de nature strictement politique. Ces complications pour le simple transfert du colonel Hutchinson prennent toute leur importance à la lumière d'une lettre adressée par l'ambassadeur Peurifoy à Raymond Leddy. Peurifoy lui explique : « *the Hutchinsons had been close friends with the Sanchezes* » et plus loin : « *the Sanchezes, Girons and Colonel Monzón were very close socially; they did not associate with Colonel Díaz* »⁶⁸. Le colonel Luis Girón, chef de l'armée de l'air, accompagna le chef d'état-major de la défense, le colonel Carlos Enrique Díaz et le chef d'état-major de l'armée, le colonel Enrique Parinello de León lorsque les trois hommes demandèrent au président Arbenz sa démission. Le colonel José Angel Sánchez était ministre de la Défense dans l'administration Arbenz et conspira activement contre le président afin d'obtenir le soutien des autres officiers dans le coup d'État. Le colonel Elfego Monzón, haut officier de l'armée, présida ensuite la junte qui succéda à Díaz, prié de démissionner sous la pression de John Peurifoy, et qui négocia plus tard avec Castillo Armas⁶⁹. Il semble assez clair que les contacts entre le colonel Hutchinson et plusieurs officiers de l'armée portèrent fruit au moment décisif, de là l'importance qu'y mettait Peurifoy à le garder à son poste.

À la mi-mai, un événement majeur se produisit qui changea l'allure de la situation au Guatemala et qui prouva de nouveau l'utilité strictement politique des missions militaires comme un canal de communication pour l'opération PBSUCCESS. En avril, un agent de la CIA prévint Washington qu'un chargement d'armes venant de la Tchécoslovaquie et embarqué au port de Stettin en Pologne était en route vers le Guatemala. Or, l'agence perdit le contact avec le cargo *Alfhem* jusqu'à ce qu'il accoste au port de Puerto Barrios le 16 mai. Aux yeux des dirigeants américains, l'événement était majeur. Arbenz avait réussi à acquérir une quantité importante d'armes qui auraient pour effet de renforcer les capacités de l'armée, mais plus important encore, d'accroître le soutien du corps des officiers au président⁷⁰. L'épisode de l'*Alfhem* est important à

⁶⁸ Peurifoy to Leddy, 17 mars 1954, RG 84 « Guatemala Embassy Files », General and Classified Records, 1953-1955.

⁶⁹ Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 345-346

⁷⁰ *Ibid.*, p. 296; Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 155-156

plusieurs égards. D'abord, plusieurs observateurs ont convenu que ce n'est qu'à ce moment que le président Eisenhower décida de lancer l'opération PBSUCCESS. Richard Immerman et Stephen Ambrose expliquent : « *Ike vehemently and frequently insisted to his closest associates that approval of plans did not mean approval of actual operations. Ike gave the order to go only after the arrival of the Alfhem in Guatemala* ⁷¹ ». Immerman ajouta que Castillo Armas devait amorcer son invasion avant que les armes ne soient distribuées⁷².

Or, il était clair que le but de l'invasion de Castillo Armas n'était pas de confronter l'armée guatémaltèque, forte de près 5000 hommes. Celle-ci aurait défait les forces minables d'Armas avec ou sans les nouvelles armes transportées sur l'*Alfhem*. Piero Gleijeses ajoute d'autres arguments. D'abord, dans une entrevue avec Eduardo Taracena de la Cerda, compagnon de route d'Armas, ce dernier expliqua que l'invasion était prévue pour mai, mais qu'elle fut retardée d'un mois par manque de préparation. En consultation à Washington au mois d'avril, l'ambassadeur Peurifoy répondit aux questions des journalistes sur l'avenir de l'administration Arbenz : « *We are making our Fourth of July reception invitations, and we are not including any of the present administration* ». Deux jours après la chute d'Arbenz, il lança avec son arrogance habituelle : « *People are complaining that I was forty-five minutes off schedule* ⁷³ ». Gleijeses conclut : « *The evidence suggests that well before the Alfhem appeared on the scene, the invasion was planned for May or June. There is no indication that the arrival of the Alfhem accelerated its tempo* ⁷⁴ ». Toujours est-il que l'arrivée des armes donna aux dirigeants américains l'occasion inespérée de prouver un lien entre le Guatemala et le bloc soviétique. La conséquence la plus importante de l'arrivée de l'*Alfhem* fut de fournir à Washington un motif pour invoquer la déclaration de Caracas et demander la réunion du Conseil de l'OÉA pour le début de juillet. Mais, la convocation était demandée après la date prévue du début de l'invasion, donc clairement destinée à poursuivre le subterfuge diplomatique en appui à l'opération clandestine⁷⁵.

⁷¹ Stephen Ambrose et Richard Immerman, *Ike's Spies...*, p. 225

⁷² Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 156

⁷³ *Ibid.*, p. 141

⁷⁴ Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 297

⁷⁵ Voir Hill to Peurifoy, 30 mai 1954, NA 714.00/5-3054

L'épisode de l'*Alfhem* affecta aussi le rôle des missions militaires américaines au Guatemala. Il devint plutôt absurde de maintenir des missions militaires américaines dont le but avoué était d'entraîner l'armée guatémaltèque alors que le pays s'approvisionnait en armes à des pays ennemis. Dans un appel téléphonique au secrétaire Dulles, le sénateur William Knowland, chef de la majorité républicaine au Sénat, se demanda justement « *why are we upset because arms are going in and we are down there training the army to use them* ⁷⁶ ». Dulles ne réussit pas à convaincre le sénateur en lui expliquant que la CIA jugeait que le maintien des missions était fort avantageux et qu'elles étaient « *a valuable intelligence asset* ⁷⁷ ». Le lendemain, le secrétaire d'État contacta son frère, Allen Dulles, pour lui demander si l'arrivée de l'*Alfhem* remettait en question « ses plans ». Le directeur de la CIA répliqua que l'arrivée du cargo ne changeait pas ses plans, mais qu'il n'était pas sûr s'il pouvait réussir le mois prochain, en juin. Il ajouta qu'il ne savait pas combien les armes pouvaient nuire à l'opération puisqu'elles n'avaient pas été déchargées encore ⁷⁸. Si le président Eisenhower crut que la quantité d'armes transportées sur l'*Alfhem* « *exceeded any legitimate, normal requirements of the Guatemalan armed forces* ⁷⁹ », les armes furent tout à fait inutiles. « *Ironically, the Alfhem cargo was no bargain for Arbenz. It turned out to consist largely of obsolete, impractical and non-functional weapons* ⁸⁰ ». Le *New York Times* conclut à la suite du renversement du président Arbenz que ce dernier s'était fait vendre « *a shipload of 'white elephants'* ⁸¹ ».

L'ambassadeur Peurifoy indiqua qu'il était maintenant favorable au retrait des missions militaires américaines. Il expliqua que lorsqu'on lui avait demandé son avis sur le maintien des missions au début de son mandat, il avait expliqué que leur seule utilité découlait des contacts que les chefs des missions avaient avec les officiers supérieurs de l'armée. Il ajouta ses doutes quant à la nécessité de conserver ses missions militaires après l'achat par le Guatemala d'armes tchécoslovaques. Le chef de la mission de l'armée ainsi que les attachés militaires de l'ambassade approuvèrent le retrait des missions. Seul

⁷⁶ Telephone call from Senator Knowland, 18 mai 1954. « Telephone memoranda [Excepting to and from the White House], 1^{er} mai au 30 juin 1954, Fond Richard H. Immerman, *National Security Archives*, boîte 2

⁷⁷ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 156

⁷⁸ Telephone call to Mr. Allen Dulles, 19 mai 1954. « Telephone memoranda [Excepting to and from the White House], 1^{er} mai au 30 juin 1954, Fond Richard H. Immerman, *National Security Archives*, boîte 2

⁷⁹ Cité dans Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 156

⁸⁰ Stephen Schlesinger et Stephen Kinzer, *Bitter Fruit...*, p. 152

⁸¹ *New York Times*, 9 juillet 1954, cité dans *Ibid.*

le colonel Earl Batten, récemment arrivé au Guatemala, croyait qu'elles devraient rester. Peurifoy conclut : « *I personally feel that we could get some psychological advantage in withdrawing the missions now* ⁸² ». Si les missions demeurèrent en place durant les mois suivants, ce doit être une preuve de leur utilité pour l'opération PBSUCCESS. Comme l'avait remarqué Allen Dulles dans sa conversation avec son frère : « *We can't do much unless a large or substantial section of the army is with us* ». Que les dirigeants de l'opération aient décidé de lancer l'invasion moins d'un mois plus tard atteste qu'ils avaient réussi à obtenir le soutien de certains officiers et que la pression devait être augmentée sur les autres, par l'effet cumulé de l'invasion des forces terrestres, de « bombardements » de l'aviation rebelle, de la radio clandestine et de pressions directes de l'ambassadeur Peurifoy.

C) Tractations politiques et projets d'assassinats : John Peurifoy se compromet

L'invasion par les troupes de Castillo Armas débuta dans l'après-midi du 18 juin 1954 par des vols de P-47 de l'aviation rebelle et par l'incursion depuis le Honduras des troupes d'exilés jusqu'à Esquipulas à moins d'une dizaine de kilomètres de la frontière. Les forces d'exilés y restèrent tout au long de « l'invasion », puisque le succès fut plutôt obtenu par l'effet de la pression psychologique sur les officiers de l'armée.

Une inscription du 15 juin 1954 dans le journal personnel du journaliste et ami de Peurifoy, Drew Pearson, relève un point intéressant. Il y note : « *My old friend Jack Peurifoy made three attempts at revolution in Guatemala and it looks as if the last one might be successful. He persuaded six generals to call on Arbenz and threaten him with revolution unless he gets out* ⁸³ ». Or, l'invasion ne débuta pas avant le 18 juin et Arbenz ne démissionna que dix jours plus tard. Ce à quoi Pearson fait allusion, ce sont les tentatives, discutées plus haut, de l'ambassadeur Peurifoy et de différents responsables des missions militaires américaines et de l'ambassade de persuader les chefs de l'armée d'agir contre Arbenz. Le *New York Times* du 15 juin révéla des informations semblables

⁸² Peurifoy to John W. Fisher, 24 mai 1954, NA 714.58/5-2454

⁸³ Inscription du 15 juin 1954 dans Drew Pearson, *Diaries, 1949 - 1959...*, p. 323

indiquant qu'un ultimatum avait été lancé au président par l'armée et que ce dernier avait accepté de se retirer à la condition que les nouveaux chefs garantissent la sécurité des citoyens guatémaltèques⁸⁴. Il n'en fut rien et l'opération se poursuivit comme prévue.

Le lendemain de l'invasion, le département d'État et l'USIA informèrent l'ambassade américaine au Guatemala sur le discours uniforme à tenir pour s'harmoniser avec la propagande de l'opération PBSUCCESS. Un premier communiqué expliqua qu'il fallait insister sur la nature interne du conflit : c'était un soulèvement des Guatémaltèques contre l'oppression communiste⁸⁵. Quelque temps plus tard, un communiqué envoyé à toutes les missions américaines dans le monde précisa que les représentants américains devaient déplorer l'effusion de sang, réaffirmer la nature interne de la « révolution » et éviter à tout prix le terme « invasion »⁸⁶. Dans son premier message, le sous-secrétaire d'État Robert Murphy nota que les reportages des agences de presses *Associated Press* et *United Press* étaient très « dommageables à la position américaine ». Ainsi, quelques jours plus tard, l'ambassadeur Peurifoy rencontra les correspondants américains au Guatemala « *to discuss 'the type of stories they were writing. At his suggestion, 'all agreed to drop words such as invasion'* ». Il demanda même aux consuls britannique et français de faire de même avec leurs propres correspondants⁸⁷.

La stratégie employée par l'administration Arbenz pour contrer l'invasion releva de la pure naïveté. Le soir de l'invasion, le ministre des Affaires étrangères guatémaltèque, Guillermo Toriello, reçut l'ambassadeur Peurifoy en compagnie des diplomates britannique et français. Il leur annonça que le Guatemala venait d'être attaqué par des avions et des troupes au sol venant du Honduras et du Nicaragua. Il précisa que le Guatemala n'avait aucune intention de résister à l'invasion pour prouver qu'il était victime d'une agression. Il ajouta que le ministre avait envoyé un télégramme au Conseil de Sécurité des Nations unies quelques heures auparavant demandant qu'y soit discuté de l'agression contre son pays et des moyens d'y mettre un terme⁸⁸. D'une part, les

⁸⁴ *New York Times*, 15 juin 1954

⁸⁵ Robert Murphy (acting SecState) to AmEmbassy Guatemala, Tegucigalpa, Mexico, Joint Dept-USIA Circular 383, 19 juin 1954, 21h00 NA 714.00/6-1954

⁸⁶ Robert Murphy (acting SecState) to All diplomatic missions, Joint Dept-USIA Circular 383, 19 juin 1954, 21h18 NA 714.00/6-1954

⁸⁷ Nick Cullather, *Secret History...*, p. 94.

⁸⁸ Peurifoy to SecState, 18 juin 1954, 21h00, NA 714.00/6-1854. La traduction du message envoyé au Conseil de Sécurité de l'ONU est contenue dans un message adressé à Dulles par Toriello dans

dirigeants guatémaltèques avaient compris que les forces rebelles ne constituaient pas une menace militaire crédible à l'intégrité territoriale du pays et ils n'étaient donc pas pressés de la contrer. Leur but était clairement d'utiliser l'opinion publique et la communauté internationale par l'entremise du forum de l'ONU pour faire pression sur les dirigeants américains, visiblement derrière la manœuvre, pour qu'ils y mettent un terme. D'autre part, cette stratégie de l'administration Arbenz fut visiblement influencée par la propagande américaine qui avait cherché à faire croire aux officiers de l'armée et au gouvernement que les États-Unis étaient derrière l'invasion et qu'une défaite de l'armée rebelle entraînerait l'entrée des Américains dans le conflit. L'armée voulait ainsi éviter à tout prix que leur avance vers la frontière du Honduras pour contrer l'invasion ne soit utilisée comme prétexte pour une intervention militaire américaine. Les craintes de l'armée et des dirigeants guatémaltèques à ce sujet ne furent pas sans fondement. En effet, comme le démontre un document de la CIA rendu public récemment, jusqu'au 1^{er} juin, les responsables de l'opération misèrent sur la nécessité d'inclure le Honduras dans l'opération dans le but de forcer une intervention américaine ou multilatérale pour préserver l'intégrité territoriale du pays⁸⁹.

Pour sa part, l'ambassadeur Peurifoy contribua à la désinformation véhiculée par la radio clandestine et intimida les dirigeants guatémaltèques⁹⁰. Si aucun représentant américain ne rencontra le président Arbenz durant l'invasion, l'ambassadeur discuta toutefois avec quelques responsables guatémaltèques, dont le ministre Toriello. Au cours des premiers jours de l'invasion, Peurifoy s'efforça de nier que des avions de l'armée rebelle « bombardaient » la capitale⁹¹. Même si ces « bombardements » étaient plutôt pathétiques, il n'en demeure pas moins que les Guatémaltèques n'y pouvaient rien⁹². Quelques jours plus tard, l'ambassadeur, accompagné de ses attachés militaires, convoqua le chef d'état-major de l'armée, le colonel Parinello, et lui posa quelques

AmEmbassy Guatemala to SecState, 19 juin 1954 21h15, NA 714.00/6-1954. À ce moment, ce sont les États-Unis qui assument la présidence du Conseil de Sécurité. Son représentant, Henry Cabot Lodge, joua un rôle important et très publicisé pour contrer toute action de l'ONU au profit d'un règlement par l'OÉA.

⁸⁹ Chief/Project to C/[...], « Provocation Plans », 1^{er} juin 1954, *National Security Archives*, « CIA and Assassinations... »

⁹⁰ Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 336

⁹¹ *New York Times*, 20 juin 1954, p. 1 et 4

⁹² Voir, Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 166-168

questions visant essentiellement à favoriser les rumeurs et la désinformation. Ils demandèrent si l'armée et la police possédaient des forces suffisantes pour assurer l'ordre dans la capitale parce que l'ambassadeur envisageait l'évacuation des ressortissants américains⁹³. Ils demandèrent ensuite s'il était vrai que le député communiste Carlos Manuel Pellecer avait été nommé chef de la défense civile. Visiblement ébranlé par la dernière question, Parinello s'absenta quelques minutes et revint pour indiquer que l'allégation était fausse. À leur sortie, les attachés demandèrent si la ville de Zacapa était tombée. Parinello répliqua par la négative. Évidemment, les forces rebelles n'ont jamais été en position de prendre la ville, mais les reportages alarmants de la radio clandestine créaient une confusion certaine. Comme le nota Peurifoy, « *Parinello looked haggarded [sic] and obviously extremely weary* »⁹⁴. La pression faisait ses effets.

Si Peurifoy contribuait à la désinformation pour soutenir l'opération, il ignorait tout de même ce qui se passait réellement sur le terrain. Deux jours après le début de l'invasion, il nota : « *Embassy is able to report accurately only on events in Guatemala City and even here it is difficult to verify enormous number of rumors mostly false which are circulating* »⁹⁵. Ses paroles indiquèrent aussi comment la radio clandestine était efficace dans sa propagande :

*Reports apparently originating in Tegucigalpa and broadcast over Armed Forces radio are grossly exaggerated and are causing confusion among local residents. Suggest adoption of more balanced approach making clear when reports are unconfirmed rumors. Guatemalan Government reports are also mixtures of fact and fiction and should be received with caution*⁹⁶.

Deux jours plus tard, l'ambassadeur américain à Tegucigalpa, Whithing Willauer, demanda à Peurifoy s'il était vrai qu'Arbenz avait démissionné. Peurifoy répliqua : « *Embassy believes this is opposition [radio clandestine de la CIA] propaganda*

⁹³ La CIA croyait, elle aussi, que le retrait de l'armée de la capitale pour affronter les forces rebelles laissaient la ville « *vulnerable to Communist-incited mob violence* ». Des sources de l'agence l'informèrent aussi qu'on se préparait à attaquer l'ambassade américaine pour y trouver des preuves de l'implication américaine. Voir, *Current Intelligence Digest*, 24 juin 1954, p. 14, *National Security Archives*, « CIA and Assassinations... ».

⁹⁴ Peurifoy to SecState, 26 juin 1954 19h00, NA 714.00/6-2654

⁹⁵ Peurifoy to SecState, 20 juin 1954, Tel 1052, 16h00, NA 714.00/6-2654

⁹⁶ *Ibid.*

*broadcast on wavelength of official station*⁹⁷». Quelques heures plus tard, Whelan câbla à l'ambassade au Guatemala que les services de renseignement de Somoza rapportaient que les communistes avaient réussi à assassiner Peurifoy. Ce dernier répondit succinctement avec sa bravade particulière : « *The bastards haven't succeeded yet*⁹⁸». L'effet cumulé de la radio clandestine et de la pression exercée par l'ambassade et les missions militaires réussirent à rendre la situation intenable. L'archevêque de la ville de Guatemala, Mariano Rossell y Arellano, plaida auprès de l'ambassadeur Peurifoy pour une intervention militaire immédiate des Américains afin de rétablir l'ordre dans la ville⁹⁹. La réalité est que « *until the twenty-fifth, the mood in the embassy was one of pessimism* ». Le chargé d'affaires William Krieg rapporta : « *It looked as if Arbenz had won.... We were all very discouraged* »¹⁰⁰. L'ironie ultime dans tout ce scénario est que pendant ce temps à Washington certains membres du Congrès déplorait le fait que l'administration Eisenhower ne faisait rien pour soutenir la révolution guatémaltèque¹⁰¹!

Mais l'ambassadeur Peurifoy n'avait pas dit son dernier mot. Après ce sombre constat de Krieg, l'implication de l'ambassadeur dans les tractations entre politiciens et officiers militaires guatémaltèques fut décisive. En quelques jours, dans un véritable jeu de chaise musicale, il réussit à provoquer la chute du président Arbenz et de ses successeurs et à négocier la prise du pouvoir par l'homme de Washington, Carlos Castillo Armas. Les Américains n'eurent pas besoin de débarquer les *marines* ou de soumettre le pays à un embargo, l'invasion d'une centaine d'exilés débraillés conjuguée à une impressionnante guerre psychologique menée depuis plusieurs mois eut raison des nerfs du président Arbenz.

Dans la nuit du 25 juin 1954, le président Arbenz convoqua les chefs des centrales syndicales et des principaux partis politiques ainsi que le chef des forces armées, le colonel Carlos Enrique Díaz. L'unité stationnée à Zacapa avait déserté et les autres forces n'avaient aucune intention de se battre de peur de déclencher l'ire des Américains. Les rumeurs répandues étaient aussi farfelues qu'efficaces : « *a week of mounting rumors, of*

⁹⁷ Peurifoy to AmEmbassy Tegucigalpa, 22 juin 1954, Tel 28, RG 84 « Guatemala Embassy Files », General and Classified Records, 1953-1955

⁹⁸ Peurifoy to AmEmbassy Tegucigalpa, 22 juin 1954, Tel 10, 15h30, RG 84 « Guatemala Embassy Files », General and Classified Records, 1953-1955

⁹⁹ Peurifoy to SecState, Tel 1063, 21 juin 1954, 16h00, NA 714.00/6-2154

¹⁰⁰ Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 337

¹⁰¹ Voir R. L. O'Connor to H. Holland, 25 juin 1954, NA 714.00/6-2554.

*growing tensions, had sapped the will of a population bruised by months of psychological warfare*¹⁰²». Le président Arbenz se trouva épuisé et coincé. Pendant ce temps, d'autres personnes dans la capitale s'apprêtèrent à agir – tous avec l'objectif de renverser Arbenz et d'apaiser les États-Unis. Un groupe d'officiers supérieurs se rencontra à la résidence du colonel Díaz au matin du 27 juin. On y retrouvait, outre Díaz, le ministre de la Défense Sánchez, le chef d'état-major de l'armée Parinello, le chef de l'armée de l'air Luis Girón et le président du Conseil supérieur de la défense, Carlos Sarti. Leur conclusion pour remédier à la situation était unanime : le président Arbenz devait partir. À 14h00, Díaz téléphona à Peurifoy, qui venait d'écouter les propositions du ministre Toriello, et lui demanda de le rencontrer le plus tôt possible. Accompagné des colonels Martin et McCormick et du chargé d'affaires Krieg, il se rendit à la résidence de Díaz¹⁰³.

Le chef des forces armées expliqua à Peurifoy que lui et ses collègues étaient prêts à demander la démission du président Arbenz. Díaz assumerait la présidence et il proscrirait le PGT, forçant ses chefs à s'exiler. En retour, Díaz demandait que les États-Unis fassent tout en leur pouvoir pour mettre un terme à l'aventure de Castillo Armas. Il expliqua que toute négociation avec le chef rebelle était hors de question, qu'ils préféreraient mourir. De toute façon, Castillo Armas ne serait plus utile : le nouveau gouvernement serait stable, anticommuniste et pro-américain. Peurifoy répondit que le renvoi d'Arbenz était prioritaire, que tout le reste pourrait être arrangé en temps et lieu¹⁰⁴. Croyant tenir une promesse de soutien de l'ambassadeur, le chef des forces armées Díaz se dirigea, avec Parinello et Girón, au palais présidentiel. Pendant que les deux derniers attendaient, Díaz rencontra Arbenz seul. Moins d'une demi-heure plus tard, Díaz sortit et se pressa d'annoncer la nouvelle à Peurifoy qu'Arbenz démissionnerait le jour même à 21h00. Il était environ 17h00¹⁰⁵. Arbenz rencontra son cabinet, leur expliqua sa décision, prépara son discours d'adieu avec l'aide de José Manuel Fortuny et se dirigea à sa résidence officielle, Casa Pomana. Arbenz avait accepté de remettre le pouvoir à Díaz

¹⁰² Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 343

¹⁰³ *Ibid.*, p. 344-345. Peurifoy to SecState, 27 juin 1954, 2 p.m. *FRUS* 1952-1954, vol. IV p. 1188-1189

¹⁰⁴ Peurifoy to SecState, 27 juin 1954, 11 p.m. *FRUS* 1952-1954, vol. IV p. 1189-1191

¹⁰⁵ Peurifoy to SecState, 27 juin 1954, 7 p.m. NA 714.00/6-2754

avec la promesse qu'il continue l'œuvre de la révolution et le « combat » contre les forces de Castillo Armas¹⁰⁶.

Peurifoy et les autorités américaines n'entendaient pas voir les choses ainsi. « *Díaz was doomed. The United States had not launched Castillo Armas's invasion in order to hand over the presidency to a friend of Arbenz. Washington intended to impose its own man, a man of unblemished anticommunist credentials*¹⁰⁷ ». Les prochains événements relèvent pratiquement de la comédie. Un jeu de chaise musicale s'ensuivit où pas moins de cinq juntas militaires se succédèrent en onze jours. Plusieurs officiers, dont le colonel Monzón, siégèrent sur plus d'une. Le tout débuta dès le 27 juin au soir : deux agents de la CIA, Enno Hobbing et le COS John Doherty, se présentèrent chez Díaz, le réveillèrent et demandèrent sa démission. Hobbing expliqua : « *Colonel, you're just not convenient for the requirements of American foreign policy*¹⁰⁸ ». Étonné, le nouveau président demanda à voir l'ambassadeur Peurifoy qui lui répéta le même refrain. Peurifoy fustigea le colonel pour avoir laissé Arbenz critiquer sévèrement les États-Unis dans son discours d'adieu. Si ceci représentait son premier acte comme président, il ne voyait pas comment les États-Unis pouvaient lui faire confiance¹⁰⁹. L'ambassadeur demanda à ce que Díaz laisse son poste au profit du colonel Monzón. Le nouveau président accepta mais revint voir Peurifoy quelques heures plus tard en disant qu'il dirigerait une junta formée des colonels Monzón et Sánchez¹¹⁰. La junta ne dura même pas vingt-quatre heures. L'ambassadeur continua d'insister sur la démission de Díaz. Dans la nuit du 28 au 29 juin, une nouvelle junta se forma, composée des colonels Monzón (comme président), Mauricio Dubois et José Luis Cruz Salazar. Peurifoy accueillit la nouvelle avec soulagement comme un changement important qui garantissait que la chasse aux communistes ne serait pas déraillée¹¹¹.

Or, Castillo Armas demeurait toujours retranché près de Chiquimula. Et même si Monzón était des plus conciliants envers les États-Unis et prêt à persécuter les communistes, il n'était pas prêt à offrir le pouvoir à Castillo Armas. Le département

¹⁰⁶ Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 346-347

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 351

¹⁰⁸ Voir le récit de la rencontre dans Stephen Schlesinger et Stephen Kinzer, *Bitter Fruit...*, p. 206-207

¹⁰⁹ Peurifoy to SecState, Tel 1131, 28 juin 1954, 12 p.m. NA 714.00/6-2854

¹¹⁰ Peurifoy to SecState, Tel 1136, 28 juin 1954, 5 p.m. NA 714.00/6-2854

¹¹¹ Peurifoy to SecState, Tel 1153, 30 juin 1954, NA 714.00/6-3054

d'État demanda donc la tenue, sous l'égide du président salvadorien Oscar Osorio, d'une conférence entre les deux hommes pour en venir à un compromis. Les deux rivaux arrivèrent le 30 juin et se disputèrent jusqu'à la signature d'une entente le 2 juillet à 4h45 du matin. L'arrivée de l'ambassadeur Peurifoy, qui avait d'abord reçu l'ordre de ne pas s'y rendre pour éviter de se compromettre¹¹², fut décisive. Il avait été envoyé au Salvador avec l'autorisation de Dulles « *to crack some heads together* »¹¹³, une tâche qui convenait bien au style de l'ambassadeur.

Arrivé à San Salvador, l'ambassadeur reçut d'abord Castillo Armas, qu'il n'avait jamais rencontré. Il fustigea le chef rebelle pour son intransigeance et l'intima d'accepter de participer à une junte de cinq hommes, présidée par Monzón. Castillo Armas serait secondé par un homme de son choix, le major Enrique Trinidad Oliva et Peurifoy assura le chef rebelle du soutien de Cruz Salazar. Cette composition garantissait qu'il serait nommé président de la junte, puis président du pays. L'ambassadeur rencontra ensuite Monzón qu'il réussit à convaincre sous la pression. Peurifoy expliqua à Henry Holland : « *In all due modesty within about an hour – after talking for about 30 minutes with each man – [I] had a basic agreement. The rest of the time – all night long – they were fighting over details* »¹¹⁴. Cherchant à dissimuler l'ingérence et l'influence de l'ambassadeur, le département d'État informa le président salvadorien Osorio, qui n'avait qu'hébergé les deux rivaux, qu'il prendrait le mérite de l'entente. Or, l'importance du rôle de l'ambassadeur ne faisait pas de doute. Le *New York Times* nota : « *The spur of the agreement appeared to have been the arrival here, by early in the day of John E. Peurifoy, the U.S. Ambassador to Guatemala to participate in the negotiations* »¹¹⁵. Le journal poursuivit en notant un fait surprenant : bien que les États-Unis n'étaient pas officiellement représentés à la table des négociations, on y retrouvait six officiers américains, dont les deux attachés militaires de l'ambassade américaine au Guatemala.

¹¹² Henry Holland nota : « *I told Ambassador Peurifoy that I thought it would produce very adverse publicity if he were to accompany the delegation* ». Memo of Conversation (Holland, Peurifoy) 29 juin 1954, NA 714.00/6-2954. Voir aussi, Dulles to AmEmbassy Guatemala, 29 juin 1954, NA 714.00/6-2954.

¹¹³ Peurifoy, « Memorandum of Negotiations Leading to Signing of Pact of San Salvador, July 2, 1954 », 7 juillet 1954, NA 714.00/7-754. Dans ce mémo, Peurifoy offre un résumé détaillé du déroulement des négociations depuis son arrivée jusqu'à sa conclusion.

¹¹⁴ Memo of Conversation (Peurifoy, Holland), 2 juillet 1954, 10h50, NA 714.00/7-254

¹¹⁵ *New York Times*, 2 juillet 1954, p. 1

Le lendemain, le 3 juillet, Peurifoy revint dans la ville de Guatemala avec Castillo Armas et Monzón à bord de son avion. Le 7 juillet, comme il avait été entendu avec l'ambassadeur, mais à la surprise de Monzón, les colonels Cruz Salazar et Dubois démissionnèrent de la junte¹¹⁶. Le président de la junte n'eut d'autre choix que d'unir son vote à ceux de Castillo Armas et du major Oliva, afin d'élire unanimement le chef rebelle comme président de la junte. Le 1^{er} septembre, la junte démissionna laissant Castillo Armas président du Guatemala¹¹⁷.

Le rôle de l'ambassadeur Peurifoy avait été décisif dans le renversement du gouvernement Arbenz, mais comme la CIA le conclut elle-même, il s'était compromis. Quiconque avait vu l'ambassadeur agir, se promenant dans les rues de la capitale avec un pistolet sous son manteau, pressant les officiers guatémaltèques de laisser tomber Arbenz, puis Díaz, puis Monzón et de soutenir enfin Armas, ne pouvait croire aux allégations américaines à l'effet que la montée au pouvoir de Castillo Armas était le résultat de la volonté des Guatémaltèques. Mais, l'ambassadeur joua aussi un rôle dans un aspect plus caché et controversé de l'opération PBSUCCESS : les projets d'assassinats visant des hauts responsables du gouvernement guatémaltèque, de l'armée et du PGT.

La CIA amorça la planification d'une opération – nom de code PBFORTUNE – visant le renversement d'Arbenz dès 1952, sous l'administration Truman. Préparée sans le soutien ou l'accord du département d'État, le président Truman dut y mettre un terme en octobre 1952 devant les menaces du secrétaire d'État Acheson de démissionner si l'opération suivait son cours¹¹⁸. Dès le début de la planification, les responsables de PBFORTUNE inclurent certains plans visant l'assassinat de plusieurs dirigeants du parti communiste et du gouvernement guatémaltèque. En utilisant une liste compilée par l'armée guatémaltèque en 1949 et certaines informations recueillies par l'agence, les responsables de l'opération dressèrent une liste « *of top flight Communists whom the new government would desire to eliminate immediately in event of successful anti-Communist*

¹¹⁶ Pour avoir laissé tomber Monzón au profit de Castillo Armas, Cruz Salazar fut nommé ambassadeur aux États-Unis et reçut « *a generous 'bonus' – the start of an enriching career* » (autour de 100 000\$). Piero Gleijeses, *Shattered Hope*..., p. 352

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 356-357

¹¹⁸ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala*..., p. 120-121

*coup*¹¹⁹ ». Les responsables demandèrent à Castillo Armas de vérifier la liste et d'en faire des ajouts ou des retraites et de dresser une liste de gens que le nouveau gouvernement voudrait emprisonner immédiatement après le coup. La première liste cita 58 noms de personnes que le gouvernement devrait éliminer « *through Executive action* », c'est-à-dire par assassinat. La seconde comportait 74 noms de personnes que le gouvernement devrait emprisonner ou exiler¹²⁰.

Quand les responsables à la CIA reçurent l'ordre, à l'automne 1953, de reprendre la planification d'une opération clandestine, ils mirent de nouveau en marche leurs projets d'assassinats. La CIA mit d'abord à jour ses listes de gens à assassiner¹²¹. La CIA fournit ensuite l'équipement – 20 carabines de calibre .22 avec silencieux –, le personnel et les fonds nécessaires pour entraîner des équipes d'assassins, appelées « K-Groups », parmi les troupes de mercenaires de Castillo Armas¹²².

Bien que l'on connaisse plusieurs détails sur la planification des assassinats par la CIA, l'agence a toujours nié que ces plans aient été exécutés¹²³. L'analyse de l'historien Gerald K. Haines effectuée à l'aide des archives de l'agence tire la même conclusion¹²⁴. La CIA et Haines basent leurs affirmations sur le fait qu'on ne retrouve aucun document qui prouve qu'un haut dirigeant du gouvernement américain ait ordonné la mise en application des projets d'assassinats. Or, on sait très bien qu'on ne retrouvera jamais de tels ordres dans les archives. Les preuves pour ce genre de machinations sont fort peu

¹¹⁹ Cité dans Gerald K. Haines, *CIA and Guatemala Assassination Proposals, 1952-1954*, CIA History Staff Analysis, juin 1995, p. 2. RG 268 « Studies and other records ... ». L'analyse de l'historien G. K. Haines fut faite à l'aide des archives de l'Agence et était à l'origine destiné à l'Agence. Ce n'est qu'en 1997 que le document fut rendu public, quoique sévèrement censuré.

¹²⁰ Chief [...] to [...], « Guatemalan Communist Personnel to be disposed of during Military Operations of Calligeris », 18 septembre 1952, RG 268 « Studies and other records ... ». Calligeris est le nom de code donné par la CIA à Castillo Armas. Les listes rendues publiques ne contiennent évidemment aucun nom.

¹²¹ Voir Gerald K. Haines, *CIA and Guatemala Assassination Proposals...*, p. 6. Pour la liste mise à jour et des informations bibliographiques sur les personnes visées, voir Chief, Economic Warfare Operations, LINCOLN to All Staff Officers, « Selection of Individuals for Disposal for Junta Group », 31 mars 1954, RG 268 « Studies and other records ... ». Encore une fois, les listes ne contiennent pas de noms.

¹²² Chief [...] memo to [...], *Cost of Support for PBSUCCESS*, 17 septembre 1954. Voir aussi, [...] chief to [...], *Calligeris Briefing Notes*, 1 février 1954, RG 268 « Studies and other records ... ». Voir Gerald K. Haines, *CIA and Guatemala Assassination Proposals...*, p. 4-7

¹²³ John H Waller (Inspector General of the CIA) to Thomas Fraser (Chairman, Intelligence Oversight Board), 15 octobre 1979, RG 268 « Studies and other records ... »

¹²⁴ Gerald K. Haines, *CIA and Guatemala Assassination Proposals...*, p. 8-9

nombreuses, très difficiles d'accès et plutôt obscures¹²⁵. L'inexistence, la destruction ou l'inaccessibilité des sources font que l'historien nage souvent dans des conjectures. Par contre, nous pouvons et nous devons interpréter les ordres qui ont été donnés à la lumière des événements futurs. Un exemple frappant est l'approbation probable donnée par le président Eisenhower à l'assassinat de Patrice Lumumba en 1960-1961. Au cours d'une réunion du Conseil de la sécurité nationale, le président avait demandé des moyens plus « permanents » de se débarrasser du premier ministre congolais en utilisant des euphémismes tels « *dispose of* » et « *get rid of* », des termes employés par les responsables de la CIA et du département d'État tout au long de la préparation et de la mise en œuvre de l'opération PBSUCCESS. L'important, ici, est que plusieurs personnes relateront devant la commission Church, qui enquêta sur les projets d'assassinats de la CIA, qu'ils croyaient réellement que le président intimait l'ordre d'assassiner Lumumba¹²⁶. Il serait aussi utile de rappeler, bien que les preuves fassent défaut, que le recours à l'assassinat, comme tout autre aspect d'une opération clandestine, doit être approuvé par le président. Les implications en politique étrangère sont trop importantes pour que le président n'en soit pas informé¹²⁷.

Dans le cas de l'opération PBSUCCESS, on a des preuves indéniables que les responsables de l'opération ont procédé à une planification assez poussée : des assassins furent sélectionnés, l'entraînement et les fonds nécessaires furent accordés et des listes de cibles furent dressées. Si aucune des personnes ciblées par PBSUCCESS ne fut éliminée¹²⁸, ce n'est pas que les plans ne furent jamais mis en application, mais bien que la longue transition du pouvoir entre Arbenz et Castillo Armas permit à ces gens de se réfugier dans diverses ambassades latino-américaines.

Différents indices nous montrent que l'Agence mettait la touche finale à ses projets d'assassinats seulement quelques jours avant le début prévu de l'invasion. Le 16 mai 1954, donc un mois avant le début de l'invasion, un agent proposa un échéancier spécifique quant aux personnes à assassiner et aux effets escomptés par leur

¹²⁵ Voir John Jacob Nutter, *The CIA's Black Ops...*, p. 124 et 142-144 où il relate différents moyens utilisés par la CIA pour éviter la diffusion de documents incriminant l'Agence ou l'exécutif dont elle dépend, notamment le fait de donner un ordre verbal contraire à un ordre écrit.

¹²⁶ Voir, *Alleged Assassination Plots Involving Foreign Leaders...*, p. 13-67

¹²⁷ John Jacob Nutter, *The CIA's Black Ops...*, p. 134

¹²⁸ C'est ce que clame la CIA, mais ce ne peut être confirmé de façon indépendante vu l'absence de noms sur les listes rendues publiques. Voir, p. 165.

élimination¹²⁹. Il avait d'abord été prévu que les gens seraient éliminés une fois l'invasion engagée, mais l'agent crut qu'il serait préférable que les assassinats fassent partie de l'aspect psychologique de PBSUCCESS. Il proposa que l'on commence l'élimination des cibles dix jours avant le début prévu de l'invasion. Nous savons aussi qu'à ce moment il était prévu que l'invasion débiterait sous peu. Un mémorandum du 1^{er} juin dit clairement : « *D-Day must be reached within 30 days since weather conditions, political considerations and increasing security risks do not permit further postponements* ¹³⁰ ». L'invasion débuta le 17 juin, donc l'échéancier prévoyait que les premiers assassinats débutent autour du 7 juin. Le 21 mai, LINCOLN¹³¹ demandait toujours à la station de la CIA au Guatemala de vérifier la liste des « *pre-D-Day targets* »¹³². Le 30 mai, une communication envoyée à LINCOLN demanda l'information nécessaire et la date prévue de l'assassinat de quatre personnes ciblées « *for early eradication* ¹³³ ». Le 1^{er} juin, un responsable de la CIA expliqua qu'un message diffusé à la radio et attribué au président Arbenz « *would be the signal for the assassination of [...] and the others* ». Il ajouta, en faisant référence aux personnes à cibler : « *I strongly recommend including [...] in that list* ¹³⁴ ».

De même, au début du mois de juin, un responsable de l'opération se rendit à Washington pour discuter des derniers détails de PBSUCCESS. Le mémorandum de sa rencontre explique que les dirigeants à Washington voulaient que les agents spécifient leurs plans « *concerning the individual targets, timing, and statement of purpose* ». Dans son rapport, l'agent souligna que l'attitude des dirigeants à Washington était excellente :

There is a presently a very strong feeling in Washington at present that ARBENZ must go; how does not matter. There were no decisions as to what should be done from here on (suggestions should come from PBSUCCESS) but just that something should be done. They will be waiting for our recommendations as to future

¹²⁹ Memorandum for DC/P, C/P, *Acts of Force Before D-Day*, 16 mai 1954, RG 268 « Studies and other records ... ».

¹³⁰ Chief/Project to [...], *Provocation Plans*, 1 juin 1954, p.1, RG 268 « Studies and other records ... »

¹³¹ LINCOLN est le nom de code donné à la base de la CIA à Miami qui coordonnait l'opération PBSUCCESS.

¹³² LINCOLN TO SGUAT, 2128z, 21 mai 1954, RG 268 « Studies and other records ... »

¹³³ [...] to LINCOLN, 1832z, 30 mai 1954, RG 268 « Studies and other records ... ». Les quatre personnes étaient des Dominicains que Trujillo voulait faire assassiner avant le début de l'invasion en retour de son soutien au groupe de Castillo Armas. Voir [...] to Chief, WH, *Liaison Between Calligeris and General Trujillo of Santo Domingo*, 18 septembre 1952, RG 268 « Studies and other records ... »

¹³⁴ Chief/Project to [...], *Provocation Plans*, 1 juin 1954, p.4, RG 268 « Studies and other records ... »

*activities. No help from [...] on the [...] issue at all but as far as other activities are concerned, he feels it is up to us*¹³⁵.

Ne doit-on donc pas y voir dans cette remarque l'approbation par ces mêmes hauts dirigeants d'utiliser n'importe quel moyen, incluant l'assassinat, pour renverser le régime d'Arbenz. Lorsque le rapport fait référence aux « autres activités » en disant que « *he feels it is up to us* », la décision de mettre en marche ou non les plans d'assassinats venait d'être effectivement déléguée aux responsables de PBSUCCESS au Guatemala et à Miami. Il ne faudrait donc pas se surprendre de ne pas retrouver d'ordre spécifique venant d'un haut responsable à Washington d'assassiner telle ou telle personne. Quelques jours plus tard, Raymond Leddy fit part à John Peurifoy de la détermination des autorités à Washington de se débarrasser d'Arbenz : « *There is 100 percent determination here, from the top down, to get rid of this stinker and not to stop until that is done. For this reason, our morale is rather high and I am sure the Embassy's will correspond as the methods utilized become more understandable* ¹³⁶ ». Pour que les « méthodes utilisées » deviennent « compréhensibles » à l'ambassade, c'est qu'elles sortaient du cadre normal de la diplomatie et du rôle de l'ambassade. Raymond Leddy faisait-il référence à l'opération clandestine en général ou aux projets d'assassinats en particulier ? Toujours est-il que le département d'État et l'ambassadeur Peurifoy furent largement impliqués dans la planification des projets d'assassinat et dans leur mise en œuvre.

Des responsables du département d'État furent impliqués dans tous les aspects de l'opération PBSUCCESS et ce, dès le début¹³⁷. G. K. Haines mentionne : « *CIA received further Department of State encouragement for assassination plotting in April 1954* ¹³⁸ ». Et pas de n'importe qui : de l'ambassadeur au Guatemala, John Peurifoy ! Nous avons pu déterminer ceci par une erreur de censure de l'agence. Un mémorandum daté du 27 avril 1954 intitulé « *Situation Report – PBSUCCESS for the Period 20-26 April 1954* » cite : « *Ambassador Peurifoy arrived in Washington from Guatemala City on 20 April and met the next day with officials of this Agency for the briefing. Notes on this meeting may be*

¹³⁵ « *Contact Report* », 2 juin 1954, p. 1, RG 268 « *Studies and other records ...* »

¹³⁶ Leddy to Peurifoy, 5 juin 1954, NA 714.00/6-554 dans *FRUS* 1952-1954, vol. IV, p. 1157

¹³⁷ Voir par exemple : *Memorandum for the DCI*, « *Guatemala – General Plan of Action* » 11 septembre 1953

¹³⁸ Gerald K. Haines, *CIA and Guatemala Assassination Proposals...*, p. 6

found in a detailed « Memorandum for the Record » dated 22 April 1954 in PBSUCCESS files¹³⁹». On a pu retrouver ce mémorandum avec la date ; il est intitulé « Synthesis of [...]’s Remarks Relevant to PBSUCCESS Made at a Meeting 21 April 1954 »¹⁴⁰. Le nom censuré dans le titre et dans le document est donc celui de l’ambassadeur.

Dans ce document, l’ambassadeur « *concluded that the usual diplomatic methods did not suffice to correct the situation and inferred that more drastic and definitive steps to overthrow the government must be taken*¹⁴¹». L’ambassadeur démontra clairement sa connaissance des projets d’assassinats et son affinité pour ce type d’action lorsque « *in reply to a question as to whether [...] is salvageable, [Peurifoy] replied in the negative and suggested he be eliminated*¹⁴²». Le rôle de l’ambassadeur dans l’établissement des listes est difficile à cerner puisque les communications entre LINCOLN et la station de la CIA au Guatemala concernant les projets d’assassinats pouvaient tout autant être adressées au COS John Doherty qu’à l’ambassadeur Peurifoy¹⁴³.

De plus, l’ambassadeur est probablement allé plus loin dans son implication dans les projets d’assassinats, allant jusqu’à remettre au chef des forces armées, le colonel Carlos Enrique Díaz, une longue liste de « communistes » à assassiner à la suite de sa prise du pouvoir. L’accusation est extrêmement importante puisqu’elle prouverait que la CIA a bel et bien cherché à mettre en œuvre ses projets d’assassinats. Que les personnes visées soient assassinées par les *K-Groups* de Castillo Armas ou par des forces gouvernementales sous la pression de l’ambassadeur et de l’Agence importe peu. La finalité était la même : se débarrasser physiquement des éléments les plus nuisibles aux intérêts américains. Il va sans dire que les preuves de cet acte controversé de l’ambassadeur ne se retrouvent pas dans les archives américaines. Le fait est rapporté par le ministre des Affaires étrangères d’Arbenz, Guillermo Toriello¹⁴⁴ et par l’écrivain guatémaltèque, Luis Cardoza y Aragon¹⁴⁵. De plus, le journal communiste américain

¹³⁹ Memorandum for [...], « Situation Report – PBSUCCESS for the Period 20-26 April 1954 », 27 avril 1954, RG 268, « Studies and other records... »

¹⁴⁰ Memorandum for the Record, « Synthesis of [...]’s Remarks Relevant to PBSUCCESS Made at a Meeting, 21 April », 22 avril 1954, RG 268 « Studies and other records ... ».

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 1

¹⁴² *Ibid.*, p. 2

¹⁴³ Voir, p. 105 sur les méthodes de communications utilisées entre la CIA et l’ambassadeur pour éviter les fuites ou les malentendus.

¹⁴⁴ Guillermo Toriello, *La Batalla de Guatemala*, Editorial Universitaria, Santiago de Chile, 1955

¹⁴⁵ Luis Cardoza y Aragon, *La Revolución Guatemalteca*, Cuadernos Americanos, Mexico, 1955

Daily Worker en fit mention dans un article daté du 24 octobre 1954. Peurifoy insista lui-même sur la nécessité « *of acting quickly to round up leading Communists* ¹⁴⁶ ».

Le récit de José Manuel Fortuny raconté à l'historien Piero Gleijeses semble aussi confirmer l'ultimatum fait à Díaz par Peurifoy. Le colonel n'était pas prêt à éliminer des gens qu'il avait côtoyés et respectés durant plusieurs années. Au contraire, au soir du 27 juin, une fois qu'il eut pris le pouvoir, il libéra Victor Manuel Gutiérrez, secrétaire général de la *Confederación General de Trabajadores de Guatemala* (CGTG) et avisa ce dernier, le député communiste Carlos Manuel Pellecer et le secrétaire-général du PGT, José Manuel Fortuny, de se réfugier dans une ambassade le soir même. « *Your lives are in danger, and there are things I cannot control* ». Fortuny en conclut que Díaz « *was not prepared to kill communists* » ¹⁴⁷.

Plus de vingt-cinq ans plus tard, l'*inspector-general* de la CIA conclut à propos des projets d'assassinats inclus dans l'opération PBSUCCESS : « *As a check, the Information Management Staff traced the names of the 174 Guatemalan communists included in the various disposal lists. In no case did it appear that any of them died as the result of the upheaval in Guatemala* ¹⁴⁸ ». Il nous est bien sûr impossible de vérifier cette information puisque les listes rendues publiques ne contiennent aucun nom. Or, la raison pour laquelle les personnes visées ont pu s'en sortir ne tient pas au fait que la CIA n'a pas mis en application ses projets d'assassinats, mais bien que toutes ces personnes ont probablement pu se réfugier dans diverses ambassades latino-américaines dans les jours qui ont suivi la démission du président Arbenz. Le président et plus de 700 personnes se réfugièrent dans neuf ambassades latino-américaines. Il y a fort à parier que les 174 personnes visées par la CIA s'y trouvaient.

Or, le département d'État et l'ambassadeur Peurifoy n'allaient pas laisser ces gens qu'ils décrivaient comme une menace se disperser en Amérique latine pour y fomenter une nouvelle « révolution ». Dès le 29 juin, soit deux jours après la démission d'Arbenz, le secrétaire d'État Dulles communiqua avec les ambassades américaines à Buenos Aires, Santiago, Mexico et au Guatemala pour qu'elles fassent pression auprès des autorités de ces pays afin qu'elles refusent l'asile aux demandeurs.

¹⁴⁶ Peurifoy to SecState, 27 juin 1954, 11 p.m., *FRUS* 1952-1954, vol. IV, p. 1190-1191

¹⁴⁷ Piero Gleijeses, *Shattered Hope*..., p. 351

¹⁴⁸ John H Waller to Thomas Fraser, 15 octobre 1979, p. 3, RG 268 « Studies and other records ... »

There was discussion in the Department of State of 'an OAS detention center', of denying international Communists 'the traditional benefits of asylum', and of the granting by Guatemala of safe-conducts 'for dangerous asylees conditioned on their being transported to and accepted by an Iron Curtain country',¹⁴⁹.

Les diverses machinations du département d'État et de l'ambassade au Guatemala pour empêcher que l'asile ne soit accordé aux Guatémaltèques « *provides a striking indication of the intensity of feeling in Washington* ¹⁵⁰ ». Ironiquement c'est lors des travaux de la 10^e Conférence interaméricaine de Caracas qu'il fut convenu entre les républiques latino-américaines que c'est au pays récepteur de décider s'il accepte le réfugié¹⁵¹.

Selon Peurifoy, les autorités guatémaltèques avaient accepté qu'aucun sauf-conduit ne serait accordé à quiconque serait accusé et trouvé coupable d'un crime¹⁵². « *But the line between a political offense and a common crime is nearly always a fine one indeed. It is easy to declare a refugee a 'common criminal' ineligible for asylum* ¹⁵³ ». Castillo Armas fit même croire qu'il pensait accuser certains des plus importants communistes d'assassinats multiples¹⁵⁴. Or, le nouveau président, qui avait lui-même bénéficié de l'asile politique quelques années auparavant, accorda un sauf-conduit à tous ceux à qui l'asile avait été accordé¹⁵⁵. Peurifoy s'insurgea de la duplicité de Castillo Armas¹⁵⁶.

Despite his having agreed with Peurifoy to make a renewed effort to 'prevent dispersion of Communists and other undesirables throughout hemisphere,' Castillo Armas ordered that safe-conducts be issued to all those who were granted asylum. Peurifoy, angered by this breach of faith and by learning about it through the newspapers, protested vigorously to the Guatemalan foreign minister, without effect ¹⁵⁷.

¹⁴⁹ Bryce Wood, *The Dismantling of the Good Neighbor Policy...*, p. 168. Voir l'exposé intéressant de C. Neale Ronning sur les différences de perception concernant l'asile politique entre les Américains et les Latino-américains à l'époque dans C. Neale Ronning, *Law and Politics in Inter-American diplomacy*. Wiley, New York, 1963, p. 91-94

¹⁵⁰ Bryce Wood, *The Dismantling of the Good Neighbor Policy...*, p. 168

¹⁵¹ C. Neale Ronning, *Law and Politics...*, p. 98

¹⁵² Peurifoy to SecState, Tel 28, 6 juillet 1954, NA 714.00/7-654

¹⁵³ C. Neale Ronning, *Law and Politics...*, p. 96

¹⁵⁴ Memorandum of Conversation (Castillo Armas, Peurifoy, Krieg), 23 juillet 1954, RG 84 « Guatemala Embassy Files », General and Classified Records, 1953-1955

¹⁵⁵ Bryce Wood, *The Dismantling of the Good Neighbor Policy...*, p. 168

¹⁵⁶ Memorandum of Conversation (Peurifoy, Holland), 27 août 1954, RG 84 « Guatemala Embassy Files », General and Classified Records, 1953-1955

¹⁵⁷ Peurifoy to DOS, Tel 256, 8 sept 1954, *FRUS*, 1952-1954 vol. IV, p. 1227

L'ambassade américaine au Guatemala et le département d'État à Washington insistèrent ensuite auprès du gouvernement guatémaltèque sur la nécessité de garder un œil sur les exilés réfugiés dans les pays latino-américains¹⁵⁸. Bien que cette mesure visait sûrement les communistes les plus importants ciblés par les projets d'assassinats, la demande américaine était absurde étant donné les maigres ressources et les difficultés financières du pays. Cette demande doit être vue dans le contexte de l'opération clandestine qui prévoyait l'élimination physique des hauts dirigeants du parti communiste et du gouvernement. Ce n'est qu'après avoir vu leurs projets d'assassinats avortés que la CIA et le département d'État demandèrent la surveillance des personnalités clés de l'administration Arbenz ciblés par les plans d'assassinats de l'Agence. Cette volonté de l'administration démontre à quel point les dirigeants américains avaient une vue presque paranoïaque de la menace que pouvaient représenter ces quelques personnages, une vue paranoïaque qui correspondait très bien avec la mentalité de l'époque.

¹⁵⁸ Memorandum (Hill to Peurifoy), 26 août 1954 et Memorandum (Hill to Peurifoy), 27 août 1954, RG 84 « Guatemala Embassy Files », General and Classified Records, 1953-1955

Conclusion : L'héritage de PBSUCCESS

On a proposé différentes interprétations pour tenter de comprendre ce qui poussa les dirigeants américains à intervenir au Guatemala par l'entremise d'une opération clandestine. Le débat s'est surtout centré sur le rôle joué par les compagnies américaines – principalement l'*United Fruit* – dans le processus de prise de décision de l'administration Eisenhower. Ainsi, Suzanne Jonas, puis Stephen Kinzer et Stephen Schlesinger étudièrent les événements au Guatemala sous l'angle de l'impérialisme économique et conclurent que « *the takeover of United Fruit land was probably the decisive factor pushing the Americans into action*¹ ». Quelques années auparavant, Cole Blasier avait analysé la réponse américaine aux révolutions guatémaltèque, cubaine et bolivienne sans le bénéfice des sources archivistiques rendues publiques au début des années 1980. Il avait conclu : « *It is doubtful, however, that the perceived antagonism with US private interests was what ultimately persuaded US leaders to resort to paramilitary force*² ». Il mentionna plutôt la perception qu'avaient les dirigeants américains que le communisme international, vu comme un complot monolithique dirigé par Moscou, allait prendre pied dans l'hémisphère et présenter une menace à la sécurité des États-Unis. Richard Immerman, dans son importante œuvre *The CIA in Guatemala*, conclut à l'aide des archives rendues publiques que les dirigeants américains furent influencés par ce qu'il appela le « *cold war ethos* ». Comme nous l'avons remarqué chez l'ambassadeur Peurifoy et plusieurs autres dirigeants américains, cette mentalité de la guerre froide frisa pratiquement la paranoïa.

Les dirigeants américains étaient convaincus que le président Arbenz avait réussi à établir le premier régime communiste de l'hémisphère occidental. Ce constat ne découlait pas de preuves irréfutables. Au contraire, cette conclusion résultait d'une interprétation erronée des événements. Mais c'était aussi une interprétation qui correspondait tout à fait au contexte de l'époque. Les gains communistes récents en Chine, en Corée, en Europe de l'Est et en Indochine avaient visiblement ébranlé le président Eisenhower et le secrétaire d'État John Foster Dulles. De plus, les récents

¹ Stephen Schlesinger et Stephen Kinzer, *Bitter Fruit...*, p. 105-106

² Cole Blasier, *The Hovering Giant...*, p. 210

succès de la CIA en Iran et la préparation avancée d'une opération clandestine – engagée sous Truman – garantissaient qu'une intervention américaine au Guatemala était « inévitable, avec ou sans l'*United Fruit*³ ». Une comparaison avec la révolution bolivienne de 1952 nous aide à comprendre pourquoi les dirigeants américains sont intervenus au Guatemala, mais non en Bolivie. L'historien Bryce Wood explique fort bien les différences dans la réaction aux deux événements de la part des dirigeants américains. La Bolivie était plus loin des États-Unis et du canal de Panama et la CIA avaient peu de chance de pouvoir entraîner une armée d'émigrés pour envahir le pays. Par contre, le Guatemala était plus proche, il y avait une opposition organisée qui pouvait prendre le pouvoir et les États-Unis pouvaient compter sur le soutien du Nicaragua et du Honduras. Or, la thèse de Wood repose davantage sur la nécessité d'une réciprocité dans la politique américaine du bon voisinage, instituée par Roosevelt en 1933 et mise au rancart par Eisenhower avec son intervention au Guatemala. Les dirigeants boliviens s'empressèrent de dédommager les entreprises touchées par la nationalisation des mines d'étain et d'afficher leur anticommunisme. Ils déclarèrent ouvertement leur indépendance face à Moscou et éliminèrent tous les communistes du gouvernement. Ils se plièrent aussi aux demandes américaines d'une stabilisation de la monnaie. Les dirigeants guatémaltèques ne montrèrent pas cette flexibilité et ne comprirent pas la nécessité de se débarrasser des communistes dans le gouvernement. La présence de ces communistes, leurs visites fréquentes derrière le rideau de fer et l'achat clandestin d'armes tchécoslovaques furent perçus par les dirigeants américains comme des preuves de la pénétration soviétique dans l'hémisphère. Et ce, même si les communistes guatémaltèques étaient très peu nombreux et que les relations entre l'Union soviétique et le Guatemala étaient, à toute fin pratique, inexistantes. Cette combinaison de facteurs était inacceptable pour l'administration Eisenhower à la suite de la guerre de Corée et de l'atmosphère créée par les activités du sénateur Joseph McCarthy⁴.

En comparant les cas du Guatemala, de l'Iran et de l'Égypte, John Stephen Zunes avance trois facteurs qui nous aident à comprendre les raisons derrière

³ Stephen Ambrose et Richard Immerman, *Ike's Spies...*, p. 222-223

⁴ Bryce Wood, *The Dismantling of the Good Neighbor Policy...*, p. 151-152

l'interventionnisme de l'administration Eisenhower dans les pays du tiers monde durant la guerre froide :

- 1) *the foreign government maintains a level of independence to a degree whereby the United States is unable to apply sufficient pressure to change that government's policy short of supporting its overthrow.*
- 2) *there is a perceived threat of a possible takeover by forces of the radical left and/of forces supportive of Soviet global interests.*
- 3) *An alternative leadership exists capable of governing the country in ways that would be more compatible with United States interests and that, through either the support or neutralization of the armed forces, such an alternative leadership can be installed through active U.S. support⁵.*

Le premier facteur est clairement perceptible dans la différence entre le cas bolivien et le cas guatémaltèque. Les pressions économiques et diplomatiques furent suffisantes pour régler le problème bolivien, mais ne purent faire fléchir l'administration Arbenz. Ainsi, les États-Unis ont eu recours à une opération clandestine seulement lorsqu'ils perçurent que les autres moyens diplomatiques ne fonctionneraient pas. La célèbre phrase de John Peurifoy à l'effet que « *normal diplomatic procedures will not work* » explique très bien la vision qu'avait Washington du problème guatémaltèque. Ce n'est qu'après l'échec de la Conférence de Caracas de mars 1954, où les Américains se rendirent compte qu'ils ne seraient pas soutenus par les pays latino-américains, qu'ils se convainquirent que la seule solution était d'agir de façon clandestine. Le secrétaire d'État Dulles s'attarda ensuite à distancer les responsables du département d'État de la politique américaine envers le Guatemala. Il en résulta que la politique étrangère fut prise en main par les fonctionnaires plus militants de la CIA, comme ce fut le cas lors des interventions en Iran et plus tard partout en Asie du Sud-Est. Les membres du département d'État et les ambassadeurs en poste qui ne collaborèrent pas – comme William Sebald en Birmanie et John Allison en Indonésie – furent tout simplement mis à l'écart.

La politique américaine envers le Guatemala en 1953-1954 fut le résultat d'une dynamique complexe entre une diplomatie officielle agressive, mais ouverte et une

⁵ John S. Zunes, *Decisions on Intervention : United States Response to Third World Nationalist Governments, 1950-1957*, Thèse de doctorat, Université Cornell, New York, 1990, p. 433-434

opération clandestine misant principalement sur la guerre psychologique. Quand il devint clair que les États-Unis allaient agir de façon clandestine, la diplomatie américaine ne devint qu'un artifice destiné à soutenir la guerre psychologique et la propagande de l'opération PBSUCCESS. Le point de convergence de cette dynamique fut incarné par l'ambassadeur américain, John Peurifoy. Le rôle et l'influence de l'ambassadeur se révélèrent essentiels pour le succès de l'opération, particulièrement dans les derniers instants. Or, cette influence fut davantage d'ordre tactique que stratégique. En d'autres termes, la décision de renverser le président Arbenz aurait été prise avec ou sans les rapports alarmistes de l'ambassadeur. C'est dans la façon peu ordinaire et souvent vigoureuse dont il appliqua la politique américaine que son influence fut décisive. Il est clair que Peurifoy n'avait rien d'un diplomate et qu'il ne fut pas envoyé au Guatemala pour régler les tensions entre les deux pays de façon diplomatique. Il fut envoyé pour coordonner les actions officielles et clandestines du département d'État et de la CIA dans le renversement du président Arbenz.

Or, l'ambassadeur s'était clairement compromis dans son rôle de proconsul, déambulant dans les rues de la capitale et forçant le jeu de chaise musicale qui fit démissionner Arbenz et consacra Castillo Armas comme président du Guatemala. Même la CIA, qui cherchait bien sûr le renversement d'Arbenz, trouva l'ambassadeur très peu subtil. David Wise et Thomas Ross commentèrent : « *Peurifoy put on a 'siren' suit, strapped a .45 to his belt, and began maneuvering to topple Diaz. The CIA, which of course wanted Diaz out, nevertheless felt that Peurifoy was making himself entirely too conspicuous for the good of the operation* ⁶ ». La presse américaine aussi ne manqua pas de voir le rôle de Peurifoy comme crucial, mais sans rien n'y voir de mal. Le magazine *Time* nota : « *With a .38 Colt in his shoulder holster, Peurifoy drove through the empty, fear-hunted streets to the armed forces headquarters, where Díaz was staying* ⁷ ». Il y a plus ou moins unanimité sur le caractère flamboyant et les méthodes peu conventionnelles de l'ambassadeur. Il ne nous reste maintenant qu'à déterminer le calibre du pistolet qu'il portait sous son manteau !

⁶ David Wise et Thomas B. Ross, *The Invisible Government...*, p. 179-180

⁷ *Time*, 12 juillet 1954, p. 38. Voir aussi Flora Lewis, « Ambassador Extraordinary : John Peurifoy », *New York Times Magazine*, 18 juillet 1954, p. 9 et 26; « Middleman in A Successful Revolution : Ambassador Peurifoy », *U.S. News and World Report*, 9 juillet 1954, p. 46; Ralph De Toledano, « Unconventional Ambassador » *American Mercury*, octobre 1954, p. 28-32

Pour les hauts responsables du département d'État, Peurifoy s'était si compromis qu'ils commencèrent à discuter de son transfert éventuel dès le 10 juillet, une semaine après la prise de pouvoir par la junte contrôlée par Castillo Armas. Dans une lettre adressée à l'ambassadeur, le secrétaire adjoint Henry Holland demanda à Peurifoy son opinion sur les conséquences de son départ éventuel sur le nouveau gouvernement. Holland ajouta qu'il serait remplacé par une personne compétente, mais qui n'aurait pas l'avantage d'avoir agi comme « parrain » du nouveau gouvernement⁸. C'est dire comment le département d'État percevait l'influence exercée par Peurifoy ! Ce dernier répondit que son transfert ne devrait pas se faire avant le mois de novembre, ce qui lui permettrait « *to solidify the gains of the free world* ». Il poursuivit : « *I know these boys intimately; and I feel that perhaps we could get certain things done; whereas a new person would not have a close approach to the government, which now exists in my case* »⁹. Or, le département d'État était plus pressé et lui proposa le poste d'ambassadeur en Thaïlande dès le début du mois d'août. Même si l'ambassadeur laissa entendre qu'il irait là où le secrétaire d'État et le président voudraient bien l'envoyer, il concéda que son assignation au Guatemala avait été « *a little rough on him* » et qu'il espérait être transféré en Turquie¹⁰. Or, Peurifoy fut nommé ambassadeur en Thaïlande dès le 15 septembre 1954 et présenta ses lettres de créances le 3 décembre. Il ne put toutefois faire sa marque en Thaïlande comme il l'avait fait en Grèce et au Guatemala. Il mourut l'année suivante, le 12 août 1955, près de Hua Hin dans un accident de voiture. L'accident emporta aussi son jeune fils de 9 ans, Daniel Bird, et blessa grièvement son fils de 14 ans, Clinton. L'accident, au cours duquel la voiture de l'ambassadeur emboutit de plein fouet un camion lourd des services gouvernementaux thaïlandais, fut causé par la vitesse excessive. Or, même en l'absence de preuves, certains à la CIA crurent que la mort de Peurifoy représentait une revanche des communistes. L'excentrique E. Howard Hunt nota : « *a lot of people think that he was killed in Southeast Asia because of his*

⁸ Holland to Peurifoy, 10 juillet 1954, RG 84 « Guatemala Embassy Files », General and Classified Records, 1953-1955. Holland utilise le terme « godfather ».

⁹ Peurifoy to Holland, 19 juillet 1954, RG 84 « Guatemala Embassy Files », General and Classified Records, 1953-1955

¹⁰ Holland to SecState, 4 août 1954, RG 84 « Guatemala Embassy Files », General and Classified Records, 1953-1955

*involvement in PBSUCCESS. I have many friends who still think that*¹¹». Or, le rapport de la police thaïlandaise et l'enquête subséquente ne révélèrent aucune preuve qu'un acte criminel avait été commis¹². Washington n'a jamais voulu spéculer publiquement sur de possibles motifs politiques à la mort de Peurifoy. « *To have done so might have reopened conjecture regarding its complicity in Arbenz's overthrow*¹³».

La nomination de John Peurifoy en Thaïlande ne devait rien au hasard. Ce fut une décision bien mûrie et importante pour Dulles et Eisenhower. Peurifoy se rendait à Bangkok remplacer nul autre que William J. Donovan, l'ancien directeur de l'*Office of Strategic Services*, prédécesseur de la CIA. L'Asie du Sud-Est représentait un théâtre de première importance dans la grande confrontation avec les forces communistes. L'administration Eisenhower avait besoin d'un homme qui pouvait coordonner les différentes facettes, officielles et clandestines, de la lutte contre le communisme en Asie du Sud-Est, comme le faisait sûrement Donovan¹⁴. Le secrétaire Dulles nota dans une communication à l'ambassadeur : « *Secretary eager send you Thailand where challenge similar those you met so admirably in Greece and Guatemala*¹⁵». Le défi similaire était, bien sûr, une lutte ouverte et clandestine contre le communisme. Le théâtre asiatique incluait la Birmanie où la CIA soutenait les troupes nationalistes chinoises dans ses incursions contre la Chine populaire, le Laos, l'Indochine et l'Indonésie, où les États-Unis cherchaient à contenir l'influence communiste. L. Fletcher Prouty, ancien agent de la CIA, explique toutefois que Peurifoy n'était pas seul à se rendre en Asie :

*A good number of the CIA men and US military men who worked with the CIA or on assignment to the CIA, became a close knit cadre of Communist rebel fighters. They learned their trade on the proving ground of Greece, and later went on to play the same role in other countries such as Iran, Guatemala, Thailand, and especially Vietnam. [...] Ambassador Puerifoy [sic] played an important role in Greece and then went on to Guatemala and Thailand [...]*¹⁶.

¹¹ Stephen Ambrose et Richard Immerman, *Ike's Spies...*, p. 230

¹² Voir les résultats de l'enquête de la police datée du 5 septembre 1955 et contenue dans une communication de l'ambassade américaine à Bangkok au département d'État dans : Lawrence A. Phillips to DOS, Desp. No 494, 30 mars 1956, NA 123

¹³ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 178

¹⁴ Voir, entre autres, William Blum, *Killing Hope...*, et John Prados, *President's Secret Wars...*

¹⁵ Dulles to AmEmbassy Guatemala, Tel 122, 2 août 1954, NA 123

¹⁶ L. Fletcher Prouty, *The Secret Team...*, p. 213

D'autres agents comme E. Howard Hunt et David A. Philips, impliqués dans les opérations psychologiques de PBSUCCESS, furent ensuite transférés au Japon pour agir sur le théâtre asiatique. Henry Cabot Lodge qui joua un rôle important comme ambassadeur auprès de l'ONU durant l'opération PBSUCCESS, fut aussi nommé à Saigon¹⁷. Et plus tard, plusieurs responsables de PBSUCCESS furent impliqués dans l'opération ZAPATA à Cuba, le fameux fiasco de la Baie des Cochons. « *Indeed, virtually the entire PBSUCCESS apparatus was transplanted to ZAPATA* »¹⁸. Le directeur de la CIA Allen Dulles, le directeur adjoint responsable des opérations Richard Bissell, le responsable de PBSUCCESS Tracy Barnes, le responsable de l'hémisphère occidental à la CIA J. C. King, E. Howard Hunt et David A. Philips furent tous impliqués dans les deux opérations. Whiting Willauer servit d'agent de liaison entre le département d'État, la CIA et la Maison-Blanche, avant d'être remplacé par Adolf Berle. Au lieu de la *Voz de la Liberación*, il y avait Radio SWAN; au lieu d'Anastasio Somoza, il y avait son fils¹⁹.

Les responsables de PBSUCCESS ne semblent toutefois pas avoir compris les facteurs qui ont contribué au succès de l'opération et combien la révolution cubaine était différente de la révolution guatémaltèque. Suite au fiasco de la Baie des Cochons, le président Kennedy ordonna la tenue d'une commission d'enquête, menée par le général Maxwell Taylor, pour faire la lumière sur l'échec de la CIA. Le rapport décela surtout des erreurs d'ordre tactique, allant du manque de munitions à l'incapacité de détruire l'aviation cubaine. Le rapport mentionna aussi des lacunes dans la planification et la coordination, précisant que la nature même de l'opération clandestine avait amené les responsables de ZAPATA à s'imposer trop de restrictions dans leur planification. D'autres auteurs comme le psychologue de l'Université Yale, Irving L. Janis, puis l'auteur Peter Wyden, décelèrent une psychologie du « *groupthink* » où les importantes lacunes dans la

¹⁷ *Ibid*; David Atlee Philips, *The Night Watch...*; E. Howard Hunt, *Undercover...*. Au sujet du rôle joué par Lodge, voir Philip B. Taylor, « The Guatemalan Affair : A Critique of United States Foreign Policy » *American Political Science Review*, vol. 50 (sept. 1956), p. 787-806; Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p.168-172 et Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 328-332

¹⁸ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala...*, p. 194

¹⁹ *Ibid*.

planification de la CIA ne furent jamais relevées par les conseillers du président dans un souci apparent de conserver le consensus²⁰.

Or, le plan était mal conçu dès le départ et frisait même l'absurdité. Environ 1400 exilés mal entraînés devaient être capables de soutenir, au moins durant quelques jours, l'assaut de la milice et des forces armées cubaines évaluées à près de 35 000 hommes. Richard Immerman cite McGeorge Bundy, conseiller à la sécurité nationale du président Kennedy : « *I think the men that worked on this got into a world of their own'. The parallels between ZAPATA and PBSUCCESS indicate that this world was that of 1954 Guatemala* ²¹ ». Et c'est là une question de première importance. Dire que l'invasion a échoué parce que le président Kennedy n'a pas voulu autoriser une couverture aérienne américaine – un reproche souvent formulé pour expliquer l'échec de l'opération –, c'est ignorer le facteur clé qui devait déterminer la réussite de l'opération cubaine. En effet, tout comme PBSUCCESS, l'opération ZAPATA prévoyait « *a protracted period of psychological and political warfare* ». « *The chance of true success – that is the chance of toppling Castro – was predicated on the assumption that faced with that kind of pressure, he would suffer the same loss of nerve [as Arbenz]* ²² ». Or, personne ne s'est interrogé sur les facteurs qui firent se dégonfler le président Arbenz, à commencer par l'influence de l'ambassadeur américain John Peurifoy. Au moment de la planification de l'opération ZAPATA et lors de l'invasion, aucun ambassadeur américain n'était en poste à La Havane²³. Est-ce qu'un John Peurifoy à La Havane aurait pu faire la différence ? À lui seul, ce facteur n'explique pas tout, mais il y a lieu de se questionner.

Tout d'abord, l'ambassade au Guatemala durant l'opération PBSUCCESS représenta plus qu'un simple point de pression diplomatique contre le gouvernement guatémaltèque. Elle fut aussi le point de ralliement de l'opposition au gouvernement et servit de base à la CIA dans le pays. Mais, le plus important réside toujours dans le soutien de l'armée. La CIA avait réussi ses opérations en Iran et au Guatemala parce qu'en fin de compte, elle avait pu bénéficier du soutien de l'armée. Kim Roosevelt l'avait compris dans l'opération

²⁰ *Ibid.*, p. 191-192

²¹ *Ibid.*, p. 193

²² Cité dans *Ibid.*, p. 194

²³ Le dernier ambassadeur américain à La Havane fut Philip W. Bonsal. Arrivé au pays le 3 mars 1959, il quitta son poste le 28 octobre 1960, sept mois après le début de la planification de l'opération ZAPATA, lancée le 17 mars 1960. Un chargé d'affaires *ad interim*, Daniel M. Braddock, demeura en poste jusqu'en janvier 1961, date où les États-Unis rompirent leur relation diplomatique avec l'île.

iranienne. L'ambassadeur Peurifoy, les hauts fonctionnaires de l'ambassade, les officiers des missions militaires américaines et les responsables de PBSUCCESS avaient tous fait de l'armée guatémaltèque la cible principale de leur guerre psychologique. La trahison des officiers supérieurs guatémaltèques était davantage imputable à leur opportunisme et à leur peur d'une intervention américaine, qu'à une conviction quelconque que le gouvernement était communiste et dangereux²⁴. Or, les responsables de l'opération ZAPATA ne purent cibler l'armée cubaine, produit de la révolution et fidèle à Castro. Et ceci représente sans aucun doute la principale raison de l'échec de l'opération.

Les conditions à Cuba en 1961 étaient fort différentes de celles qui prévalaient au Guatemala en 1954. Fidel Castro et son Mouvement du 26 juillet étudièrent les réformes apportées par la révolution guatémaltèque depuis leur base au Mexique. Et ils regardèrent avec grand intérêt le coup d'État qui y mit fin. Che Guevara était présent au Guatemala depuis décembre 1953 et lors de l'invasion de Castillo Armas, il chercha à soutenir le gouvernement Arbenz de toutes les façons qu'il put. C'est avec cette expérience en tête qu'il rencontra Castro et participa à son Mouvement du 26 juillet. Contrairement au président Arbenz et à la révolution guatémaltèque, Castro prit le pouvoir sans le soutien de l'armée régulière. « *Once in power he immediately dismantled the remainder of Batista's army, with its elite leadership, and organized the peasantry into a loyal fighting force. CIA planners did not appreciate this distinction* »²⁵. Les responsables de la CIA ne comprirent pas les compétences, la détermination et la volonté de se battre du chef cubain. Et ils n'apportèrent pas les mêmes efforts à soudoyer et à influencer les officiers supérieurs comme ils l'avaient fait au Guatemala, parce qu'il leur était impossible de le faire vu la nature même de la révolution cubaine. La présence d'un ambassadeur agressif et de missions militaires efficaces au Guatemala avait grandement contribué au succès de l'opération. Leur absence à Cuba semblait condamner l'opération ZAPATA à l'échec. L'impact et l'influence de l'ambassadeur Peurifoy, de son ambassade et des missions militaires américaines dans le succès de PBSUCCESS s'apprécient donc davantage à la lumière de l'échec de l'opération ZAPATA qui ne bénéficia pas de tels atouts.

²⁴ Voir, Piero Gleijeses, *Shattered Hope*..., p. 380

²⁵ Richard Immerman, *The CIA in Guatemala*..., p. 196

L'opération PBSUCCESS qui mit fin à la révolution guatémaltèque eut des conséquences dramatiques sur le Guatemala. En créant un ordre tactique par le renversement du président Arbenz, les États-Unis créèrent par le fait même un désordre stratégique qui dure encore de nos jours. En d'autres termes, en 1954, les États-Unis avaient les moyens de régler un problème ponctuel : renverser ce qu'il percevait être un gouvernement communiste dans leur hémisphère. Or, en le renversant, ils créèrent un désordre stratégique qui contribua à tuer tous les espoirs de modération. La chute du président Arbenz remit le pouvoir entre les mains d'une élite réactionnaire pressée de renverser les gains sociaux et économiques de la révolution. Il s'ensuivit une polarisation des forces politiques qui mena à plus de trente ans de guerre civile et qui fit plus de 200 000 morts²⁶. À l'été 1981, au plus fort des atrocités perpétrées par le gouvernement guatémaltèque, un fonctionnaire du département d'État résuma très bien l'une des conséquences les plus dramatiques de l'opération PBSUCCESS et la responsabilité qui incombait aux États-Unis. Il nota : « *What we'd give to have an Arbenz now. We are going to have to invent one, but all the candidates are dead*²⁷ ».

²⁶ Voir, Piero Gleijeses, *Shattered Hope...*, p. 383-387

²⁷ Cité dans Marlise Simons, « Guatemala : The Coming Danger », *Foreign Policy*, vol. 43, été 1981, p.103

Bibliographie

Sources archivistiques

À moins d'avis contraire, les sources archivistiques de cet ouvrage ont été consultées au centre des archives nationales américaines à College Park au Maryland, communément appelé *Archives II*.

Les documents ont été tirés des lots ou *Record Group* suivant :

RG 59 Department of State: Decimal Files.

Dans les cas de ces filières, les documents sont identifiés par NA puis la filière décimale appropriée et par la date telle qu'elle apparaît dans les documents (mois - jour, année). La date inscrite dans le code décimal peut ne pas correspondre avec la date du document. La filière 123 renferme les documents sur le personnel du département d'État et est identifié par son nombre, puis par le nom et le prénom de la personne concernée. « 123 Peurifoy, John Emil » est la seule que nous avons consultée et est donc identifiée par NA 123.

RG 84 Foreign Service Posts: Guatemala, Confidential File

RG 84 Foreign Service Posts: Guatemala, General and Classified Records, 1953-1955

RG 84 Foreign Service Posts: Guatemala, Security Segregated General Records, 1953

RG 84 Foreign Service Posts: Greece, Top Secret General Records, 1950-1953

RG 84 Foreign Service Posts: Greece, Security Segregated General Records, 1945-1955

RG 268 Records of the CIA

Les *National Security Archives* de l'Université George Washington à Washington D.C. ont été utiles notamment en ce qui concerne les plans d'assassinat de la CIA et autres activités de l'agence au Guatemala entre 1952 et 1954. Deux fonds des *National Security Archives* furent consultés. Le fonds « CIA and Guatemala Assassination Proposals » renferme la documentation rendue publique par l'agence à la fin des années 1990 et portant sur les projets d'assassinats inclus dans les opérations PBFORTUNE et PBSUCCESS. La plupart des informations se trouvent aussi dans le RG 268 à *Archives II*. On y retrouve aussi le Fonds Richard H. Immerman qui regroupe la documentation utilisée par l'historien pour son livre *The CIA in Guatemala*. Celle-ci s'avère utile pour les documents qu'il a consultés dans des fonds autres que les archives nationales comme la bibliothèque présidentielle Eisenhower à Abilene au Kansas. Malheureusement, l'ordre chronologique est quelque peu déficiente dans ce fonds et la seule indication est le numéro de la boîte où se trouve le document.

Sources publiées

- BEAULAC, William L. « The Communist Effort in Guatemala ». *Department of State Bulletin*, vol. 31, no. 790, 16 août 1954, p. 235-237
- Del VOYO, J. Alvarez. « Aggression is the Word : the Guatemalan Crisis ». *Nation*, vol. 178, 26 juin 1954, p. 537-538
- DeTOLEDANO, Ralph. « Unconventionnal Ambassador ». *American Mercury*, vol 74 (Oct. 1954), p. 28-32
- DREIER, John C. « Organizing Security in the Americas ». *Department of State Bulletin*, vol. 30, no. 779, 31 mai 1954, p. 830-835
- DREIER, John C. « The Guatemalan Problem Before the OAS Council ». *Department of State Bulletin*, vol. 31, no. 785, 12 juillet 1954, p. 45-47
- DULLES, John Foster. « A Policy of Boldness ». *Life*, 19 mai 1952, p. 146-160
- DULLES, John Foster. « International Communism in Guatemala ». *Department of State Bulletin*, vol. 31, no. 785, 12 juillet 1954, p. 43-45
- ÉTATS-UNIS, Département d'État. *American Foreign Policy, 1950-1955, Basic Documents, Vol. I*. Government Printing Office (GPO), Washington, D.C., 1957
- ÉTATS-UNIS, Département d'État. *Foreign Relations of the United States, 1947*, vol. V *The Near East and Africa*. (GPO), Washington, D.C., 1972
- ÉTATS-UNIS, Département d'État. *Foreign Relations of the United States, 1950*, vol. V *The Near East, South Asia and Africa*. GPO, Washington D.C., 1978
- ÉTATS-UNIS, Département d'État. *Foreign Relations of the United States, 1951*, vol. V *The Near East and Africa*. GPO, Washington D.C., 1982
- ÉTATS-UNIS, Département d'État. *Foreign Relations of the United States, 1952-1954*, vol. IV *The American Republics*. GPO, Washington D.C., 1983
- ÉTATS-UNIS, Département d'État. *Foreign Relations of the United States, 1952-1954*, vol. VIII *Eastern Europe, The Soviet Union and Eastern Mediterranean*. GPO, Washington D.C., 1988
- ÉTATS-UNIS, Département d'État. *Foreign Relations of the United States, 1961-1963*, vol. IV *Vietnam, August – December 1963*. GPO, Washington D.C., 1991
- ÉTATS-UNIS, Département d'État. *Intervention of International Communism in Guatemala*. GPO, Washington D.C., 1954, 96 p.
- ÉTATS-UNIS, Département d'État. *Penetration of the Political Institutions of Guatemala by the International Communist Movement*. GPO, Washington D.C., 1954

ÉTATS-UNIS, House Select Committee on Communist Aggression. *Communist Aggression in Latin America*. Hearings before the Subcommittee on Latin America, 83rd Congress, 2nd session. GPO, Washington D.C., 1954, 295 p.

ÉTATS-UNIS, Office of the Federal Register, National Archives and Records Service. *Public Papers of the Presidents of the United States – Dwight D. Eisenhower, 1954*. GPO, Washington D.C., 1960

ÉTATS-UNIS, Senate Committee on Foreign Relations. *Executive Sessions of the Senate Foreign Relations Committee (Historical Series)*, vol. 2 (81st Congress, 1st and 2nd sessions) 1949-1950. GPO, Washington D.C., 1976

ÉTATS-UNIS, Senate Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities. *Alleged Assassination Plots Involving Foreign Leaders : An Interim Report of the Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities*. GPO, Washington, D.C., 1975, 349 p.

« Guatemala : The New Junta ». *Time*, vol. 64, 12 juillet 1954, p. 32

« Guatemala : The Price of Prestige ». *Newsweek*, vol. 44, 26 juillet 1954, p. 40

« Jack [John E. Peurifoy] the Nimble ». *Newsweek*, vol 44, 12 juillet 1954, p. 18-20

KIRCHWEY, Freda. « Guatemala Guinea Pig ». *Nation*, vol. 179, 10 juillet 1954, p. 21-23

LEWIS, Flora. « Ambassador Extraordinary : John Peurifoy ». *New York Times Magazine*, 18 juillet 1954, p. 9 et 26

The New York Times, 1950-1955

« Middleman in a Successful Revolution : Ambassador Peurifoy ». *U.S. News and World Report*, vol. 37, 9 juillet 1954, p. 46

PEURIFOY, John E. « Meeting the Communist Challenge in the Western Hemisphere ». *Department of State Bulletin*, vol. 31 (6 Sept. 1954), p. 333-336

PHILIPS, Cabell. « The Men Around the President ». *New York Times Magazine*, 11 septembre 1949, p. 69

ROSEN, Bernard. « Counter-Revolution : Guatemala's Tragedy ». *Nation*, vol. 179, 31 juillet 1954, p. 87-89

Témoignages

COLBY, William E. *Lost Victory: A First Hand Account of America's Sixteen Year Involvement in Vietnam*. Contemporary Books, Chicago, 1989, 493 p.

DAVIS, Nathaniel. *The Last Two Years of Salvador Allende*. Cornell University Press, Ithaca, New York, 1985, 480 p.

- HUNT, E. Howard. *Undercover : Memoirs of an American Agent*. Berkeley Publishing Corp., New York, 1974, 338 p.
- MARCHETTI, Victor et John D. MARKS. *The CIA and the Cult of Intelligence*. Alfred A. Knopf, New York, 1974, 398 p.
- PEARSON, Drew. *Diaries, 1949-1959*. (Édité par Tyler Abell) Holt, Rinehart and Winston, New York, 1974, 592 p.
- PHILLIPS, David Atlee. *The Night Watch : Twenty-Five Years of Peculiar Service*. Atheneum, New York, 1977, 309 p.
- ROOSEVELT, Kermit. *Countercoup : The Struggle for the Control of Iran*. McGraw-Hill, New York, 1979, 217 p.

Instruments de recherche

- ABC-CLIO Information Services. *America : History & Life on Disc*. Santa Barbara, California, 1982 – 2000
- ROTHER, Anna (éd.). *Current Biography: Who's News and Why*. H. W. Wilson Co., New York, vol. 10, (1949), p. 481-483
- ÉTATS-UNIS, National Archives and Records Administration. *Guide to Federal Records in the National Archives of the United States*. NARA, Washington D.C., 1995
- ÉTATS-UNIS, Département d'État. *Principal Officers of the Department of State and United States Chiefs of Missions, 1778-1990*. GPO, Washington D.C., 1991
- FINDLING, John E (éd.). *Dictionnaire of American Diplomatic History*. 2^e édition. Greenwood Press, New York, 1989
- WHO WAS WHO. Marquis Who's Who, Chicago, vol. 3, (1951-1960)

Monographies et articles de périodiques

- AMBROSE, Stephen et Richard IMMERMANN. *Ike's Spies : Eisenhower and the Espionage Establishment*. Doubleday & Co, New York, 1981, 368 p.
- ANDREW, Christopher et Vasili MITROKHIN. *The Mitrokhin Archive : The KGB in Europe and the West*. Penguin Books, Londres, 2000, 996 p.
- ANDREW Christopher. *For the President's Eyes Only: Secret Intelligence and the American Presidency from Washington to Bush*. Harper Collins, Londres, 1995, 660 p.
- AYBAR De SOTO, José M. *Dependency and Intervention : The Case of Guatemala in 1954*. Westview Press, Boulder, 1978, 374 p.

- BLANCKÉ, W. Wendell. *The Foreign Service of the United States*. Praeger, New York, 1969, 286 p.
- BLASIER, Cole. *The Hovering Giant : U.S. Responses to Revolutionary Change in Latin America*. University of Pittsburgh Press, Pittsburgh, 1976, 315 p.
- BLUM, William. *Killing Hope : U.S. Military and CIA Interventions Since World War II*. Black Rose Books, Montréal, 1999, 457 p.
- BOWEN, Gordon L. « U.S. Foreign Policy Toward Radical Change : Covert Operations in Guatemala, 1950-1954 ». *Latin American Perspectives*, 1983, p. 88-99
- COOK, Blanche Wiesen. *The Declassified Eisenhower : A Divided Legacy*. Doubleday & Co, Garden City, N-Y, 1981, 432 p.
- COULOUMBIS, Theodore A. *Greek Political Reaction to American and NATO influences*. Yale University Press, New Haven, 1966, 250 p.
- CULLATHER, Nick. *Secret History. The CIA's Classified Account of its Operations in Guatemala, 1952-1954*. Stanford University Press, Stanford, California, 1999, 142 p.
- DOSAL, Paul J. *Doing Business with Dictators : A Political History of the United Fruit Company in Guatemala, 1899-1944*. Scholarly Resources, Wilmington, 1993, 256 p.
- DULLES, Eleanor Lansing. *American Foreign Policy in the Making*. Harper & Row, New York, 1968, 370 p.
- ESTERLINE, John H. et Robert B. BLACK. *Inside Foreign Policy : The Department of State's Political System and Its Subsystems*. Mayfield, Palo Alto, California, 1975, 271 p.
- FRIED, Jonathan L., Marvin E. GETTLEMAN, Deborah T. LEVENSON et Nancy PECKENHAM. *Guatemala in Rebellion : Unfinished History*. Grove Press, New York, 1983, 342 p.
- FRIED, Richard M. *Men Against McCarthy*. Columbia University Press, New York, 1976, 428p.
- GIBBS, David N. « Secrecy and International Relations ». *Journal of Peace Research*, vol. 32, no. 2, 1995, p. 213-228
- GILLIN, John et Kalman H. SILVERT. « Ambiguities in Guatemala ». *Foreign Affairs*, vol. 34, (Avril 1956), p. 469-482
- GLEIJESES, Piero. *Shattered Hope : The Guatemalan Revolution and the United States, 1944-1954*. Princeton University Press, Princeton, 1991, 430 p.
- GODSON, Roy. *Dirty Tricks or Trump Cards : U.S. Covert Action and Counterintelligence*. Brassey's, Washington, 1995, 337 p.
- GORDON, Max. « A Case History of U.S. Subversion, Guatemala, 1954. *Science and Society*, vol. 35, no. 2, (Été 1971), p. 129-155

- GRANT, Donald. « Guatemala and U.S. Foreign Policy ». *Journal of International Affairs*, vol. 9, 1955, p. 64-72
- HOFSTADTER, Richard. *The Paranoid Style in American Politics and Other Essays*. Alfred Knopf, New York, 1965, 314 p.
- HOGAN, Michael J. (éd). *America in the World : The Historiography of American Foreign Relations since 1941*. Cambridge University Press, Cambridge, 1995, 619 p.
- IMMERMAN, Richard H. « Guatemala as Cold War History ». *Political Science Quarterly*, vol. 95, no. 4, (1980-1981), p. 629-653
- IMMERMAN, Richard H. *The CIA in Guatemala : The Foreign Policy of Intervention*. University of Texas Press, Austin, 1982, 291 p.
- JACKSON, Henry M. *The Secretary of State and the Ambassador: Jackson Subcommittee Papers on the Conduct of American Foreign Policy*. Frederick Praeger, New York, 1964, 203 p.
- JEFFERY, Judith. *Ambiguous Commitments and Uncertain Policies : The Truman Doctrine in Greece, 1947-1952*. Lexington Books, Lanham, 2000, 342 p.
- JONAS, Suzanne. « 'The Democracy Which Gave Way' : The Guatemalan Revolution – 1944-1954 ». *Guatemala*. North American Congress on Latin America, Berkeley, 1974, p. 44-54
- JONAS, Suzanne. « Anatomy of an Intervention : the U.S. 'Liberation' of Guatemala ». *Guatemala*. North American Congress on Latin America, Berkeley, 1974, p. 57-73
- JONES, Howard. *'A New Kind of War' : America's Global Strategy and the Truman Doctrine in Greece*. Oxford University Press, New York, 1989, 327 p.
- KAHIN, Audrey R. et George McT. KAHIN. *Subversion as Foreign Policy : the Secret Eisenhower and Dulles Debauch in Indonesia*. W.W. Norton, New York, 1995, 318 p.
- KINZER, Stephen. « Guatemala : The Hard Line ». *Atlantic*, vol. 245 (janvier 1980), p. 4-14
- KINZER, Stephen et Stephen SCHLESINGER. *Bitter Fruit : The Untold Story of the American Coup in Guatemala*. Harvard University Press, Cambridge, 1999 [1982], 331 p.
- KISSINGER, Henry. *Diplomatie*. Fayard, Paris, 1996, 861 p.
- KOFAS, Jon V. *Intervention and Underdevelopment : Greece during the Cold War*. Pennsylvania State University Press, University Park, 1989, 215 p.
- KUMAR, Satish. *CIA and the Third World : A Study in Crypto-Diplomacy*. Vikas Publishing House, New Delhi, 1981, 200 p.
- LaFEBER, Walter. *Inevitable Revolutions : the U.S. in Central America*. W.W. Norton, New York, 1993 [1983], 453 p.

- LEHMAN, Kenneth. «Revolutions and Attributions : Making sense of the Eisenhower Administration's Policies in Bolivia and Guatemala ». *Diplomatic History*, vol. 21, no. 2 (1997), p. 185-213
- LEONARD, Thomas M. *The United States and Central America, 1944-1949: Perceptions of Political Dynamics*. University of Alabama Press, University, Ala, 1984, 215 p.
- LEONARD, Thomas M. «Nationalism or Communism? The Truman Administration and Guatemala, 1945-1952 ». *Journal of Third World Studies*, vol. 7, no. 1 (1990), p. 169-191
- MARKS, Frederick W, III. «The CIA and Castillo Armas in Guatemala, 1954 : New Clues to an Old Puzzle ». *Diplomatic History*, vol. 14, no.1 (1990), p. 67-68
- McCAMMANT, John F. « Intervention in Guatemala : Implications for the Study of Third World Politics ». *Comparative Political Studies*, vol. 17 (Oct. 1984), p. 373-407
- McDERMETT, Louis M. « Guatemala 1954 : Intervention or Aggression? » *Rocky Mountain Social Science Journal*, vol. 9 (Janvier 1972), p. 79-88
- McPHERSON, Alan. "First Things First" : Guatemala, United States Assistance, and the Logic of Cold War Dependency. (www.sfsu.edu/~has/ex-post-facto/guat.html)
- MEERS, Sharon I. « The British Connection : How the United States Covered It's Tracks in the 1954 Coup in Guatemala ». *Diplomatic History*, vol. 16, no. 3 (1992), p. 409-428
- NUTTER, John Jacob. *The CIA's Black Ops: Covert Action, Foreign Policy, and Democracy*. Prometheus Books, New York, 2000, 361 p.
- PAYNE, Walter A. « The Guatemalan Revolution, 1944-1954 : An Interpretation ». *The Pacific Historian*, vol. 17 (Printemps 1973), p. 1-32
- PIKE, Frederick B. « Guatemala, the United States, and Communism in the Americas ». *The Review of Politics*, 1955, p. 232-261
- POWERS, Thomas. *The Man Who Kept the Secrets : Richard Helms and the CIA*. Alfred A. Knopf, New York, 1979, 393 p.
- PRADOS, John. *President's Secret Wars : CIA and Pentagon Covert Operations From World War II Through Iranscam*. William Morrow, New York, 1986, 560 p.
- PROUTY, L. Fletcher. *The Secret Team : The CIA and its Allies in Control of the United States and the World*. Prenticehall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1973, 496 p.
- RABE, Stephen G. *Eisenhower and Latin America : The Foreign Policy of Anticommunism*. University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1988, 237 p.
- RABE, Stephen G. « The Clues Didn't Check Out : Commentary on 'The CIA and Castillo Armas' ». *Diplomatic History*, vol. 14, no. 1 (1990) p. 87-95
- RANELAGH, John. *The Agency: The Rise and Decline of the CIA*. Simon & Schuster, New York, 1986, 847 p.

- RONNING, C. Neale. *Law and Politics in Inter-American diplomacy*. Wiley, New York, 1963, 167 p.
- RONNING, C. Neale et Albert P. VANNUCCI. *Ambassadors in Foreign Policy : The Influence of Individuals on U.S. – Latin American Policy*. Praeger, New York, 1987, 154 p.
- ROUMPATES, Giannes. *Tangled Webs : The U.S. in Greece, 1947-1967*. Pella Publishing, New York, 1987, 228 p.
- SCHLESINGER, Stephen. « How [Allen] Dulles Worked the Coup d'État ». *Nation*, vol. 227 (28 octobre 1978), p. 439-444.
- SILVERT, Kalman H. *Guatemala: A Study in Government*. Tulane University Publications, Nouvelle-Orléans, 1954, 239 p.
- STEIGMAN, Andrew L. *The Foreign Service of the United States : America's First Line of Defense*. Westview, Boulder, 1985, 265 p.
- TAYLOR, Philip B. « The Guatemalan Affair : A Critique of United States Foreign Policy ». *American Political Science Review*, vol. 50 (Sept. 1956), p. 787-806
- TREVERTON, Gregory F. *Covert Action : The Limit of Intervention in the Postwar World*. Basic Books Publishers, New York, 1987, 293 p.
- Van TASSEL, Darin H. et G. Lane Van TASSEL. « Politics of Intervention : the 'Underlying' Causes of U.S. Military Intervention in Central America ». *Journal of Third World Studies*, vol. 10, no. 1 (1993), p. 252-305
- WEISSMAN, Stephen. *American Foreign Policy Towards the Congo, 1960-1964*. Cornell University Press, New York, 1974, 325 p.
- WESTERFIELD, H. Bradford. *Instruments of America's Foreign Policy*. Crowell, New York, 1964, 538 p.
- WISE, David et Thomas B. ROSS. *The Invisible Government*. Random House, New York, 1964, 375 p.
- WOOD, Bryce. *The Dismantling of the Good Neighbor Policy*. University of Texas Press, Austin, 1985, 290 p.
- ZUNES, John S. *Decisions on Intervention : United States Response to Third World Nationalist Governments, 1950-1957*. Thèse de doctorat, Université Cornell, New York, 1990, 420 p.